

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 08/11/2019

N° : 2019/154

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/54

 **Décisions**

Page 55/287

ARRÊTÉS



Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/225/CM

Désignation des représentants de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des commissions d'attribution de logements des organismes d'habitations à loyer modéré

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°17/160/CM du 15 mai 2017 portant désignation du représentant du Président au sein de la commission d'attribution de logements de l'Office Public de l'Habitat Pays d'Aix Habitat Métropole ;
- L'arrêté n°18/017/CM du 9 février 2018 portant désignation du représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des commissions d'attribution de logements.
- L'arrêté n°18/078/CM du 31 mai 2018 portant désignation du représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des commissions d'attribution de logements des logements d'habitation à loyer modéré.

CONSIDÉRANT

Qu'en application des dispositions de l'article L.441-2 du Code de la Construction et de l'Habitation, les organismes d'habitations à loyer modéré comportent une commission d'attribution chargée d'attribuer nominativement chaque logement locatif ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

Qu'en vertu de ces mêmes dispositions, le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, ou son représentant, compétent en matière de Programme Local de l'Habitat est membre de droit de cette commission pour l'attribution des logements situés sur le territoire où il est territorialement compétent ;

Que la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est donc membre de droit des commissions d'attribution de logements des organismes présents sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Qu'il convient ainsi de procéder à la désignation des représentants de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de ces commissions d'attribution des logements.

ARRETE

Article 1 :

Sont abrogés les arrêtés n°17/160/CM du 15 mai 2017, le n°18/017/CM du 9 février 2018 et le n°18/078/CM du 31 mai 2018.

Article 2 :

Sont désignés pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des Commissions d'Attribution de Logements des organismes d'habitations à loyer modéré présents sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Michèle Salice, Alidja Nourian, Liza Thorn, Jean-Claude Ferraud, Claire Aybalen, Michel Roux, Coryne Agostini, Yves Mesnard, Sophie Scotti, Fabrice Avit, Rosalba Cerboni, Corinne Pechon, Heidi Laurie, Nathalie Lefebvre.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 novembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019



Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/228/CM

Chenal de transit des kayaks de Calanques Evasion au sein du port du Frioul

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 003-617/14/CC du 19 décembre 2014 relative à l'approbation du Règlement Particulier de Police des 24 ports de plaisance notamment l'article 31 et 32.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la mission de gestion des ports de plaisance ;
- Que l'article 31 du Règlement Particulier de Police des Ports de la Métropole prévoit l'interdiction de pratiquer sur les plans d'eau et les chenaux d'accès aux ports, tout sport nautique notamment la natation, le ski nautique, la plongée sous-marine, le plongeur depuis les ouvrages ou les bateaux, la voile, l'aviron, le kayak et les véhicules non motorisés dont le transit est autorisé au sein des zones délimitées à cet effet ;
- Que l'article 32 du Règlement Particulier de Police des Ports de la Métropole prévoit, pour la pratique d'activités sportives des clubs ou associations nautiques, que des dérogations à l'article 31 peuvent être accordées sous condition, et sous la pleine et entière responsabilité de leurs Présidents ;
- Qu'il convient de définir par le présent arrêté, en application des articles susvisés, un chenal de transit au sein du port de plaisance du Frioul pour permettre le transit des embarcations de type kayak de Calanques Evasion ;

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

ARRETE

Article 1 :

La Société Calanques Evasion, détentrice d'un titre d'occupation du domaine public maritime au sein du port du Frioul, est autorisée à faire transiter dans le bassin du port du Frioul les embarcations de type kayak appartenant au club ou à ses membres, afin d'atteindre leur lieu de pratique, hors du port, par le chenal délimité ci-après (art 2).

La Société Calanques Evasion s'engage à respecter les consignes communiquées par la capitainerie, qui peuvent, dans le cas d'événements majeurs, restreindre les modalités de transit des kayaks dans l'enceinte du port et à adapter les sorties à la densité du trafic maritime.

Article 2 :

Est arrêté le chenal (zone de transit) réservé aux membres de Calanques Evasion pratiquant les activités susmentionnées à l'article 1 selon les limites fixées par le plan ci-joint. Le chenal n'est pas balisé sur le plan d'eau.

Article 3 :

Les responsables de Calanques Evasion veilleront à faire respecter le Règlement Particulier de Police des Ports et le présent arrêté par leurs personnels, membres et adhérents. Ce transit s'effectue sous la pleine et entière responsabilité de Calanques Evasion et des membres utilisateurs du chenal. Cette autorisation implique de la part des usagers, le strict respect, sur les plans d'eau et chenaux, des règlements pour prévenir les abordages en mer.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 octobre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019





Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/229/CM

Chenal de transit des embarcations de la base nautique municipale au sein du port de Sausset-les-Pins

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la mission de gestion des ports de plaisance,
- Que l'article 31 du Règlement Particulier de Police des Ports de la Métropole prévoit l'interdiction de pratiquer sur les plans d'eau et les chenaux d'accès aux ports tout sport nautique, notamment la natation, le ski nautique, la plongée sous-marine, le plongeon depuis les ouvrages ou les bateaux, la voile, l'aviron, le kayak et les véhicules non motorisés dont le transit est autorisé au sein des zones délimitées à cet effet,
- Que l'article 32 du Règlement de Police de la Métropole prévoit, pour la pratique d'activités sportives des clubs ou associations nautiques, que des dérogations à l'article 31 peuvent être accordées sous condition, et sous la pleine et entière responsabilité de leurs présidents,
- Qu'il convient de définir par le présent arrêté, en application des articles susvisés, un chenal au sein du port de plaisance de Sausset-les-Pins pour permettre le transit des embarcations de la base nautique municipale.

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

ARRETE

Article 1 :

La base nautique municipale de Sausset-Les-Pins est autorisée à faire transiter dans l'avant-port du port de Sausset sa flotte d'embarcations, afin d'atteindre leur lieu de pratique, hors du port, par les chenaux délimités ci-après (art 2).

La base nautique s'engage à respecter les consignes communiquées par la capitainerie, qui peuvent, dans le cas d'événements majeurs, restreindre les modalités de transit des embarcations dans l'enceinte du port et à adapter les sorties à la densité du trafic maritime.

Article 2 :

Est arrêté un chenal balisé (zone de transit) réservé aux embarcations de la base nautique de type paddle, kayak, planche à voile, selon les limites fixées par le plan ci-joint, le long de la digue Ouest.

Est arrêté un chenal non-balisé (zone de transit) réservé aux embarcations de type catamaran et optimist, selon les limites fixées par le plan ci-joint, depuis la cale de mise à l'eau jusqu'à la sortie du port. Dans l'avant-port, ces embarcations doivent être remorquées en file indienne par un navire assistance.

Aucune embarcation non motorisée ne sera autorisée à transiter depuis les locaux de l'école de voile située à l'intérieur du port.

Plan du chenal ci-joint.

Article 3 :

Les responsables de la base nautique municipale veilleront à faire respecter le Règlement Particulier de Police des Ports et le présent arrêté par leurs personnels et stagiaires. Ce transit s'effectue sous la pleine et entière responsabilité de la base nautique municipale. Cette autorisation implique de la part des usagers, le strict respect, sur les plans d'eau et chenaux, des règlements pour prévenir les abordages en mer. Les navires assistance devront être équipés de VHF en veille sur le canal 9 (capitainerie du port de plaisance).

Article 4 :

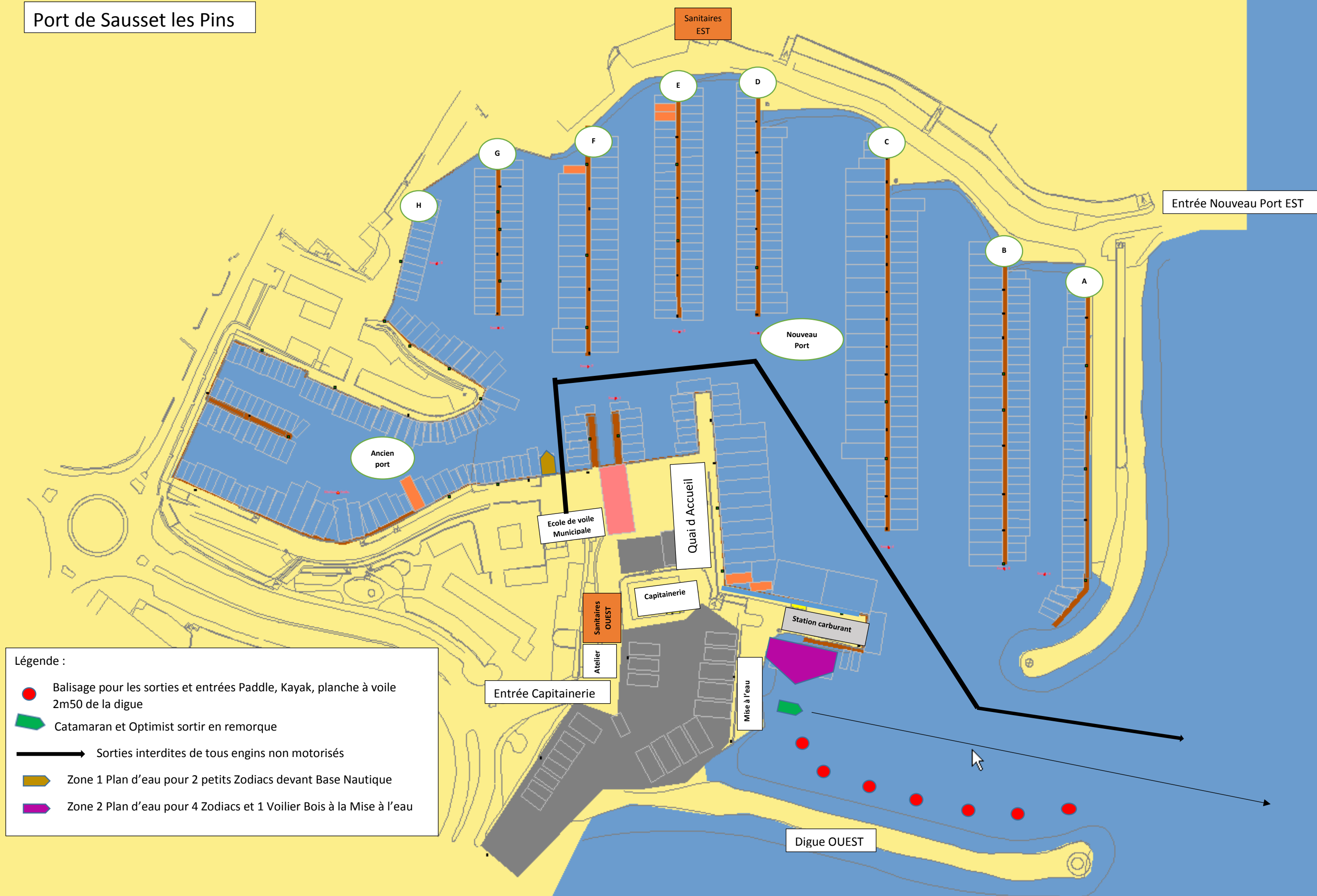
Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 octobre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

Port de Sausset les Pins



Arrêté n° 19/230/CM

Approbation de l'avenant n° 2 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 325 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC), dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le CCCT comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- L'arrêté préfectoral du 14 septembre 1992 approuvant le CCCT du lot n° 325, modifié par l'avenant n° 1 approuvé par l'arrêté n° 18/043/CM du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 29 mars 2018 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du Comité Syndical du SAN du 12 octobre 1987 donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB ;
- La délibération n° 146/12 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 19 avril 2012 approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;

- La délibération n° 222/13 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 20 juin 2013 approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du Conseil Municipal d'Istres du 26 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/215/CM du 18 septembre 2019 donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 14 septembre 1992 approuvant le CCCT du lot n° 325, modifié par l'avenant n° 1 approuvé par l'arrêté n° 18/043/CM du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 29 mars 2018 ;
- La demande du propriétaire du lot qui souhaite obtenir l'autorisation d'édifier un toit terrasse, nécessitant d'adapter l'avant-dernier alinéa de l'article III du CCCT précité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 du CCCT du lot n° 325, tel qu'il est annexé au présent arrêté, modifiant l'avant-dernier alinéa de l'article III (Prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) ayant trait aux couvertures et pentes de toiture du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les autres articles du CCCT demeurent inchangés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 22 octobre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Octobre 2019

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant n° 2 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 325

Le présent avenant n° 2 au cahier des charges est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il modifie l'avant dernier alinéa de l'article III (prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **325** (section **DH n° 0146**) approuvé par arrêté préfectoral du 14 septembre 1992 et modifié par un avenant n° 1 approuvé par arrêté n° 18/043/CM du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 29 mars 2018.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le Programme des Equipements Publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'EPAREB.

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

L'article III est modifié comme suit :

Article III – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

L'avant dernier alinéa de l'article III, ayant trait aux couvertures et pentes de toiture, est complété comme suit :

Les toits terrasse sont également autorisés.

L'avant dernier alinéa de l'article III, ayant trait aux couvertures et pentes de toiture, est supprimé.

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.



Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/231/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Charleval - Procédure de modification numero 3

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n° URB 0001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Charleval du 17 juin 2019 sollicitant l'engagement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Charleval ;
- La délibération n° 147/19 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification n° 3 du PLU de la commune de Charleval ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

- La délibération n° URB 013-6795/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la modification n° 3 du PLU de la commune de Charleval ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Charleval en vigueur ;

CONSIDÉRANT

- La nécessité d'engager une nouvelle procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Charleval, pour mettre à jour les articles du règlement du Plan Local d'Urbanisme conformément au Code de l'Urbanisme en vigueur et de revoir notamment les dispositions réglementaires afin de faciliter leur application lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite du courrier de la commune de Charleval du 17 juin 2019, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Charleval ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Charleval ;

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Charleval.

Article 2 :

La modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Charleval doit permettre notamment les adaptations du Plan Local d'Urbanisme suivantes :

- Supprimer l'article 14 du règlement (zones U, AU) ;
- Revoir l'emprise au sol en zone UC ;
- Réduire l'implantation par rapport aux voies (Article UC6) ;
- Mettre à jour le document graphique du Plan Local d'Urbanisme en intégrant les voiries existantes non répertoriées ;
- Ajouter la définition de « l'étoile verte » dans la légende du document graphique ;
- Proposer la réécriture de certains articles du règlement ne permettant pas une instruction sécurisée des autorisations d'urbanisme.

Conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification sera notifié aux Personnes Publiques Associées.

Les modalités d'organisation de l'enquête publique seront précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

Article 3 :

Conformément à l'article R 421-1 à R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télerecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 novembre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/232/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac- Procédure de modification numero 3

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n° URB 0001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Rognac du 20 juin 2019 sollicitant l'engagement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac ;
- La délibération n° 155/19 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification n° 3 du PLU de la commune de Rognac ;
- La délibération n° URB 017-6799/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac en vigueur ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

CONSIDÉRANT

- La nécessité d'engager une nouvelle procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac afin d'adapter le règlement de la zone UBa au droit des parcelles impactées par le linéaire commercial ;
- Qu'un linéaire commercial a été effectivement créée en zone UA et UBa lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme le 30 juin 2017 ;
- Qu'il convient d'adapter le règlement et de modifier le zonage du secteur UBa afin de mettre en corrélation l'attractivité du cœur de ville et l'image plus urbaine du centre ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite du courrier de la commune de Rognac du 20 juin 2019, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac ;

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac.

Article 2 :

La modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac doit permettre d'adapter le règlement de la zone UBa au droit des parcelles impactées par le linéaire commercial ;

Conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification sera notifié aux Personnes Publiques Associées ;

Les modalités d'organisation de l'enquête publique seront précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Article 3 :

Conformément à l'article R 421-1 à R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 novembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019



Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/233/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac - Procédure de modification simplifiée numero 2

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 n°URB 002-3560/18/CM de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre les Conseils de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Rognac du 14 juin 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°153/19 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

- La délibération n° URB 016-6798/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Rognac ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac en vigueur ;

CONSIDÉRANT

- La nécessité d'engager une nouvelle procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac afin de réactualiser le règlement et la liste des emplacements réservés et plus précisément ceux concernant le logement locatif social.
- Que l'évolution du Plan Local d'Urbanisme demandée concerne donc une modification du règlement et des emplacements réservés,
- Que le projet répond aux orientations générales du PADD,
- Que l'adaptation du Plan Local d'Urbanisme envisagée remplit les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par une procédure de modification simplifiée, avec mise à disposition du public, pendant un mois, du projet de modification simplifiée, de l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, des avis émis par les Personnes Publiques Associées,
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points,
- Que la modification simplifiée n°2 envisagée aura dès lors pour effet de modifier le règlement et les emplacements réservés,
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément au Code de l'Urbanisme,
- Qu'à la suite du courrier de la commune de Rognac en date du 14 juin 2019, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac ;

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac.

Article 2 :

La modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac va permettre de réactualiser le règlement et la liste des emplacements réservés et plus précisément ceux concernant le logement locatif social.

Conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification simplifiée sera notifié aux Personnes Publiques Associées.

Les modalités de la mise à disposition telles que définies par la délibération du 23 septembre 2019 du Conseil de Territoire du Pays Salonais seront précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

Article 3 :

Conformément à l'article R 421-1 à R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 novembre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/234/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour l'établissement KFC situé 4 quai de Rive Neuve 13001 à la SAS AmRest Opco, représentée par Monsieur Sébastien Morin.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

- Le changement de propriétaire de l'établissement situé 4 quai de Rive Neuve 13001 Marseille ;
- La demande de la SAS AmRest Opco, représentée par Monsieur Sébastien Morin, domiciliée 11-13 Cours Valmy 92977 Paris La Défense Cedex, RCS Nanterre : 831 200 043, en vue d'occuper un emplacement public au :
4 Quai de Rive Neuve 13001 Marseille

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

ARRETE

Article 1 :

La SAS AmRest Opco, représentée par Monsieur Sébastien Morin, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé KFC, sis 4 Quai de Rive Neuve 13001 Marseille et d'y installer :

- une terrasse simple de 27 m²

Sur laquelle est implanté 1 menu.

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 octobre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019



Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/235/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine Public pour l'établissement la Tarte Tropezienne situé 4 quai du port 13002 Marseille, à la SAS Carmi, représentée par Jean Paul Minassian

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

- Le changement de propriétaire de l'établissement situé 4 quai du Port 13002 Marseille ;
- La demande de la SAS CARMI, représentée par Monsieur Jean-Paul Minassian, domiciliée 4 quai du Port 13002 Marseille, RCS Marseille: 753 171 263 ;

En vue d'occuper un emplacement public au 4 Quai Du Port 13002 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

ARRETE

Article 1 :

La SAS Carmi, représentée par Monsieur Jean-Paul Minassian, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé La Tarte Tropézienne, sis 4 Quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- une terrasse simple de 21 m²

Sur laquelle sont implantés 4 parasols.

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Directeur Général des Service de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 octobre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/236/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement Les Minots situé 54-58 quai du port 13002 Marseille à la SAS Les Minots, représentée par Kévin Strohl

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

- La demande de la SAS Les Minots, représentée par Kévin Strohl, domiciliée 54-58 quai du Port 13002 Marseille ; RCS Marseille: 852 433 044 00025 ; en vue d'occuper un emplacement public au 54-58 Quai du Port 13002 Marseille.

ARRETE

Article 1 :

La SAS Les Minots, représentée par Kévin Strohl, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Les Minots, sis 54-58 Quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- Une terrasse, sous velum, détachée du commerce, dont la surface est de 24 m²
- Et une terrasse simple de 53,6 m²

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

Soit une surface totale de 77.60 m².

Sur laquelle sont implantés :

1 parasol

2 menus

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 octobre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019



Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/237/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement "O Met's Thai" situé 18 bd Anatole France 13600 La Ciotat à la SAS Philadelphia, représentée par Philippe Carton

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération tarifaire VOI 0016-832/19/CM du 26 septembre 2019, portant approbation de la modification du montant de la redevance d'occupation du domaine public relative aux terrasses du front de mer de La Ciotat ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte architecturale des Terrasses de La Ciotat.

CONSIDÉRANT

- Le changement de propriétaire de l'établissement situé 18 Boulevard Anatole France 13600 La Ciotat ;
- La demande de la SAS Philadelphia, représentée par Monsieur Philippe Carton, domiciliée 18 Boulevard Anatole France 13600 La Ciotat ; RCS Marseille: 841 066 251, en vue d'occuper un emplacement public au :

18 Boulevard Anatole France 13600 La Ciotat

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

ARRETE

Article 1 :

La SAS Philadelphia, représentée par Monsieur Philippe Carton, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé « O met's Thai », sis la SAS Philadelphia, représentée par Monsieur Philippe Carton et d'y installer une terrasse couverte par un velum de 50.65m² ;

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 1 an, à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement, dans la limite de 5 ans, sauf abrogation, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 novembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019



Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/238/CM

Arrêté suspensif de l'autorisation temporaire n° 09-214-CC accordée à Monsieur Patrick Collet pour l'exploitation d'un kiosque à journaux au 32 la Canebière 13001 à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil du Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire du domaine public n° 09/214/CC, délivrée le 4 août 2009 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à Monsieur Patrick Collet, en vue d'exploiter un kiosque à journaux sur le domaine public au 32 la Canebière 13001 Marseille ;
- Les travaux d'intérêt public liés à la réhabilitation du centre-ville de Marseille ;
- La nécessité de libérer l'espace public pendant la période des travaux.

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°09/214/CC, délivrée le 4 août 2009 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à Monsieur Patrick Collet, est suspendu du 1^{er} Octobre 2019 au 31 décembre 2019, en raison de la non occupation du domaine public pendant la durée des travaux.

Article 2 :

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente suspension peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

L'intéressé peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique «Télerecours citoyen» accessible depuis le site internet www.telerecours.fr

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 octobre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/239/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé 2 BD Ampère 13014 Marseille à la SAS la Payotte, représentée par Monsieur Christophe Cavallo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;

CONSIDÉRANT

La demande déposée par la SAS la Payotte, représentée par Monsieur Christophe Cavallo,
Domiciliée : Résidence Van Gogh 2-Bat H -28 avenue Vincent Van Gogh 13012 Marseille ;

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

En vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :
2 Boulevard Ampère 13014 Marseille, RCS Marseille : 853 769 651.

ARRETE

Article 1 :

La SAS la Payotte, représentée par Monsieur Christophe Cavallo, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de neuf mètres carrés (9 m²) sur le domaine public, sis 2 Boulevard Ampère 13014 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 2

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 5 :

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 6 :

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 14 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 15 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 octobre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019



Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/240/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas - Procédure de modification numéro 3

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République .
- Le courrier de la Commune de Sénas du 24 janvier 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 n°URB 001-3559/18/CM de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre les Conseils de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°83/19 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 13 mai 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification n°3 du PLU de la Commune de Sénas ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Novembre 2019

- La délibération n° URB 009-5999/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas en vigueur.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de classer en zone 1AU le secteur du Pont de l'Auture (actuellement situé en zone 2AU au Plan Local d'Urbanisme) et permettre l'urbanisation de ce secteur (création de 150 à 200 logements) ;
- Qu'il est nécessaire d'ajouter une dérogation supplémentaire à l'Amendement Dupont relatif à la Loi Barnier (règle d'inconstructibilité dans la bande des 75 mètres de part et d'autre d'une voie classée à grande circulation) en réduisant la bande d'inconstructibilité de 35 mètres à 15 mètres le long de la Route Départementale 7n, afin de permettre l'aménagement de l'entrée de ville « Ouest » dans le secteur du Pont de l'Auture ;
- Qu'il est nécessaire de modifier l'OrientatIon d'Aménagement et de Programmation des Saurins Sud, notamment de son schéma viaire avec la création de deux carrefours à sens giratoire.
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le PLU sur ces points ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification de droit commun conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite du courrier de la Commune de Sénas du 24 janvier 2019, et de la délibération du 13 mai 2019, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification n° 3 ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan local d'Urbanisme de la Commune de Sénas.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas.

Article 2 :

La modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sénas va permettre les adaptations du Plan Local d'Urbanisme suivantes :

- Classement en zone 1AU du secteur du Pont de l'Auture (actuellement situé en zone 2AU au Plan Local d'Urbanisme), afin de permettre l'urbanisation de ce secteur (création de 150 à 200 logements) ;
- Dérogation supplémentaire à l'Amendement Dupont relatif à la Loi Barnier (règle d'inconstructibilité dans la bande des 75 mètres de part et d'autre d'une voie classée à grande circulation) en réduisant la bande d'inconstructibilité de 35 mètres à 15 mètres le long de la Route Départementale 7n, afin de permettre l'aménagement de l'entrée de ville « Ouest » dans le secteur du Pont de l'Auture ;
- Modification de l'OrientatIon d'Aménagement et de Programmation des Saurins Sud, notamment de son schéma viaire avec la création de deux carrefours à sens giratoire.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Novembre 2019

Conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification sera notifié aux Personnes Publiques Associées.

Les modalités d'organisation de l'enquête publique seront précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Article 3 :

Conformément à l'article R 421-1 à R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 5 novembre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/241/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence - Procédure de modification simplifiée numéro 4

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 n°URB 002-3560/18/CM de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre les Conseils de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Salon-de-Provence du 23 mai 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de Salon-de-Provence ;
- La délibération n°151/19 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 23 septembre 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Salon-de-Provence et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Novembre 2019

- La délibération n°URB 015-6797/19/CM du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence en vigueur ;

CONSIDÉRANT

- La nécessité d'engager une nouvelle procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence pour une modification du règlement afin de permettre la démolition-reconstruction de locaux de l'association « Les Papillons Blancs » à vocation d'accueil et d'hébergement de personnes en situation de handicap situés quartier les Moulédas ;
- Qu'il apparait en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite de la délibération du Conseil Municipal de la commune de Salon-de-Provence en date du 23 mai 2019, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence ;

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°4 du PLU de la commune de Salon-de-Provence.

Article 2 :

La modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence va permettre la démolition-reconstruction des locaux de l'association « Les Papillons Blancs » situés dans le STECAL NTS4 ;

Lors de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de Salon-de-Provence, le site des Moulédas a fait l'objet d'un STECAL NST4 bénéficiant de possibilités d'extension et de réhabilitation des constructions existantes. Toutefois, le règlement de la zone qui s'applique dans ce secteur ne permet pas expressément la construction de nouveaux bâtiments en remplacement d'anciens bâtiments démolis volontairement. Or, à la demande de l'Agence Régionale de Santé, certains bâtiments, très vétustes, doivent être démolis et remplacés par des bâtiments neufs ;

L'évolution du PLU demandée concerne la modification du règlement et plus particulièrement le STECAL NTS4 permettant l'extension et la réhabilitation de constructions existantes. En effet, l'intérêt est de permettre la possibilité de construction de nouveaux bâtiments en remplacement d'anciens bâtiments démolis volontairement ;

Conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification simplifiée sera notifié aux Personnes Publiques Associées ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Novembre 2019

Les modalités de la mise à disposition telles que définies par la délibération du 23 septembre 2019 du Conseil de Territoire du Pays Salonais seront précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Article 3 :

Conformément à l'article R 421-1 à R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 5 novembre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/242/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le local situé 11 place du Monument 13011 à Marseille, à la SNC Les Camoins 11, représentée par Monsieur Daniel Spinella

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de territoire Marseille Provence de la Métropole Aix Marseille Provence adopté par délibération du 18 Décembre 2006.

CONSIDÉRANT

La demande déposée par la SNC Les Camoins 11, représentée par Monsieur Daniel Spinella, Domiciliée : 31 la Canebière (chez Dom's affaires) 13001 Marseille, en vue d'exploiter un local presse dont l'ouverture se fait sur le domaine public à l'adresse suivante :

11 place du monument 13011 Marseille
RCS Marseille : 853 927 499 00014

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Novembre 2019

ARRETE

Article 1 :

La SNC Les Camoins 11, représentée par Monsieur Daniel Spinella, est autorisée à exploiter un local avec un espace vente d'une dimension de vingt-quatre mètres carrés (24 m²), et une réserve de dix sept mètres carrés (17 m²), dont l'ouverture se fait sur le domaine public, sis 11 place du Monument 13011 à Marseille, en vue de procéder à la vente de journaux et publications de presse.

Article 2

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 5 :

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 6 :

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le local et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 14 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 novembre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/243/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine Public pour le kiosque situé 614 avenue du Prado 13008 à Marseille à la SAS MANNY, représentée par Bryan Azoulay

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de territoire Marseille Provence de la Métropole Aix Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n°19/070/CM délivré le 11 mars 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SAS MANNY,
- Le changement de président et la demande de la SAS MANNY, domiciliée 614 avenue du Prado 13008 à Marseille, Immatriculée au RCS Marseille sous le numéro 837 969 500 00011, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public à l'adresse suivante : 614 avenue du Prado 13008 à Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Novembre 2019

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire 19/070/CM délivré le 11 mars 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SAS MANNY, est abrogé.

Article 2 :

La SAS MANNY, représentée par Bryan Azoulay, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de seize mètres carrés (16 m²) sur le domaine public, sis 614 avenue du Prado 13008 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de glacier.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 :

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 7 :

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

Article 8 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 9 :

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et au règlement de voirie.

Article 10 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 11 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci -dessus.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 novembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Novembre 2019

DÉCISIONS



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/600/D

Décision de clôture de la régie de recettes "RDT" pour l'encaissement des titres de transports et la recette des infractions de la ligne interne de Châteauneuf-les-Martigues.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- L'arrêté 18/321/CM du 5 décembre 2018 portant délégation à Monsieur Didier Khelfa, 12ème Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Octobre 2019

- La décision de création de régie n°16/226/D du 11 octobre 2016 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 7 août 2019 ;

CONSIDÉRANT

La cessation d'activité de la ligne RDT, il convient de clôturer la régie de recettes « RDT » pour l'encaissement des titres de transports et la recette des infractions de la ligne interne de Châteauneuf-les-Martigues.

DECIDE

Article 1 :

La régie de recettes « RDT » pour l'encaissement des titres de transports et la recette des infractions de la ligne interne de Châteauneuf-les-Martigues créée par la décision n°16/226/D du 11 octobre 2016 est clôturée à compter du 31 décembre 2018.

La décision n°16/226/D est abrogée à compter du 31 décembre 2018.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 octobre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/609/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Donia Bennani et Monsieur Ouahib Ahmed Meddoun

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1906483 enregistrée au Tribunal Administratif de Marseille le 19 juillet 2019 et présentée par Madame Donia Bennani et Monsieur Ouahib Ahmed Meddoun tendant, d'une part, à l'annulation de la décision implicite de rejet de leur recours indemnitaire préalable et, d'autre part, à la condamnation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à leur verser diverses sommes en réparation des préjudices qu'ils prétendent avoir subis du fait des travaux réalisés sur le Centre Social Albert Schweitzer situé à Miramas ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Donia Bennani et Monsieur Ouahib Ahmed Meddoun ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Octobre 2019

DECIDE

Article 1 :

D'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1906483, et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier, 15, Avenue Victor Hugo – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Léonardi Catsicalis Peltier, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 octobre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/610/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'EURL Sabatier

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1600766 présentée par la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille le 28 janvier 2016 tendant notamment à la condamnation solidaire de la SMABTP, la société L'Auxiliaire SMABTP assureur de la société Botta & Fils, la société Alpes Froid Grande Cuisine, Monsieur Bajolle, Madame Gianni, le bureau Veritas Exploitation, la société SLH Sud Est (absorbée par la société SLH Ingenierie), la société AET, la société Sabatier Carrelage et la société Ingecor au paiement des sommes retenues par l'expert pour remédier aux désordres affectant la cuisine centrale construite Chemin de Phion sur la Commune de Fos-Sur-Mer ;
- Le jugement n°1600766-3 du 4 juin 2019 par lequel le Tribunal Administratif de Marseille a notamment condamné solidairement Monsieur Bajolle, Madame Gianni et la société SLH Sud Est à verser à la Métropole Aix-Marseille-Provence la somme de 48 575,52 euros TTC et a condamné la société Sabatier à garantir ces derniers à hauteur de 70% de cette condamnation ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Octobre 2019

- La requête n°19MA03712 déposée devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 6 août 2019 par l'EURL Sabatier et tendant notamment à l'annulation du jugement n°1600766-3 du Tribunal Administratif de Marseille du 4 juin 2019.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du litige qui l'oppose à l'EURL Sabatier.

DECIDE

Article 1 :

D'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans le dossier n°19MA03712 et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques, cabinet d'avocats, 55 boulevard des Brotteaux, 69455 Lyon Cedex 06.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 octobre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Octobre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/611/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Maître Gilles Pellegrini

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1600766 présentée par la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille le 28 janvier 2016 tendant notamment à la condamnation solidaire de la SMABTP, la société L'Auxiliaire SMABTP assureur de la société Botta & Fils, la société Alpes Froid Grande Cuisine, Monsieur Bajolle, Madame Gianni, le bureau Veritas Exploitation, la société SLH Sud Est (absorbée par la société SLH Ingenierie), la société AET, la société Sabatier Carrrelage et la société Ingecor au paiement des sommes retenues par l'expert pour remédier aux désordres affectant la cuisine centrale construite Chemin de Phion sur la Commune de Fos-Sur-Mer ;
- Le jugement n°1600766-3 du 4 juin 2019 par lequel le Tribunal Administratif de Marseille a notamment condamné solidairement Monsieur Bajolle, Madame Gianni et la société SLH Sud Est à verser à la Métropole Aix-Marseille-Provence la somme de 48 575,52 euros TTC et a condamné la société Sabatier à garantir ces derniers à hauteur de 70% de cette condamnation ;
- La requête n°19MA03713 déposée devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 6 août 2019 par Maître Gilles Pellegrini, mandataire judiciaire, pris en sa qualité de liquidateur de la société SLH Ingenierie et tendant notamment à l'annulation du jugement n°1600766-3 du Tribunal Administratif de Marseille du 4 juin 2019 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Octobre 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du litige qui l'oppose à Maître Gilles Pellegrini,

DECIDE

Article 1 :

D'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans le dossier n°19MA03713 et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques, cabinet d'avocats, 55 boulevard des Brotteaux, 69455 Lyon Cedex 06.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 octobre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/613/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige l'opposant à l'Association La Coulée Verte et 4 riverains de la rue Rocher à La Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les requêtes 18MA05145 ,18MA05192 ,18MA05191 , 18MA05147 , 18MA05146 déposées le 6 et 7 décembre 2018 devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille par lesquelles l'Association la Coulée Verte ainsi que Mesdames et Messieurs Sanchez , Boé , Tuccinardi , et Brugna demandent l'annulation du jugement de rejet n°1605248 du 27 septembre 2018 de leur demande d'annulation de la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°DUFSV 15/14086/CC du 21 décembre 2015 portant mise en compatibilité n°2 du PLU de la Ciotat.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'appel et d'être représentée par la SELAS Adamas Affaires Publiques, cabinet d'avocats, domicilié 55 boulevard des Brotteaux , 69455 Lyon.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Octobre 2019

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques, cabinet d'avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 octobre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/614/D

Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Sophie Semeriva pour défendre les intérêts de la Métropole dans l'affaire qui l'oppose aux sociétés Zurich Insurance PLC , Helvetia Compagnia Svizzera d'Assicurazioni SA, VOMM Impianti e Processi SPA

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête n°19MA04042 déposée par la société Zurich Insurance PLC devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille demandant l'annulation du jugement n°1808287,1902237 du 4 juillet 2019 rejetant la demande de récusation de l'expert Monsieur Chabrier ;
- La requête n°19MA04146 déposée par la société VOMM Impianti et Processi SPA devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille demandant l'annulation du jugement n°1808287 , 1902237 du 4 juillet 2019 rejetant la demande de récusation de l'expert Monsieur Chabrier ;
- La requête n°19MA04157 déposée par la société Helvetia Compagnia Svizzera d'Assicurazioni devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille demandant l'annulation du jugement n°1808287 , 1902237 du 4 juillet 2019 rejetant la demande de récusation de l'expert Monsieur Chabrier .

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Octobre 2019

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour administrative d'appel de Marseille et d'être représentée par Maître Sophie Semeriva domiciliée, 2 place de la Corderie 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 octobre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/615/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SARL Sud Est TP Groupe

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence du 4 juillet 2019 (RG : 18/00013) fixant le montant de l'indemnité de perte d'exploitation et les frais de déménagement , dus à la SARL Sud Est TP groupe , locataire de terrains expropriés sis 868, boulevard de la Libération à Saint-Victoret.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour de cassation et d'être représentée par la SCP Baraduc Duhamel Rameix domiciliée 204 , rue Vaugirard 75015 Paris.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Octobre 2019

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 octobre 2010

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/616/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole dans l'affaire qui l'oppose à la commune de Fos-sur-Mer

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°19MA03936 déposée par la commune de Fos-sur-Mer devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille demandant l'annulation du jugement n°1504551 du 18 juin 2019 par lequel le Tribunal Administratif de Marseille a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la délibération du 10 avril 2015 portant sur le choix du délégataire.
- La requête n°19MA03937 déposée par la commune de Fos-sur-Mer devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille demandant l'annulation du jugement n°1504531 du 18 juin 2019 par lequel le Tribunal Administratif de Marseille a rejeté sa demande tendant à la contestation des vices qui affectent la convention de délégation de service public de traitement des déchets;
- La requête n°19MA03938 déposée par la commune de Fos-sur-Mer devant la Cour Administrative d'Appel demandant l'annulation du jugement n°1504534 du 18 juin 2019 par lequel le Tribunal Administratif de Marseille a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la délibération du 10 avril 2015 approuvant le protocole transactionnel sur l'indemnisation des préjudices ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Octobre 2019

- La requête n°19MA03939 déposée par la commune de Fos-sur-Mer devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille d'annuler le jugement n°1506966 du 18 juin 2019 par lequel le Tribunal Administratif de Marseille a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la délibération du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°4 à la convention de délégation de service public.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée par la SELARL Parme Avocats domiciliée 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

Article 2:

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 octobre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/617/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Provansal D'Journo Guillet et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant Monsieur Zarrouri Riad

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille du 3 septembre 2019, à la demande de Monsieur Zarrouri Riad agent de la Métropole, victime d'un accident de la circulation le 6 juin 2019 à Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille aux fins de déclaration de la créance de la Métropole et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Provansal D'Journo Guillet et Associés domiciliée 43-45 rue Breteuil 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Provansal D'Journo Guillet et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 octobre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Octobre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/618/D

Décision d'ester en justice - Désignation du Cabinet Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole dans l'affaire qui l'oppose à la Compagnie Générale de Travaux d'Hydraulique

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1906946 déposée par la Compagnie Générale de Travaux Hydrauliques devant le Tribunal Administratif de Marseille en opposition au titre exécutoire n°000193 relatif à des pénalités appliquées dans le cadre du marché de travaux d'extention , de renouvellement et d'interventions urgentes sur les réseaux sanitaires et pluviaux.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée par le cabinet SEBAN et Associés, domicilié 282 Boulevard Saint Germain 75007 Paris.

Article 2:

Les honoraires dus au cabinet Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 6227.

Article 4:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 octobre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Octobre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/619/D

ZAC Cité de la Méditerranée à Marseille 2ème arrondissement - Approbation de l'avenant 1 à la convention de participation financière avec la SCCV Le Mirabeau Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 30 décembre 2005 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Cité de la Méditerranée ;
- Les délibérations du 5 octobre 2006 et du 14 décembre 2007 du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Cité de la Méditerranée ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Zone d'Aménagement Concerté Cité de la Méditerranée s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

- Que l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée est chargé, en tant qu'aménageur de la Zone d'Aménagement Concerté, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 30 décembre 2005, d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement (TLE) les constructions édifiées dans la Zone d'Aménagement Concerté, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en Zone d'Aménagement Concerté ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Civile de Construction Vente Le Mirabeau Marseille, ont conclu une convention de participation au titre de l'article L.311-4 du Code l'Urbanisme le 11 novembre 2018. Cette convention établit la participation financière de la Société à 4 604 874,90 euros hors taxes sur la base d'un permis de construire autorisant la réalisation d'un programme immobilier tertiaire pour 21 309 m² de surface de plancher ;
- Qu'afin d'intégrer des modifications mineures la Société a déposé un permis de construire modificatif qui porte la surface de plancher à 21 635 m² ;
- Qu'il est en conséquence nécessaire de conclure un avenant n°1 à la convention de participation « boulevard Mirabeau » établissant la nouvelle surface de plancher constructible à 21 635 m² et la participation financière supplémentaire de la Société au coût des équipements publics à 71 863,44 euros hors taxes.

DECIDE

Article 1 :

L'article 3 de la convention est modifié comme suit :

« Le programme de construction est de 21 635 m² de surface de plancher » tel que figurant dans le dossier de demande permis de construire n°013 055 18 00 609 déposé le 31 juillet 2018 et obtenu le 14 mars 2019 et complété par une demande de permis de construire modificatif n°013 055 18 00 609 M01 déposée le 12 juillet 2019.

Article 2 :

L'article 6 de la convention est complété par les dispositions suivantes :

« A la date du dépôt de la demande de permis de construire modificatif mentionnée ci-dessus, le programme de construction comprend 326 m² de SDP supplémentaires.

En conséquence, la Société s'engage à verser à l'EPAEM une participation supplémentaire calculée comme suit :

Le montant de la participation à la date de la signature du présent avenant est de 220,44 euros HT/m² SDP conformément à la fiche de calcul de la participation actualisée figurant en annexe 1.

En conséquence, la participation supplémentaire au montant visé à l'article 6.2 de la convention est de 326 m² SDP X 220,44 euros HT = 71.863,44 euros HT.

Au total le montant de la participation financière visée à l'article 6.2 de la convention est modifié pour être porté à 4 676 738,34 euros HT (Quatre millions six cent soixante seize mille sept cent trente-huit euros et trente-quatre centimes hors taxes).

Article 3 :

Les autres articles de la convention sont inchangés.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 octobre 2019

Martine VASSAL

ZAC CITE DE LA MEDITERRANEE

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTICIPATION « Boulevard Mirabeau »

Entre :

La METROPOLE D'AIX MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Représentée par sa Présidente, Madame Martine VASSAL

habilitée à cet effet par délibération FAG 001-4256/18/CM du conseil de la Métropole du 20 septembre 2018

Ci-après désignée « la MAMPM »,

d'une part,

et

La SCCV LE MIRABEAU MARSEILLE, société civile immobilière de construction vente, au capital social de 1.000 euros, dont le siège social est situé au Boulevard Jacques Saadé, 4 Quai d'Arenc – CS 30154, 13235 Marseille Cedex 02, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille, sous le numéro 841 644 867

Représentée par ses co-gérants :

- La société CMA CGM d'une part, elle-même représentée par Madame Tanya SAADE ZEENNY
- La société Bouygues Immobilier d'autre part, elle-même représentée par M Guillaume BEAN dûment habilité en vertu d'un pouvoir ci-annexé

Ci-après désignée « la Société »,

d'autre part,

EXPOSE

La Métropole AIX MARSEILLE PROVENCE METROPOLE et la SCCV LE MIRABEAU MARSEILLE ont conclu une convention de participation (ci-après la « Convention ») au titre de l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme en date du 14 novembre 2018. Cette Convention établit la participation financière de la Société à 4.604.874,90 euros hors taxe sur la base d'un permis de construire autorisant la réalisation d'un programme immobilier tertiaire pour 21 309 m² de surface de plancher (SDP).

Afin d'intégrer des modifications mineures relatives aux prescriptions de la Commission de Sécurité, la Société a déposé un permis de construire modificatif qui porte la SDP à 21 635 m².

Le présent avenant modifie en conséquence la Convention précitée à :

- L'article 3 de la Convention en prenant pour assiette de référence la surface de plancher autorisée par le permis de construire initial et le permis de construire modificatif établie à 21 635 m² de SDP ;
- L'article 6 pour le calcul de la participation financière de la Société au coût des équipements publics

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : PROGRAMME DE CONSTRUCTION

L'article 3 de la Convention est modifié comme suit :

« Le programme de construction est 21 635 m² de surfaces de plancher tel que figurant dans le dossier de demande de permis de construire n° 013 055 18 00 609 déposé le 31 juillet 2018 et obtenu le 14 mars 2019, et complété par une demande de permis de construire modificatif n° 013 055 18 00 609 M01 déposée le 12 juillet 2019. »

ARTICLE 2 : DETERMINATION DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DU CONSTRUCTEUR AU COUT DES EQUIPEMENTS PUBLICS

L'article 6 de la Convention est complété par les dispositions suivantes :

« A la date du dépôt de la demande de permis de construire modificatif mentionnée ci-dessus, le programme de construction comprend 326 m² de SPD supplémentaires.

En conséquence, la Société s'engage à verser à l'EPAEM une participation supplémentaire calculée comme suit :

Le montant de la participation à la date de signature du présent avenant est de **220,44 € HT/m² SDP** conformément à la fiche de calcul de la participation actualisée figurant en **annexe 1**.

En conséquence, la participation supplémentaire au montant visé à l'article 6.2 de la Convention est de :

$326 \text{ m}^2 \text{ SDP} \times 220,44 \text{ € HT} = 71.863,44 \text{ € HT}$

Au total, le montant de la participation financière visée à l'article 6.2 de la Convention est modifié pour être porté à 4 676 738,34 HT (QUATRE MILLIONS SIX CENT SOIXANTE SEIZE MILLE SEPT CENT TRENTE-HUIT EUROS ET TRENTE QUATRE CENTIMES HORS TAXE). »

ARTICLE 3

Les autres articles de la Convention restent inchangés.

ANNEXES :

- 1- Pouvoir au profit de M. Guillaume BEAN
- 2- Fiche de calcul de la participation actualisée

Fait à Marseille, le
en trois exemplaires originaux

Pour la MAMPM
Mme Martine VASSAL

Pour la SCCV LE MIRABEAU MARSEILLE

CMA CGM
Co-gérant
Mme Tanya SAADÉ ZEENNY

BOUYGUES IMMOBILIER
Co-gérant
M. Guillaume BEAN

DROITS D'ENREGISTREMENT
PAYES SUR ETAT : 125 €

18

9



53242650

189

Compte n° 338695T

**L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF,
LE TREIZE JUIN**

A PARIS (huitième arrondissement), en l'Office Notarial.

PARDEVANT Maître Jacques-Laurent RENUCCI, Notaire associé de la société « THIBIERGE NOTAIRES », Société par actions simplifiée, titulaire d'un Office notarial, dont le siège est à PARIS (huitième arrondissement), 9, rue d'Astorg,

A COMPARU :

Madame Angèle LACOUTURE, Clerc de notaire au sein de l'Office dénommé en tête des présentes, domiciliée professionnellement à PARIS (8^{ème}) 9 rue d'Astorg,

LAQUELLE a, par ces présentes, déposé au rang des minutes afin qu'il en soit délivré tous extraits ou copies authentiques dont besoin sera.

L'original d'un pouvoir consenti suivant acte sous seing privé en date à ISSY-LES-MOULINEAUX, du 18 février 2019,

PAR :

Monsieur Thibault VIDAL, Directeur Immobilier d'Entreprise Régions, de :

La société dénommée « BOUYGUES IMMOBILIER », société par actions simplifiée, dont le siège est situé à ISSY-LES-MOULINEAUX (Hauts-de-Seine), 3 boulevard Gallieni, identifiée au SIREN sous le numéro 562 091 546, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE.

1 ✓

Monsieur Thibault VIDAL, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés - et qu'elle a acceptés -, par Madame Sabine **BOURRUT-LACOUTURE LEPINE**, Directrice Générale Immobilier d'Entreprise France de ladite société, par acte sous seing privé en date du 13 février 2019, dont un original a été déposé au rang des minutes de Maître Jacques-Laurent RENUCCI, notaire à PARIS, le 15 mars 2019, laquelle délégation comporte en outre une autorisation de subdélégation.

Madame Sabine **BOURRUT-LACOUTURE LEPINE**, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés - et qu'elle a acceptés -, par Monsieur Pascal **MINAULT**, Président de ladite société, par acte sous seing privé en date du 13 février 2019, dont un original a été déposé au rang des minutes de Maître Jacques-Laurent RENUCCI, notaire à PARIS, le 15 mars 2019, laquelle délégation comporte en outre une autorisation de subdélégation.

Monsieur Pascal **MINAULT** agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés - et qu'il a acceptés -, suivant décision du Conseil d'administration de ladite société en date du 13 février 2019, dont un extrait certifié conforme du procès-verbal dudit Conseil d'administration a été déposé au rang des minutes de Maître Jacques-Laurent RENUCCI, notaire à PARIS le 6 mars 2019.

AU PROFIT DE :

Monsieur Guillaume BEAN, Directeur Immobilier d'Entreprise-Agence Méditerranée, domicilié professionnellement à ISSY-LES-MOULINEAUX (Hauts-de-Seine), 3 boulevard Gallieni.

A L'EFFET D'EXERCER CERTAINS POUVOIRS VISES DANS L'ACTE SOUS SEING PRIVE DU 18 février 2019.

Laquelle pièce est demeurée ci-annexée.

MENTION

Mention des présentes est consentie partout où besoin sera.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes et de leur suite seront supportés par la société « BOUYGUES IMMOBILIER ».

DONT ACTE

Etabli sur trois (3) pages.

Comprenant

- renvoi approuvé : *Mion*
- blanc barré : *Mion*
- ligne entière rayée : *Mion*
- nombre rayé : *Mion*
- mot rayé : *Mion*

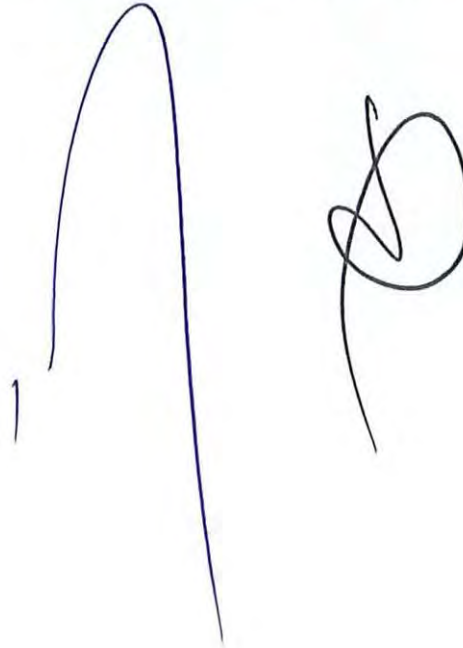
Paraphes

| ~

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire.

1



Annexé à un acte reçu par le notaire
soussigné le 13 février 2019
deux mille deux cent

DELEGATION DE POUVOIRS

Le soussigné, **Thibault VIDAL**, agissant en qualité de Directeur Immobilier d'Entreprise Régions de BOUYGUES IMMOBILIER (ci-après dénommée « la Société »), société par actions simplifiée au capital de 138.577.320 Euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 562.091.546, dont le siège social est 3 Boulevard Gallieni 92130 Issy les Moulineaux.

AGISSANT aux présentes, au nom et pour le compte de ladite société « BOUYGUES IMMOBILIER » en vertu des pouvoirs conférés par Sabine BOURRUT-LACOUTURE LEPINE, ci-après qualifiée, par acte sous seing privé en date du 13 février 2019, avec faculté de subdéléguer lesdits pouvoir ;

Laquelle Madame Sabine BOURRUT-LACOUTURE LEPINE ayant elle-même agi à ladite délégation de pouvoirs en sa qualité de Directrice Générale Immobilier d'Entreprise France de la société « BOUYGUES IMMOBILIER », et en vertu des pouvoirs conférés par Monsieur Pascal MINAULT, agissant en qualité de Président de la société « BOUYGUES IMMOBILIER », par acte sous seing privé en date du 13 février 2019, avec faculté de subdéléguer lesdits pouvoirs ;

Ci-après le Délégant

Délègue par la présente à :

Guillaume BEAN, Directeur Immobilier d'Entreprise – Agence Méditerranée
Domicilié 3, Boulevard Gallieni - 92130 Issy-Les-Moulineaux,

Ci-après le Délégataire,

Les pouvoirs décrits et énumérés ci-dessous,

Etant précisé que dans le cadre de l'objet social de la Société, le Délégataire s'engage à les exercer dans le respect des décisions de la Direction Générale, en application des règles et procédures du Groupe Bouygues Immobilier et dans le respect du budget annuel.

Les pouvoirs délégués couvrent également les sociétés existantes (ou à constituer) dans lesquelles BOUYGUES IMMOBILIER exerce (ou exercera) les fonctions de représentant légal ou est (ou sera) investie d'une mission de prestations de services ou de délégation de maîtrise d'ouvrage (ci-après les " Sociétés").

1 – POUVOIRS

- Prendre toutes décisions opérationnelles ou d'organisation en vue d'assurer le développement de l'activité Immobilier d'Entreprise de l'Agence Méditerranée sur son périmètre, dans le respect des règles et procédures internes définies par la Direction Générale
- Vendre en l'état, vendre en l'état futur d'achèvement, vendre achevés et céder (notamment par voie d'apport ou d'échanges), tous les biens immobiliers bâtis ou non bâtis appartenant ou pouvant appartenir aux *Sociétés*, établir et signer tous contrats préliminaires de réservation ou promesses en vue de la vente de ces biens et droits, donner les instructions au séquestre en vue de restituer le dépôt de garantie.
- Payer ou obliger les *Sociétés* à payer le prix des acquisitions, comptant ou aux époques et selon les modalités qui seront stipulées, ainsi qu'à exécuter toutes les conditions qui seront convenues.
- Négocier, signer et résilier tous contrats dans le cadre de la réalisation d'opérations immobilières avec toutes personnes de droit privé ou de droit public,
- Etablir tous cahiers des charges, états descriptifs de division, règlements de copropriété, constituer ou faire constituer toutes associations syndicales, toutes servitudes, tous traités de cours communes, procéder à toute division du sol, établir tous procès-verbaux de bornage, etc ...
- Recevoir et donner quittance de toutes sommes reçues, consentir, renoncer à tous privilèges, actions résolutoires et toutes hypothèques, donner mainlevée avec ou sans paiement, de tous droits de privilège, hypothèque et action résolutoire, et consentir à la radiation de toutes inscriptions.
- Exercer toutes poursuites nécessaires à la préservation des intérêts des *Sociétés* et à cet effet notamment engager toutes procédures et produire à tous ordres ou distributions, et effectuer toutes déclarations de créances.
- Convoquer et participer à toutes assemblées ou Comité des *Sociétés*, des copropriétés ou des associations syndicales dans lesquelles les *Sociétés* détiennent ou détiendront directement ou indirectement une participation financière.
- Gérer les programmes immobiliers réalisés par les *Sociétés* sur les plans technique, administratif, financier et commercial en vue de répondre aux objectifs de qualité, de délais, d'exécution et de prix.
- Faire et signer toute demande administrative notamment de permis de construire, d'aménager et de démolir...



- Négocier et signer toute transaction en vue de mettre un terme à un recours contre une autorisation administrative.
- Respecter et faire respecter le Code d'Ethique et les Programmes de Conformité Bouygues par les collaborateurs de son périmètre et à cet effet, assurer et faire assurer sous sa responsabilité le respect scrupuleux de toute réglementation en vigueur applicable aux *Sociétés*, notamment en matière ;
 - de droit de la concurrence,
 - de règles d'urbanisme et de construction,
 - d'intermédiation immobilière et foncière,
 - de publicité relative à la vente immobilière,
 - de crédit,
 - de la protection et d'information du consommateur,
 - en matière de règles générales de la construction des bâtiments d'habitation et autres Constructions,
- En matière d'hygiène, de sécurité, de droit du travail et de la sécurité sociale au sein des sociétés susvisées, et notamment sur les chantiers du ressort de son périmètre et notamment concernant les matières suivantes :
 - Embauche et contrat de travail,
 - Recours au travail temporaire,
 - Institutions représentatives du personnel et négociation collective, Droit disciplinaire,
 - Formation professionnelle,
 - Durée du travail,
 - Registres et affichages obligatoires.
- Et d'une façon générale, prévenir et détecter les cas de fraudes ou de comportements non éthiques et informer la Direction de la Conformité ou la Direction Générale de tout soupçon de fraude ou de comportement non éthique dont la Délégataire pourrait avoir connaissance directement ou indirectement.
- Recevoir et retirer les lettres simples, ou recommandées ainsi que tous actes d'huissiers.
- Signer toute correspondance relative à l'objet de la présente délégation.
- D'une manière plus générale, passer et signer tous actes, pièces et documents, et faire tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délégation.



2 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES VISANT A LUTTER CONTRE LA CORRUPTION

Dans le cadre de ses fonctions, il aura par ailleurs pour mission de participer, au côté du Délégant, à la mise en œuvre du dispositif de lutte contre la corruption. A ce titre, le Délégataire mettra en œuvre les mesures destinées à prévenir et à détecter la commission, en France ou à l'étranger, de faits de corruption ou de trafic d'influence.

Il devra en particulier :

- Alerter la direction de la Conformité ou la Direction Générale de tous comportements susceptibles de révéler l'existence de conduites ou de situations contraires au code de conduite et/ou au programme de conformité Anti-corruption de la société.
- Participer aux travaux d'élaboration et d'actualisation du dispositif anti-corruption de l'Entreprise, notamment dans le cadre :
 - de la cartographie des risques,
 - de la formation des personnels, tout particulièrement pour ceux spécialement exposés aux risques de corruption et de trafic d'influence,
 - des dispositifs d'alerte de l'Entreprise,
 - des procédures d'évaluation des clients, fournisseurs de premier rang et intermédiaires.

3 - LES MOYENS DU DELEGATAIRE

Au jour de la signature des présentes, le Délégataire déclare qu'il dispose .

- des compétences pour organiser, encadrer, animer les équipes placées sous son autorité et assurer le développement et la gestion des activités de la Société qui lui sont attribués et qui relèvent de son pôle de compétence,
- de l'autorité et,
- des moyens nécessaires pour exercer les responsabilités qui lui sont déléguées.

Si à l'avenir, il estimait qu'il n'était plus en mesure d'exercer cette mission ou qu'il ne disposait plus de l'autorité et des moyens nécessaires à l'exercice de ces pouvoirs et responsabilités, il s'engage à en informer par note écrite sans délai le Délégant afin que toutes dispositions utiles soient prises.

4 - SUBDELEGATION

Le Délégataire pourra :

- sous sa responsabilité, subdéléguer partie de ces pouvoirs et responsabilités ci-dessus conférés à tout subordonné compétent et disposant de l'autorité et des moyens nécessaires,

- autoriser le subdélégué qu'il aura ainsi désigné à subdéléguer à son tour, partie de ces pouvoirs et responsabilités à un subordonné compétent et disposant de l'autorité et des moyens nécessaires avec encore faculté de subdélégation dans les mêmes conditions.

5 - RESPONSABILITE PENALE

En raison de la présente délégation, la responsabilité notamment pénale du Délégataire peut se trouver engagée.

6 - DUREE


La présente délégation de pouvoirs :

- prend effet à compter du 18 février 2019,
- est valable jusqu'au 30 avril 2021 ou jusqu'à sa modification ou sa révocation expresse par le Délégant. Elle prendra en tout état de cause automatiquement fin à la date de cessation du contrat de travail de la Délégataire.

Fait à Issy les Moulineaux, le 18 février 2019,
en deux exemplaires dont un pour le dépôt aux rangs des minutes de l'Etude THIBIERGE,
notaires à PARIS.


Thibault VIDAL

Directeur Immobilier d'Entreprise
Régions
(bon pour délégation de pouvoir)

bon pour délégation de pouvoir


Guillaume BEAN

Directeur Immobilier d'Entreprise
Agence Méditerranée
(bon pour acceptation de pouvoir)

bon pour acceptation de pouvoir


CONVENTION DE PARTICIPATION

ACTUALISATION PARTICIPATION AU 13/10/16

VARIATION INDICE TP 01

Indice mois M0 décembre 2011 publié le 31/03/12 : 686,5 converti à 106

Indice mois M1 mai 2019 publié au JO le 23/08/2019 111,8

Indice mois M1 juin 2018 publié au JO le 15/09/2018 109,6

Mois indice publié	Indice TP01	Indice TP01 - nouveau format	Variat.indice	Participation HT initiale M0 (en €)	Participation HT actualisée M1(en €)
M0 déc 11 (base)	686,50	106,0	1,055	209,00 €	220,44 €
M2(actuel)	-	111,8			



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/620/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la SOLEAM d'un immeuble situé au 58, rue Sénac à Marseille 1er arrondissement cadastré 806 C 215 appartenant aux Consorts Cordier.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0449 reçue en mairie de Marseille le 9 septembre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée 806 C 215 sise 58, rue Sénac à Marseille 1er arrondissement appartenant aux Consorts Cordier.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la parcelle cadastrée 806 C 215 d'une contenance de 175m², situé au 58, rue Sénac à Marseille 1er arrondissement appartenant aux Consorts Cordier.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 octobre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/621/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la SOLEAM des lots 1 à 17 situés au 21, rue du Coq à Marseille 1er arrondissement cadastrés 802 A 51 appartenant aux Consorts Allain.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0443 reçue en mairie de Marseille le 2 septembre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée 802 A 51 sise 21, rue du Coq à Marseille 1er arrondissement appartenant aux Consorts Allain.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la Soléam ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la Soléam pour l'acquisition de la parcelle cadastrée 802 A 51 d'une contenance de 155m², située au 21, rue du Coq à Marseille 1er arrondissement appartenant aux Consorts Allain.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 octobre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/622/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019 ;
- La délibération N° ECO 007-4284/18/BM du 18 octobre 2018 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le contrat de bail commercial en état futur d'achèvement en faveur du développement de l'offre immobilière d'entreprises du technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée au sein du bâtiment Rifkin.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Novembre 2019

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que dans le cadre du projet d'extension de la pépinière CleanTech et de l'Hôtel d'Entreprises, le Technopôle de l'Arbois disposera de nouveaux espaces à louer aux entreprises au sein du bâtiment Rifkin ;
- Que pour assurer la pré-commercialisation du bâtiment Rifkin, il est proposé la signature de convention de services et d'occupation précaire portant sur un local en état futur d'achèvement ;
- Que les entreprises Listen Léon, spécialisée dans le secteur d'activité des portails internet et Winbin, spécialisée dans le domaine de la gestion du tri en temps réel, l'optimisation des collectes via une application, ont souhaité intégrer la pépinière Cleantech située au bâtiment Rifkin sur le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser cette implantation par un titre d'occupation.

DECIDE

Article 1 :

De valider les implantations des entreprises dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle au sein du Bâtiment Rifkin (Pépinière Cleantech):

- Listen Léon : Convention de services et d'occupation précaire portant sur un local en état futur d'achèvement consistant en un bureau d'une surface de 25.58 m² du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2024.
Recette annuelle : 2 761.36 euros HT/HC.

- WINBIN : Convention de services et d'occupation précaire portant sur un local en état futur d'achèvement consistant en un bureau d'une surface de 14.46 m² du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2024.
Recette annuelle : 1 560.95 euros HT/HC

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – Nature 752 Fonction 61 chapitre 75 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 novembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Novembre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/623/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que l'entreprise SAS Chargepoly domaine de l'ingénierie, études techniques vient d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser cette implantation par un titre d'occupation.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Novembre 2019

DECIDE

Article 1 :

De valider l'implantation de l'entreprise dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- SAS Chargepoly : Convention de services et d'occupation précaire portant sur un bureau de 9.85m² à la pépinière Cleantech du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2024.

Recette : 837,25 euros HT/HC/an

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 novembre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/624/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;
- Que l'entreprise Metasteel Ingenierie bureau d'études charpente métallique et génie civil, vient d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser cette implantation par un titre d'occupation.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Novembre 2019

DECIDE

Article 1 :

De valider l'implantation de l'entreprise dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- Metasteel Ingenierie : bail de courte durée portant sur des bureaux pour une surface de 49.41m² dans le bâtiment Poincaré (3ème étage) pour la période du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2022.

Recette annuelle : 8 210.55 euros HT/HC.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – Nature 752 Fonction 61 chapitre 75 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 novembre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/625/D

Autorisation d'occupation temporaire avec la société Mermec

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment Hôtel Technoptic située 2 rue Marc Donnadille 13013 Marseille ;
- Que la société Mermec est locataire de locaux sur ce site ;
- Qu'elle a sollicité la Métropole afin de les autoriser à installer à leur frais un container sur le parking situé à l'arrière du bâtiment dans le cadre de tests de mesures et de nouvelles solutions vidéo ;
- Que la signature d'une autorisation d'occupation temporaire est nécessaire ;
- Que la convention prendra effet le 1^{er} novembre 2019 pour une durée de 1 an ;
- Qu'il est proposé une autorisation à titre gratuit.

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

DECIDE

Article 1 :

D'autoriser la société Mermec à occuper pour une durée de 1 an à compter du 1^{er} novembre 2019 une partie du parking situé à l'arrière du bâtiment Hôtel Technoptic.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 octobre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/626/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'un terrain appartenant à la SCI la Barjolaise au profit de la Métropole pour l'aménagement d'une voie verte.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que l'aménagement d'une voie le long du boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues constitue une des priorités de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la réalisation de cette voie verte nécessite l'acquisition de plusieurs emprises de terrain, dont 67 m² qui sont à détacher de la parcelle cadastrée BV propriété de la SCI La Barjolaise ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite entamer les travaux au plus tôt et que son intervention nécessite une mise à disposition anticipée de l'emprise concernée ;
- Qu'à cette fin, une convention de mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCI La Barjolaise propriétaire de l'emprise concernée.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Octobre 2019

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention avec SCI La Barjolaise et au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété de l'emprise de terrain de 67 m² non bâtie à détacher de la parcelle cadastrée BV 0014, sise boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux.

Sa résiliation interviendra de plein droit à la signature des actes de transfert de propriété des terrains en cause.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 octobre 2019

Martine VASSAL

**CONVENTION PORTANT
MISE A DISPOSITION ANTICIPEE
PREALABLEMENT AU TRANSFERT DE PROPRIETE**

ENTRE LE PROPRIETAIRE :

SCI LA BARJOLAISE, représentée par

Madame GARCIN épouse JASSAUD Simone, gérante, le 12/01/1943 à Barjols, demeurant La Font Vieille - Quartier Les Vallas 83300 Châteaudouble

et

Monsieur GARCIN Louis, gérant, né le 09/07/1941 à Barjols, demeurant 18 boulevard de la Valampe 13220 Châteauneuf-les-Martigues

D'UNE PART,

ET LE CANDIDAT ACQUEREUR :

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, établissement public de coopération intercommunale, ayant son siège à MARSEILLE (13007) 58, Boulevard Charles Livon, identifiée sous le numéro SIREN 200054807 au RCS de Marseille, représentée par sa Présidente en exercice, agissant aux présentes au nom et pour le compte de ladite métropole, en vertu d'une décision n° _____ en date du _____,

D'AUTRE PART,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

EXPOSE

Dans le cadre de l'aménagement d'une voie verte sur l'avenue de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues, la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE prévoit d'acquérir une partie à détacher de 67 m² de la parcelle BV 0014 (cf. plan joint), située boulevard de la Valampe à Châteauneuf les Martigues.

Afin de ne pas retarder les travaux liés à la réalisation de ce projet, la SCI LA BARJOLAISE a accepté de mettre à disposition de façon anticipée l'emprise à acquérir de ladite parcelle.

Cette mise à disposition anticipée intervient préalablement à la cession de ladite emprise par la SCI LA BARJOLAISE à la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

La SCI LA BARJOLAISE et la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ont convenu que la cession serait conclue moyennant 1 euro symbolique et la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE s'engage à reconstruire à l'identique les clôtures existantes au nouvel alignement.

Enfin, la présente convention ne sera valable qu'une fois approuvée par le Bureau de la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

Ceci exposé, les parties ont convenu de réaliser l'accord suivant :

ACCORD

ARTICLE 1 – DESCRIPTION DES LIEUX

Il s'agit de la parcelle 026 BV 0014, située boulevard de la Valampe à Châteauneuf les Martigues, dont la partie à détacher représente une emprise de 67 m² (cf. plan joint).

L'occupant déclare avoir connaissance du terrain et l'accepte en l'état sans recours contre le propriétaire.

ARTICLE 2 – NATURE DE LA CONVENTION

La SCI LA BARJOLAISE consent à la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE qui l'accepte la mise à disposition anticipée au transfert de propriété du terrain ci-dessus désigné.

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE s'engage à mener à bien la signature de l'acte notarié de cession portant transfert de propriété, conclue moyennant 1 euro symbolique et la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE s'engage à reconstruire à l'identique les clôtures existantes au nouvel alignement, sans quoi la SCI LA BARJOLAISE n'aurait pas consenti à la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention ne sera opposable qu'une fois signée par la Présidente de la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE et la SCI LA BARJOLAISE.

Elle prendra effet à compter de la signature par la Présidente de la délibération approuvant la cession et expirera à la date de signature de l'acte authentique réitérant l'acquisition de la parcelle objet des présentes.

ARTICLE 4 – CONDITIONS GENERALES ET PARTICULIERES

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE se déclare satisfaite de l'état des lieux général à la date de la mise à disposition et s'engage à prendre les lieux en l'état où ils se trouvent, sans pouvoir faire aucune réclamation auprès de la SCI LA BARJOLAISE pour quelque cause que ce soit.

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE s'engage à faire son affaire personnelle des dommages qui pourraient être causés à la propriété du fait de ces travaux et à remettre les lieux en état dans le cas où la vente du terrain ne serait pas réitérée par acte authentique.

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE est autorisé par la SCI LA BARJOLAISE à effectuer les travaux nécessaires à la réalisation de son projet d'aménagement de la voie verte, ces travaux devant être exécutés à ses frais, dans les règles de l'art et selon les normes en vigueur aux risques et périls exclusifs de la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE destine les lieux mis à disposition à la réalisation des travaux ci-dessus cités et s'engage à ne pas modifier l'utilisation et la destination du terrain.

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE fera son affaire personnelle de l'existence et de l'éventuel dévoiement des ouvrages et réseaux appartenant à la SCI LA BARJOLAISE qui seraient situés dans l'emprise foncière objet de la présente convention.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE CIVILE ET ASSURANCES

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes se trouvant sur le terrain mis à disposition. Elle veillera à ce que l'utilisation des lieux se fasse en conformité avec la réglementation en vigueur, notamment en termes de voirie, sécurité, police, salubrité et de manière générale à toutes les prescriptions relatives à son activité.

En outre, la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE dégage toute responsabilité du propriétaire pour toutes les conséquences d'accidents éventuels qui pourraient intervenir dans la zone effectivement occupée et qui résulteraient des aménagements projetés.

Il est également convenu de manière expresse que la SCI LA BARJOLAISE ne pourra être tenu pour responsable des vols, dégradations ou tout autre acte délictueux commis par un ou plusieurs tiers ou préposés pouvant survenir sur les terrains mis à disposition. La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE sera gardienne des biens au sens de l'article 1242 du code civil.

En conséquence, la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE s'engage à faire son affaire personnelle de tous dommages, accidents, dysfonctionnements et détériorations pouvant être causés aux biens ou aux personnes se trouvant sur les terrains mis à disposition, à compter de la mise à disposition.

Les différents intervenants (maître d'œuvre, constructeurs) à l'opération assumeront leur responsabilité et couvriront les dommages qui résulteraient des chantiers conformément aux dispositions de droit commun et contractuelles applicables à cette opération.

ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIERES

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE acquittera toutes les contributions et taxes frappant le sol et les ouvrages réalisés ainsi que les taxes afférentes à la gestion et à l'exploitation de ces ouvrages à compter de la mise à disposition des terrains par la SCI LA BARJOLAISE.

ARTICLE 7 – CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut d'exécution de l'une quelconque des clauses et conditions de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, si bon semble à la SCI LA BARJOLAISE ou à la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire.

* * *

Fait à Marseille,

Fait à Marseille,

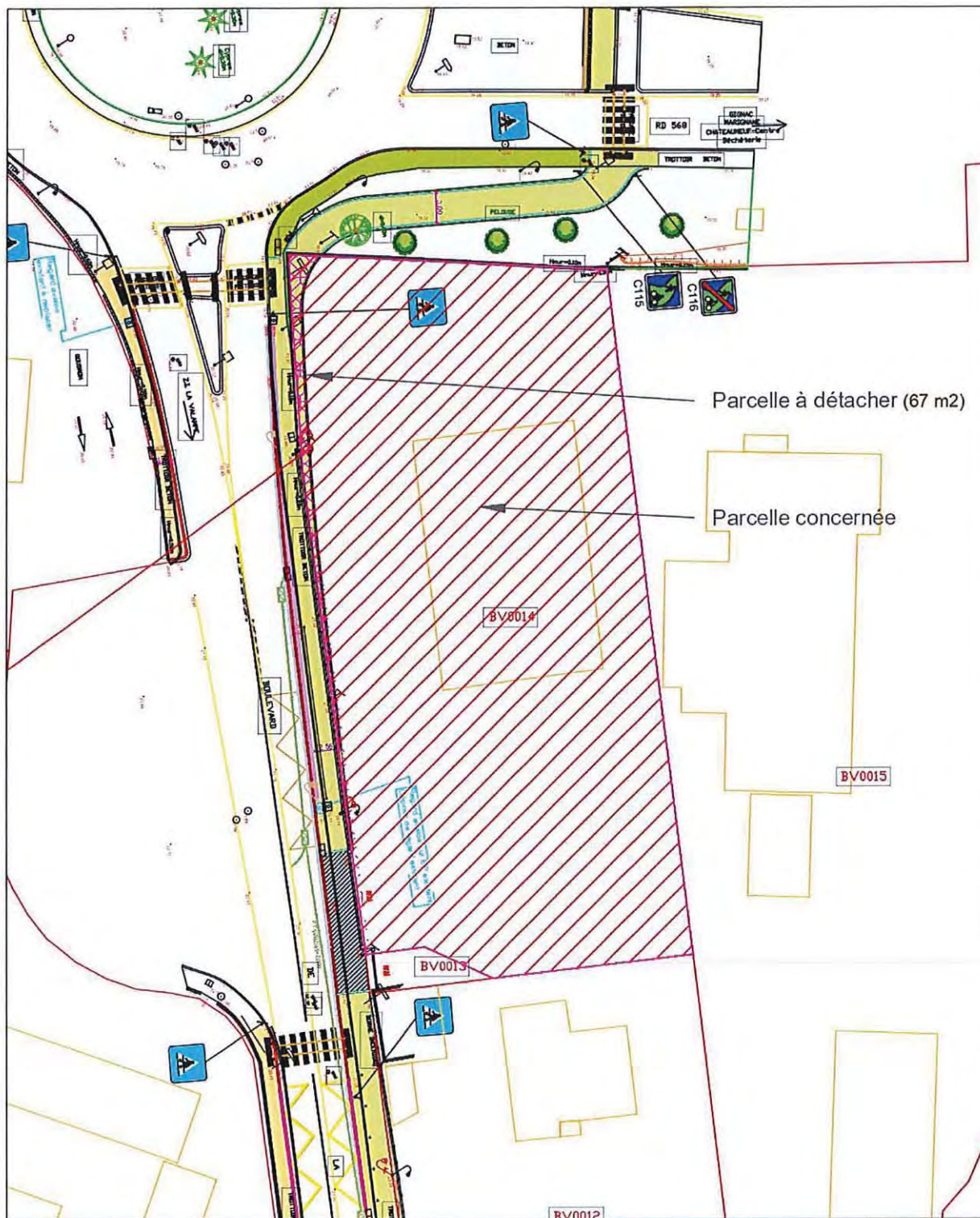
SCI LA BARJOLAISE
Représentée par ses gérants

Pour la METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Simone JASSAUD

La Présidente
Martine VASSAL

Louis GARCIN





Présidente de la Métropole

Décision n° 19/627/D

Convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable avec la société OZ Biosciences

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment Luminy Biotech au sein du parc scientifique de Luminy sis 163 Avenue de Luminy, 13288 Marseille cedex 09 ;
- Que la société OZ Biosciences nous a sollicités pour la location d'une cave C4, d'une surface de 24.51 ;
- Que la signature d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable est nécessaire ;
- Que la convention prendra effet le 15 octobre 2019 ;
- Qu'il est proposé un loyer de 20 euros/HT/HC/an par m², soit 490,20 euros par an HT et HC

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

DECIDE

Article 1 :

De signer une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable pour une durée d'un an à compter du 15 octobre 2019, pour un loyer annuel hors taxe et hors charge fixé à 490.20 euros.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 octobre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/628/D

Vente aux enchères de véhicules d'exploitation et de collecte des déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence mis à la réforme

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que l'opération de mise à la réforme d'un bien consiste à le sortir de l'actif de la collectivité pour sa valeur nette comptable en cas de démolition, de destruction ou de mise hors service d'une immobilisation résultant d'un acte volontaire (mise au rebut d'un bien en fin de vie ou devenu obsolète...) ou d'un événement indépendant de la volonté de la collectivité (incendie, vol...) ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences notamment dans le domaine de la collecte des déchets. ;
- Que compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains des véhicules et équipements affectés à la collecte des déchets sur le Territoire du Pays d'Aix, lesquels n'ont plus de valeur nette comptable, il convient de procéder à leur mise à la réforme et ainsi de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Octobre 2019

DECIDE

Article 1 :

D'approuver l'opération de mise à la réforme des véhicules d'exploitation et de collecte des déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont la liste figure en annexe.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 octobre 2019

Martine VASSAL

ANNEXE

TYPE	MARQUE	IMMATRICULATION	MISE EN CIRCULATION	AGE VEHICULE	Type mine carte grise	PATC
BOM PEC	RENAULT MAXITY	AZ 370 GA	01/09/2010	8,84	VF6SHTF24A2112273	4 500kg
BOM PEC	RENAULT MAXITY	BB 917 EG	06/10/2010	8,75	VF6SHTF24A2112275	4500kg
BOM	RENAULT PREMIUM	CT 398 PB	02/06/2004	15,10	VF622ACB000101515	19 000kg
BOM	RENAULT MIDLUM	CT 561 PB	14/06/2004	15,06	VF642ACA000004575	10 000kg
BOM	RENAULT PREMIUM	CT 700 PB	02/08/2006	12,93	VF622ACB000102639	19 060kg
UTILITAIRE	RENAULT PICKUP	DN 284 TG	06/11/2007	11,67	VF1FC1EBF38203742	1 885kg
BOM	RENAULT MIDLUM	EK 531 YL	27/06/2006	13,03	VF642ACA000005785	10 350kg
UTILITAIRE	RENAULT PICKUP	EN 508 PY	13/09/2005	13,81	VF1FC07BF34068635	1 840kg
BOM PEC	NISSAN CABSTAR	EQ 152 ZW	07/08/2006	12,92	VWASBFTL063830504	3 500kg
UTILITAIRE	RENAULT PICKUP	EQ 164 ZW	13/09/2005	13,81	VF1FC07BF34068634	1 840kg
UTILITAIRE	RENAULT KANGOO	EH 333 DJ	10/09/2008	10,82	VF1FWOBB540211584	1 918kg
BOM	RENAULT MIDLUM	CT 492 PB	10/01/2005	14,49	VF6SVTF24E4166701	3 500kg
UTILITAIRE	RENAULT PICKUP	EN 482 PY	13/09/2005	13,81	VF1FC07BF34068637	1 840kg
BOM	RENAULT	AD 773 HX	10/10/2009	9,74	VF629AHB000001009	19 000kg
BOM	RENAULT	CT 517 PB	18/05/2004	15,14	VF622ACB1230101478	19 000kg
PLATEAU	RENAULT	DC 557 VN	19/04/2001	18,22	VF652AFA000018214	3 500kg
UTILITAIRE	RENAULT PICKUP	EP 020 NX	13/09/2005	13,81	VF1FC07BF34068636	1 840kg
BOM	RENAULT PREMIUM	EN 531 PY	21/09/2005	13,79	VF622ACB000102234	19 000kg
BOM PEC	NISSAN CABSTAR	EN 550 PY	09/06/2004	15,08	VWASBFTL043796827	3 500kg
TRACTEUR SEMI	RENAULT	AL 036 FR	07/10/1997	22	VF622GXA0C0009600	19000Kg
BOM	RENAULT	CT 461 PB	12/01/2005	14	VF622ACB000101839	19400Kg
BOM	RENAULT	DJ 124 JJ	27/06/2006	13	VF642ACA000005775	10350Kg
BOM	RENAULT	DJ083 JJ	27/06/2006	13	VF642ACA000005776	10350Kg
BOM	RENAULT	BB 639 EG	06/10/2010	9	VF6SHTF24A2112274	4500Kg



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/629/D

Régie des piscines du Pays d'Aix - Décision modificative mode de paiement

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- La décision constitutive de 18 Sous-Régies de recette n° 16/039/D du 10 juin 2016 ;
- La décision modificative de 18 Sous-Régies de recette n° 19/302/D du 26 avril 2019 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 28 mai 2019.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Octobre 2019

CONSIDÉRANT

La nécessité de compléter la liste des modes de paiement soit la vente en ligne comme mode de recouvrement des recettes encaissées et de modifier le nombre de sous régies.

DECIDE

Article 1 :

Par décision n° 16/039/D du 10 juin 2016, il a été institué 18 sous régies de recettes auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une régie de recettes pour recouvrer les recettes du service des piscines de la direction des sports du territoire du Pays d'Aix et du lac de Peyrolles.

Article 2 :

17 sous régies sont installées sur les communes de :

- Aix en Provence : 3 piscines : Yves Blanc, Claude Bollet, Plein Ciel
- Bouc Bel air : 1 piscine : Guy Drut
- Lambesc : 1 piscine : Tournesol
- Le Puy Sainte Réparate : 1 piscine : Jean Pierre Moré
- Les Pennes Mirabeau : 2 piscines : Canetons, Jas de Rhôdes
- Pertuis : 1 piscine : Centre aquatique Durance Luberon
- Vitrolles : 3 piscines : Les Hermes, Le Liourat, Alex Jany
- Trets : 1 piscine d'été
- Fuveau : 1 piscine : Virginie Dedieu
- Peyrolles : 1 parking du lac de Peyrolles
- Venelles : 1 Piscine : Centre aquatique Sainte Victoire
- Gardanne : 1 piscine d'été

Article 3 :

Ces sous régies encaissent les produits suivants :

1. Droit d'entrée dans les piscines
2. Leçon de natation
3. Activités nautiques
4. Droits d'entrée dans le parking du lac de Peyrolles

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
Modes de paiement autorisés dans les piscines du territoire du Pays d'Aix :

- 1° Chèque bancaire
- 2° Numéraire
- 3° Virement
- 4° Mandat cash
- 5° Carte bancaire
- 6° Carte bancaire sans contact
- 7° Smartphone
- 8° Paiement en ligne

Article 5 :

Un fonds de caisse est mis à disposition des mandataires sous réserve de leur accord sur les sites suivants :

PISCINES	FONDS DE CAISSES
Yves Blanc (AIX)	200,00€
Claude Bollet (AIX)	150,00€
Plein Ciel (AIX)	150,00€
Centre aquatique Ste Victoire (VENELLES)	225,00€
Jean Pierre Moré (PUY STE REPARADE)	75,00€
Centre aquatique Durance Luberon (PERTUIS)	150,00€
Virginie Dedieu (FUVEAU)	150,00€
Guy Drut (BOUC BEL AIR)	75,00€
Piscine d'été (GARDANNE)	150,00€
Piscine d'été (TRETS)	75,00€
Jas de Rhôdes (PENNES MIRABEAU)	150,00€
Canetons (PENNES MIRABEAU)	75,00€
Liourat (VITROLLES)	75,00€
Hermes (VITROLLES)	75,00€
Piscine Tournesol (LAMBESC)	75,00€
TOTAL	1 850,00€

Article 6 :

Le montant maximum de l'encaisse que chaque mandataire est autorisé à conserver est estimé selon le tableau ci-après :

PISCINES	ENCAISSE
Yves Blanc (AIX)	15 000.00 €
Claude Bollet (AIX)	10 000.00 €
Plein Ciel (AIX)	10 000.00 €
Centre aquatique Ste Victoire (VENELLES)	15 000.00 €
Jean Pierre Moré (PUY STE REPARADE)	10 000.00 €

Centre aquatique Durance Luberon (PERTUIS)	10 000.00€
Virginie Dedieu (FUVEAU)	15 000.00 €
Guy Drut (BOUC BEL AIR)	10 000.00 €
Piscine d'été (GARDANNE)	15 000.00 €
Piscine d'été (TRETS)	15 000.00 €
Jas de Rhôdes (PENNES MIRABEAU)	15 000.00 €
Canetons (PENNES MIRABEAU)	5 000.00 €
Liourat (VITROLLES)	10 000.00 €
Hermes (VITROLLES)	10 000.00 €
Piscine Tournesol (LAMBESC)	10 000.00 €
Parking du lac de Peyrolles	10 000.00 €

Article 7 :

Les mandataires sont tenus de verser les montants de l'encaisse au régisseur dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois

Article 8 :

Les mandataires versent auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et au minimum une fois par mois

Article 9 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 octobre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Octobre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/630/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Saint-Zacharie pour l'acquisition d'un bien immobilier situé 51 Chemin de Saint Clair appartenant à Monsieur Porre François

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 009-3643/18/CM du 22 mars 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, instituant le droit de préemption sur la commune de Saint-Zacharie ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Saint-Zacharie le 12 septembre 2019 enregistrée sous le numéro 63/2019 portant aliénation d'un terrain de 943 m² avec bâtiments à usage de garages, cadastré C1489, C1490, C1492 sis 51 Chemin de Saint Clair, appartenant à Monsieur Porre François.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L.211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise les articles L.211-2 et L.213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation sur la commune de Saint-Zacharie soit un terrain de 943 m² avec 2 bâtiments à usage de garages, sur les parcelles cadastrées section C numéro 1489, C numéro 1490, C numéro 1492, classées en zone UA du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé le 12 novembre 2012, ne présente pas d'enjeu pour la Métropole mais pourrait permettre la mise en œuvre d'une opération communale ;
- En effet, l'acquisition des parcelles cadastrées section C numéros 1489, 1490 et 1492, soit un terrain avec deux bâtiments à usage de garages, ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, mais pourrait permettre à la Commune de Saint-Zacharie la mise en œuvre d'une action d'aménagement d'intérêt communal.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Saint-Zacharie pour l'acquisition de trois parcelles cadastrées C1489, C1490, C1492, pour 943 m², sises 51 Chemin de Saint Clair et appartenant à Monsieur Porre François.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 octobre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Octobre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/631/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé à la commune des Pennes Mirabeau pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée AB n° 65 sise 2 avenue Marcel Liotard aux Pennes Mirabeau

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 271x12 du Conseil Municipal de la commune des Pennes-Mirabeau du 4 septembre 2012 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La délibération n° 272x12 du Conseil Municipal de la commune des Pennes-Mirabeau du 4 septembre 2012 instituant le droit de préemption urbain renforcé sur la commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°19M0306 reçue en mairie des Pennes-Mirabeau le 10 octobre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée AB n° 65 sise 2 avenue Marcel Liotard 13170 Pennes Mirabeau.

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Octobre 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune des Pennes-Mirabeau pour l'acquisition de la parcelle cadastrée AB n° 65 sise 2 avenue Marcel Liotard 13170 Pennes-Mirabeau.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 octobre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Octobre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/632/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'un terrain appartenant à la Ville de Saint-Victoret au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'aménagement d'un parking public

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 53/19 du 26 septembre 2019 du Conseil Municipal de Saint-Victoret ;
- La convention portant mise à disposition anticipée préalable au transfert de propriété.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement d'un parking public au niveau du boulevard du Général de Gaulle à Saint-Victoret ;
- Que pour être mené à bien, ce projet requiert l'acquisition d'une emprise de terrain de 3 093 m² à détacher de la parcelle cadastrée AV 0014, appartenant à la Ville de Saint-Victoret ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite entamer les travaux dans les délais et que son intervention nécessite une mise à disposition anticipée de l'emprise concernée ;
- Qu'à cette fin, une convention de mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Saint-Victoret, propriétaire de l'emprise concernée.

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Octobre 2019

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention avec et au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété de l'emprise de terrain de 3 093 m² non bâtie à détacher de la parcelle AV 0014, sise boulevard du Général de Gaulle à Saint-Victoret.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux.

Sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte de transfert de propriété du terrain en cause.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 octobre 2019

Martine VASSAL



**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL
MUNICIPAL**

Séance du 26 Septembre 2019

L'an Deux mille dix-neuf et vingt-six du mois de Septembre à 18 heures 00.

Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Victoret, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sur la convocation qui lui a été adressée par le Maire, conformément à l'Article 48, de la Loi du 5 Avril 1884, sous la Présidence de Monsieur le Maire, Claude PICCIRILLO, Chevalier de la Légion d'Honneur.

Nombre de Membres afférents au Conseil : 29

ayant pris part à la Délibération : 28

Etaient présents à cette assemblée : tous les conseillers municipaux, exceptés : Mesdames Suzanne MONTPELLIER, Sandrine GIANNONE, Virginie COURTIAL, Irène SEZNEC qui étaient excusées et qui avaient donné procuration ; Monsieur Franco DETTORI qui était absent et non excusé.

Délibération n° 53/19 : Cession d'une partie à détacher de la parcelle cadastrée 102 AV0014 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vu l'article L.3112-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques,

Afin de mener à bien le projet de parking situé au boulevard Général CHARLES DE GAULLE, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite acquérir une partie à détacher de la parcelle cadastrée 102 AV0014, d'une superficie de 3 093 m² environ et pour la somme d'un euro symbolique.

Vu le courrier de la Métropole-Aix-Marseille-Provence en date du 8 août 2019,

Vu l'extrait cadastral,

Vu le plan ci-annexé,

Le conseil Municipal,

Où l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, conformément à la Loi,

Avec 24 voix pour, 3 voix contre : Madame Sabine ZOULALIAN, Messieurs Pierre GELSI et Hervé DELESPAUL,

1 abstention : Monsieur Jean-Pierre PAOLI,

A la majorité,

DECIDE :

- D'approuver la cession d'une partie de la parcelle cadastrée 102 AV0014 pour la somme d'un euro symbolique
- De prendre à charge les frais éventuels induits par cette décision (frais de géomètre et autres) sachant que ces derniers pourront être supportés financièrement sur le budget communal après consultation,

AUTORISE :

- Monsieur le Maire à effectuer toutes les formalités administratives nécessaires à ce dossier et notamment à signer l'acte notarié à venir.

Fait en l'Hôtel de Ville de Saint-Victoret, les jour, mois et an que susdits,

Pour extrait certifié conforme au Registre.



Le Maire, Claude PICCIRILLO.

**CONVENTION PORTANT
MISE A DISPOSITION ANTICIPEE
PREALABLEMENT AU TRANSFERT DE PROPRIETE**

ENTRE LE PROPRIETAIRE :

La VILLE DE SAINT-VICTORET, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Claude PICCIRILLO, agissant au nom et pour le compte de ladite Ville,

D'UNE PART,

ET LE CANDIDAT ACQUEREUR :

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, établissement public de coopération intercommunale, ayant son siège à MARSEILLE (13007) 58, Boulevard Charles Livon, identifiée sous le numéro SIREN 200054807 au RCS de Marseille, représentée par sa Présidente en exercice, agissant aux présentes au nom et pour le compte de ladite métropole, en vertu d'une décision n° en date du ,

D'AUTRE PART,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

EXPOSE

Dans le cadre du projet d'aménagement du parking public situé sis boulevard du Général de Gaulle, la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE prévoit d'acquérir une partie à détacher de 3093 m² environ de la parcelle cadastrée AV 0014 (cf. plan joint), située boulevard du Général de Gaulle à Saint-Victoret.

La VILLE DE SAINT-VICTORET et la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE sont convenues que la cession serait conclue moyennant 1 euro symbolique.

Enfin, la présente convention ne sera valable qu'une fois approuvée par le Bureau de la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

Ceci exposé, les parties ont convenu de réaliser l'accord suivant :

ACCORD

ARTICLE 1 – DESCRIPTION DES LIEUX

Il s'agit de la parcelle AV 0014, située boulevard du Général de Gaulle à Saint-Victoret, dont la partie à détacher représente une emprise de 3093 m² (cf. plan joint).

L'occupant déclare avoir connaissance du terrain et l'accepte en l'état sans recours contre le propriétaire.

ARTICLE 2 – NATURE DE LA CONVENTION

La VILLE DE SAINT-VICTORET consent à la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE qui l'accepte la mise à disposition anticipée au transfert de propriété du terrain ci-dessus désigné.

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE s'engage à mener à bien la signature de l'acte notarié de cession portant transfert de propriété, conclue moyennant 1 euro symbolique, sans quoi la VILLE DE SAINT-VICTORET n'aurait pas consenti à la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention ne sera opposable qu'une fois signée par la Présidente de la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE et la VILLE DE SAINT-VICTORET.

Elle prendra effet à compter de la signature par la Présidente de la délibération approuvant la cession et expirera à la date de signature de l'acte authentique réitérant l'acquisition de la parcelle objet des présentes.

ARTICLE 4 – CONDITIONS GENERALES ET PARTICULIERES

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE se déclare satisfaite de l'état des lieux général à la date de la mise à disposition et s'engage à prendre les lieux en l'état où ils se trouvent, sans pouvoir faire aucune réclamation auprès de la VILLE DE SAINT-VICTORET pour quelque cause que ce soit.

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE s'engage à faire son affaire personnelle des dommages qui pourraient être causés à la propriété du fait de ces travaux et à remettre les lieux en état dans le cas où la vente du terrain ne serait pas réitérée par acte authentique.

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE est autorisé par la VILLE DE SAINT-VICTORET à effectuer les travaux nécessaires à la réalisation de son projet d'aménagement de la voie verte, ces travaux devant être exécutés à ses frais, dans les règles de l'art et selon les normes en vigueur aux risques et périls exclusifs de la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE destine les lieux mis à disposition à la réalisation des travaux ci-dessus cités et s'engage à ne pas modifier l'utilisation et la destination du terrain.

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE fera son affaire personnelle de l'existence et de l'éventuel dévoiement des ouvrages et réseaux appartenant à la VILLE DE SAINT-VICTORET qui seraient situés dans l'emprise foncière objet de la présente convention.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE CIVILE ET ASSURANCES

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes se trouvant sur le terrain mis à disposition. Elle veillera à ce que l'utilisation des lieux se fasse en conformité avec la réglementation en vigueur, notamment en termes de voirie, sécurité, police, salubrité et de manière générale à toutes les prescriptions relatives à son activité.

En outre, la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE dégage toute responsabilité du propriétaire pour toutes les conséquences d'accidents éventuels qui pourraient intervenir dans la zone effectivement occupée et qui résulteraient des aménagements projetés.

Il est également convenu de manière expresse que la VILLE DE SAINT-VICTORET ne pourra être tenu pour responsable des vols, dégradations ou tout autre acte délictueux commis par un ou plusieurs tiers ou préposés pouvant survenir sur les terrains mis à disposition. La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE sera gardienne des biens au sens de l'article 1242 du code civil.

En conséquence, la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE s'engage à faire son affaire personnelle de tous dommages, accidents, dysfonctionnements et détériorations pouvant être causés aux biens ou aux personnes se trouvant sur les terrains mis à disposition, à compter de la mise à disposition.

Les différents intervenants (maître d'œuvre, constructeurs) à l'opération assumeront leur responsabilité et couvriront les dommages qui résulteraient des chantiers conformément aux dispositions de droit commun et contractuelles applicables à cette opération.

ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIERES

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE acquittera toutes les contributions et taxes frappant le sol et les ouvrages réalisés ainsi que les taxes afférentes à la gestion et à l'exploitation de ces ouvrages à compter de la mise à disposition des terrains par la VILLE DE SAINT-VICTORET.

ARTICLE 7 – CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut d'exécution de l'une quelconque des clauses et conditions de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, si bon semble à la VILLE DE SAINT-VICTORET ou à la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire.

* * *

Fait à Marseille,

Fait à Marseille,

Pour la Ville de Saint-Victoret

Pour la METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Le Maire
Claude PICCIRILLO

La Présidente
Martine VASSAL





Présidente de la Métropole

Décision n° 19/633/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maitre Benoit Citeau pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Anonyme par Actions Simplifiée (SAS) Vergers des Alpilles

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n°1605591 du Tribunal Administratif de Marseille du 4 juillet 2019 qui annule la délibération de la Commune d'Aurons du 29 décembre 2015 et la décision implicite de rejet du recours gracieux en tant qu'elles classent les parcelles cadastrées AB 12, 13 et 14 pour sa partie Sud en secteur Nj.
- La requête de la SAS Vergers des Alpilles enregistrée auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 12 septembre 2019 sous le numéro 19MA04332 et demandant l'annulation du jugement n° 1605591.

CONSIDÉRANT

- La nécessité de défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Octobre 2019

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel d'Aix-en-Provence dans le dossier n° 19MA04332 et d'être représentée dans cette affaire par Maitre Benoit Citeau, 24 Avenue Victor Hugo – 13100 Aix en Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maitre Benoit Citeau pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 octobre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/634/D

Décision d'ester en justice. Désignation du cabinet Charrel & Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Sécurité Eau Secours

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1807357-3 présentée par la société Sécurité Eau Secours devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à ce que soit prononcée la résiliation du marché public relatif à la surveillance de la baignade et des plages du lac de Peyrolles-en-Provence, d'autre part, à ce que la Métropole soit condamnée à verser à la requérante 116 760 euros du fait de son éviction irrégulière, enfin, à ce qu'une somme de 4000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet Charrel et Associés.

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Octobre 2019

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet Charrel & Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 21 octobre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Octobre 2019

19 / 6 3 5 / 0

RECEU
21-10-19
PARF 13

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550027

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500038

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : PAREYRAOU - Tranche 2 - PLUS PLA1
269 Chemin de Pareyraou
13600 La Ciotat

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLUS

- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

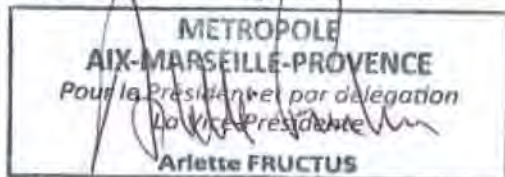
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 18 OCT. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	130 546,00	33,92%
Prêt CDC logement	132 407,00	34,40%
Prêts Autres	21 000,00	5,46%
1%.	40 000,00	10,39%
Sous-total Prêts	323 953,00	84,16%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	60 956,00	15,84%
Sous-total Fonds Propres	60 956,00	15,84%
Total du Financement (I + II + III)	384 909,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	7,51%
Sous-total Subventions	29 400,00	7,51%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	130 952,00	33,44%
Prêt CDC logement	127 229,00	32,49%
Prêts Autres	21 000,00	5,36%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	279 181,00	71,29%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	83 044,00	21,20%
Sous-total Fonds Propres	83 044,00	21,20%
Total du Financement (I + II + III)	391 625,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	3,79%
Sous-total Subventions	29 400,00	3,79%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	259 636,00	33,44%
Prêt CDC foncier	261 498,00	33,68%
Prêts Autres	42 000,00	5,41%
1%.	40 000,00	5,15%
Sous-total Prêts	603 134,00	77,67%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	144 000,00	18,54%

Sous-total Fonds Propres	144 000,00	18,54%
Total du Financement (I + II + III)	776 534,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	776 534,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 593 878,04 €

Aide : PLUS

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

3

Surface utile

182,85 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

3

182,85 m²

Assiette *

294 379,20 €

Taux de subvention

0,00 %

SUBVENTION

0,00 €

Aide : PLA-I

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

3

Surface utile

186,03 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

3

186,03 m²

Assiette *

299 498,84 €

Taux de subvention

9,82 %

SUBVENTION

29 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6

Surface utile :

368,88 m²

Assiette : 593 878,04 €

SUBVENTION :

29 400,00 €

Taux moyen de subvention :

4,95 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

29 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

235 795,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

456 548,00 €

Prestations intellectuelles et frais

14 957,00 €

Prix de revient H.T.

707 300,00 €

Montant de la TVA

69 234,00 €

Prix de revient TTC

776 534,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 105,11 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

RECUSÉ
25-10-19
PAR LE 13

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2017130550042

N° SIREN du maître d'ouvrage

662620079

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500037

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : MARSEILLE 3 - Les Havelles

habitat participatif

12 rue Jullien

13003 marseille

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLUS

- 8 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 78 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

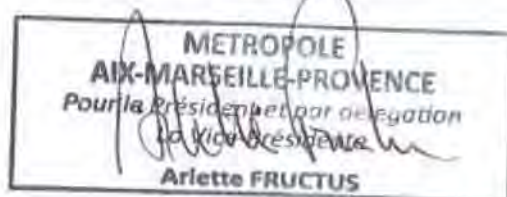
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 18 OCT. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	78 400,00	5,02%
Subvention EPCI	130 857,00	8,39%
Conseil Régional	130 857,00	8,39%
Subvention Département	58 886,00	3,77%
Subvention Autres	79 811,00	5,11%
Ville de Marseille	39 257,00	2,52%
Sous-total Subventions	518 068,00	33,20%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	77 513,00	4,97%
Autres	651 346,00	41,74%
Sous-total Prêts	728 859,00	46,71%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	313 414,00	20,09%
Sous-total Fonds Propres	313 414,00	20,09%
Total du Financement (I + II + III)	1 560 341,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	69 143,00	9,57%
Conseil Régional	69 143,00	9,57%
Subvention Département	31 114,00	4,30%
Subvention Autres	42 171,00	5,83%
Ville de Marseille	20 743,00	2,87%
Sous-total Subventions	232 314,00	32,14%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	40 957,00	5,67%
Autres	292 880,00	40,52%
Sous-total Prêts	333 837,00	46,18%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	156 707,00	21,68%
Sous-total Fonds Propres	156 707,00	21,68%
Total du Financement (I + II + III)	722 858,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	90 000,00	3,94%
Subvention Autres	121 982,00	5,34%
Conseil Régional	200 000,00	8,76%
Ville de Marseille	60 000,00	2,63%

Subvention Etat	78 400,00	3,43%
Subvention EPCI	200 000,00	8,76%
Sous-total Subventions	750 382,00	32,87%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	118 470,00	5,19%
Autres	944 226,00	41,36%
Sous-total Prêts	1 062 696,00	46,54%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	470 121,00	20,59%
Sous-total Fonds Propres	470 121,00	20,59%
Total du Financement (I + II + III)	2 283 199,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 283 199,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 179 876,22 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	242,00 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	4	242,00 m²
Assiette *	:	407 900,06 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	458,00 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	458,00 m²
Assiette *	:	771 976,16 €
Taux de subvention	:	10,16 %
SUBVENTION	:	78 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12	Surface utile :	700,00 m²
Assiette : 1 179 876,22 €	SUBVENTION :	78 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	6,64 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	78 400,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	230 885,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 565 699,00 €
Prestations intellectuelles et frais	251 694,00 €
Décision No : 20191305500037	Page : 4/5

Prix de revient H.T.	2 048 278,00 €
Montant de la TVA	234 921,00 €
Prix de revient TTC	2 283 199,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	3 261,71 €/m ²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 6 3 7 / B -

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2019130550037

N° SIREN du maître d'ouvrage

552046484

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500042

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13091 Saint-Cannat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération :

Les Ferrages_PLS

Allée des Sources Quartier Ferrage

13760 Saint-Cannat

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEV 002-6007/19 CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 8 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLS

au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n° SIREN : 552046484).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

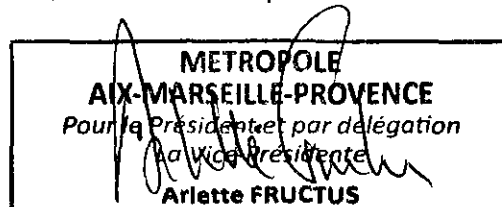
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 18 OCT. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	50 721,00	3,17%	
Subvention Commune	50 000,00	3,12%	
Sous-total Subventions	100 721,00	6,29%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	422 460,00	26,39%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	580 771,00	36,28%	1,86%
Sous-total Prêts	1 003 231,00	62,67%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	496 921,00	31,04%	
Sous-total Fonds Propres	496 921,00	31,04%	
Total du Financement (I + II + III)	1 600 873,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 600 873,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	8	690,08 m²
Totaux pour le financement des logements « PLS »	8	690,08 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	690,08 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	436 793,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	997 148,00 €
Prestations intellectuelles et frais	21 446,00 €
Prix de revient H.T.	1 455 387,00 €
Montant de la TVA	145 486,00 €
Prix de revient TTC	1 600 873,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 319,84 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

RECULE
21.10.19
PRÉF. 13

2019
PREF 13

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550036

N° SIREN du maître d'ouvrage
552046484

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500039
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13091 Saint-Cannat

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 3
Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2019

Opération :
Les Ferrages
Allée des Sources quartier Ferrage
13760 Saint-Cannat

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (C.G.I) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DE/T 002-600719/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 36 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 36 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 22 logements PLUS
- 14 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M. (n° SIREN : 552046484).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 137 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

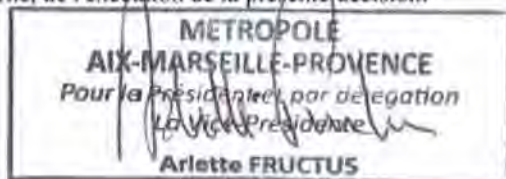
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 18 OCT. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	222 030,00	6,33%
Subvention Commune	200 000,00	5,70%
Sous-total Subventions	422 030,00	12,03%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	924 675,00	26,35%
Prêt CDC logement	919 289,00	26,20%
Sous-total Prêts	1 843 964,00	52,54%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 243 369,00	35,43%
Sous-total Fonds Propres	1 243 369,00	35,43%
Total du Financement (I + II + III)	3 509 363,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	137 200,00	6,14%
Subvention EPCI	181 759,00	8,13%
Subvention Commune	50 000,00	2,24%
Sous-total Subventions	368 959,00	16,51%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	588 730,00	26,35%
Prêt CDC logement	1 180 814,00	52,85%
Sous-total Prêts	1 769 544,00	79,20%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	95 860,00	4,29%
Sous-total Fonds Propres	95 860,00	4,29%
Total du Financement (I + II + III)	2 234 363,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Commune	250 000,00	4,35%
Subvention Etat	137 200,00	2,39%
Subvention EPCI	403 789,00	7,03%
Sous-total Subventions	790 989,00	13,77%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 100 103,00	36,56%
Prêt CDC foncier	1 513 405,00	26,35%
Sous-total Prêts	3 613 508,00	62,91%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 339 229,00	23,32%

Sous-total Fonds Propres	1 339 229,00	23,32%
Total du Financement (I + II + III)	5 743 726,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	5 743 726,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 982 455,58 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	22	1 510,44 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	22	1 510,44 m²
Assiette *	:	2 433 190,36 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	14	961,73 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	14	961,73 m²
Assiette *	:	1 549 265,22 €
Taux de subvention	:	8,86 %
SUBVENTION	:	137 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 36	Surface utile :	2 472,17 m²
Assiette : 3 982 455,58 €	SUBVENTION :	137 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,45 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	137 200,00 €
--------------	--------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 564 753,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 572 153,00 €
Prestations intellectuelles et frais	85 636,00 €
Prix de revient H.T.	5 222 542,00 €
Montant de la TVA	521 184,00 €
Prix de revient TTC	5 743 726,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 323,35 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

20191305500040
21-10-19
PRÉF 13

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550039

N° SIREN du maître d'ouvrage
642016703

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles
CS 40650

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500040

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13040 Fuveau

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
FUVEAU LA BEGUDE III
69 CHEMIN SAINT FRANCOIS
13710 FUVEAU

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEV 002-6007/19 CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 3 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLUS
- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES (n° SIREN : 642016703),

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 9 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

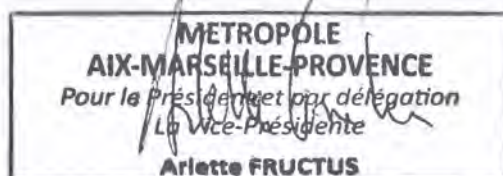
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 18 OCT. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 800,00	3,24%
Subvention EPCI	37 889,00	12,52%
Sous-total Subventions	47 689,00	15,76%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	104 438,04	34,52%
Prêt CDC foncier	113 081,11	37,38%
Autres	21 000,00	6,94%
Sous-total Prêts	238 519,15	78,84%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	16 341,15	5,40%
Sous-total Fonds Propres	16 341,15	5,40%
Total du Financement (I + II + III)	302 549,30	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	197 651,43	45,06%
Prêt CDC foncier	214 008,64	48,79%
Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	411 660,07	93,84%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	27 000,00	6,16%
Sous-total Fonds Propres	27 000,00	6,16%
Total du Financement (I + II + III)	438 660,07	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 800,00	1,32%
Subvention EPCI	37 889,00	5,11%
Sous-total Subventions	47 689,00	6,43%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	302 089,47	40,76%
Prêt CDC foncier	327 089,75	44,13%
Autres	21 000,00	2,83%
Sous-total Prêts	650 179,22	87,72%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	43 341,15	5,85%

Sous-total Fonds Propres	43 341,15	5,85%
Total du Financement (I + II + III)	741 209,37	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	741 209,37	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 454 875,82 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	2	160,59 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	2	160,59 m²
Assiette *	:	296 728,04 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	1	85,59 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	85,59 m²
Assiette *	:	158 147,78 €
Taux de subvention	:	6,20 %
SUBVENTION	:	9 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements :	Surface utile :	246,18 m²
Assiette : 454 875,82 €	SUBVENTION :	9 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,15 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	9 800,00 €
--------------	------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	314 505,62 €
Coût du bâtiment ou des travaux	236 232,24 €
Prestations intellectuelles et frais	123 816,12 €
Prix de revient H.T.	674 553,98 €
Montant de la TVA	66 655,39 €
Prix de revient TTC	741 209,37 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	3 010,84 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 6 4 0 / 0

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550133

N° SIREN du maître d'ouvrage
642016703

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles
CS 40650

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500041

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13040 Fuveau

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération :
FUVEAU LA BEGUDE III - PLS
69 CHEMIN SAINT FRANCOIS
13710 FUVEAU

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 1 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES (n° SIREN : 642016703).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

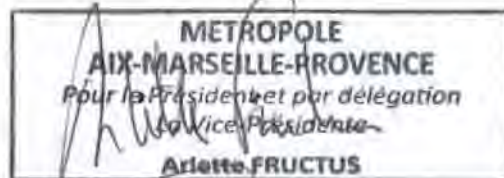
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 18 OCT. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	5 970,00	2,36%	
Sous-total Subventions	5 970,00	2,36%	
II - Partie Prêts			
Prêts Autres	7 000,00	2,77%	
CDC foncier PLS	110 703,23	43,76%	1,86%
CDC - PLS (ou PLJ ou PSLA)	18 327,23	7,24%	1,86%
Sous-total Prêts	136 030,46	53,77%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	110 999,85	43,87%	
Sous-total Fonds Propres	110 999,85	43,87%	
Total du Financement (I + II + III)	253 000,31	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	253 000,31		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

1

85,59 m²

Totaux pour le financement des logements « PLS »

1

85,59 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

85,59 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

106 346,38 €

Coût du bâtiment ou des travaux

82 217,76 €

Prestations intellectuelles et frais

41 890,68 €

Prix de revient H.T.

230 454,82 €

Montant de la TVA

22 545,49 €

Prix de revient TTC

253 000,31 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 955,96 €/m²

Décision No : 20191305500041

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer, ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/641/D

Mise à disposition préalable au transfert de terrains appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la commune de Saint-Victoret pour la réalisation de places de stationnement au bénéfice de la crèche des Rollandins.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 55/19 du 26 septembre 2019 du Conseil Municipal de Saint-Victoret ;
- La convention portant mise à disposition anticipée préalable au transfert de propriété.

CONSIDÉRANT

- Que, par décision du 9 novembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a exercé le droit de préemption urbain pour acquérir des parcelles auprès de la ville de Saint-Victoret, dont les parcelles cadastrées n° AI 0032 – 0101 et 0102 ;
- Qu'à ce jour, et dans le prolongement de l'ouverture de la nouvelle crèche des Rollandins sise boulevard Paul Raphel, la Ville de Saint-Victoret souhaite acquérir une partie de ces parcelles auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue d'aménager des places de stationnement au bénéfice de ladite crèche afin de sécuriser l'accueil des enfants ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

- Qu'afin d'autoriser le démarrage des travaux et de permettre à la crèche de recevoir les enfants dans les conditions de sécurité optimales le plus rapidement possible, la Ville de Saint-Victoret sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue d'obtenir une mise à disposition anticipée de l'emprise nécessaire ;
- Que la cession par la Métropole Aix-Marseille-Provence de ladite emprise n'altérera pas le devenir de ses projets en cours dans ce secteur ;
- Qu'à cette fin, une convention de mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Saint Victoret.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention avec et au profit de la Ville de Saint-Victoret portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété de l'emprise de 621 m² à détacher des parcelles suivantes :

- 477 m² à détacher de la parcelle AI 0032 ;
- 102 m² à détacher de la parcelle AI 0101 ;
- 42 m² à détacher de la parcelle AI 0102.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux.

Sa résiliation interviendra de plein droit à la signature des actes de transfert de propriété des terrains en cause.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2019

Martine VASSAL

**CONVENTION PORTANT
MISE A DISPOSITION ANTICIPEE
PREALABLEMENT AU TRANSFERT DE PROPRIETE**

ENTRE LE PROPRIETAIRE :

La METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE, établissement public de coopération intercommunale, ayant son siège à MARSEILLE (13007) 58, Boulevard Charles Livon, identifiée sous le numéro SIREN 200054807 au RCS de Marseille, représentée par sa Présidente en exercice, agissant aux présentes au nom et pour le compte de ladite métropole, en vertu d'une décision n° en date du ,

D'UNE PART,

ET LE CANDIDAT ACQUEREUR :

La VILLE DE SAINT-VICTORET, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Claude PICCIRILLO, agissant au nom et pour le compte de ladite Ville,

D'AUTRE PART,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

EXPOSE

Par décision du 9 novembre 2017, la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE a exercé le droit de préemption urbain pour acquérir des parcelles auprès de la VILLE DE SAINT-VICTORET, dont les parcelles cadastrées ci-après, objet de la présente convention : AI 0032, AI 0101, AI 0102.

A ce jour, et dans le prolongement de l'ouverture de la nouvelle crèche des Rollandins sise boulevard Paul Raphel, la VILLE DE SAINT-VICTORET souhaite acquérir une partie de ces parcelles auprès de la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE en vue d'aménager des places de stationnement.

Afin de permettre à la crèche de recevoir les enfants dans les conditions de sécurité optimales le plus rapidement possible, et dans la mesure où la cession de l'emprise concernée n'altérera en rien le devenir des projets en cours dans ce secteur, la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE a accepté de céder à l'amiable une partie desdites parcelles et de mettre à disposition de façon anticipée l'emprise concernée.

Cette mise à disposition anticipée intervient préalablement à la cession de ladite emprise par la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE à la commune de VILLE DE SAINT-VICTORET.

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE et la commune de VILLE DE SAINT-VICTORET ont convenu que la cession serait conclue au prix du m2 d'acquisition, après avis des Domaines.

Enfin, la présente convention ne sera valable qu'une fois approuvée par le Bureau de la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

Ceci exposé, les parties ont convenu de réaliser l'accord suivant :

ACCORD

ARTICLE 1 – DESCRIPTION DES LIEUX

La cession porte sur les parcelles suivantes, représentant au total une emprise de 621 m² :

- 477 m² à détacher de la parcelle AI 0032.
- 102 m² à détacher de la parcelle AI 0101 ;
- 42 m² à détacher de la parcelle AI 0102.

L'occupant déclare avoir connaissance du terrain et l'accepte en l'état sans recours contre le propriétaire.

ARTICLE 2 – NATURE DE LA CONVENTION

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE consent au profit de la VILLE DE SAINT-VICTORET, qui l'accepte, la mise à disposition anticipée au transfert de propriété du terrain ci-dessus désigné.

La VILLE DE SAINT-VICTORET s'engage à mener à bien la signature de l'acte notarié de cession portant transfert de propriété, au prix du m² d'acquisition et après avis de France Domaine, sans quoi la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE n'aurait pas consenti à la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention ne sera opposable qu'une fois signée par la Présidente de la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE et la VILLE DE SAINT-VICTORET.

Elle prendra effet à compter de la signature par la Présidente de la délibération approuvant la cession et expirera à la date de signature de l'acte authentique réitérant l'acquisition de la parcelle objet des présentes.

ARTICLE 4 – CONDITIONS GENERALES ET PARTICULIERES

La VILLE DE SAINT-VICTORET se déclare satisfaite de l'état des lieux général à la date de la mise à disposition et s'engage à prendre les lieux en l'état où ils se trouvent, sans pouvoir faire aucune réclamation auprès de la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE pour quelque cause que ce soit.

La VILLE DE SAINT-VICTORET s'engage à faire son affaire personnelle des dommages qui pourraient être causés à la propriété du fait de ces travaux et à remettre les lieux en état dans le cas où la vente du terrain ne serait pas réitérée par acte authentique.

La VILLE DE SAINT-VICTORET est autorisé par la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE à effectuer les travaux nécessaires à la réalisation de son projet d'aménagement de places de stationnement au profit de la crèche des Rollandins, ces travaux devant être exécutés à ses frais, dans les règles de l'art et selon les normes en vigueur aux risques et périls exclusifs de la VILLE DE SAINT-VICTORET.

La VILLE DE SAINT-VICTORET destine les lieux mis à disposition à la réalisation des travaux ci-dessus cités et s'engage à ne pas modifier l'utilisation et la destination du terrain.

La VILLE DE SAINT-VICTORET fera son affaire personnelle de l'existence et de l'éventuel dévoiement des ouvrages et réseaux appartenant à la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE qui seraient situés dans l'emprise foncière objet de la présente convention.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE CIVILE ET ASSURANCES

La VILLE DE SAINT-VICTORET s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes se trouvant sur le terrain mis à disposition. Elle veillera à ce que l'utilisation des lieux se fasse en conformité avec la réglementation en vigueur, notamment en termes de voirie, sécurité, police, salubrité et de manière générale à toutes les prescriptions relatives à son activité.

En outre, la VILLE DE SAINT-VICTORET dégage toute responsabilité du propriétaire pour toutes les conséquences d'accidents éventuels qui pourraient intervenir dans la zone effectivement occupée et qui résulteraient des aménagements projetés.

Il est également convenu de manière expresse que la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ne pourra être tenue pour responsable des vols, dégradations ou tout autre acte délictueux commis par un ou plusieurs tiers ou préposés pouvant survenir sur les terrains mis à disposition. La VILLE DE SAINT-VICTORET sera gardienne des biens au sens de l'article 1242 du code civil.

En conséquence, la VILLE DE SAINT-VICTORET s'engage à faire son affaire personnelle de tous dommages, accidents, dysfonctionnements et détériorations pouvant être causés aux biens ou aux personnes se trouvant sur les terrains mis à disposition, à compter de la mise à disposition.

Les différents intervenants (maître d'œuvre, constructeurs) à l'opération assumeront leur responsabilité et couvriront les dommages qui résulteraient des chantiers conformément aux dispositions de droit commun et contractuelles applicables à cette opération.

ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIERES

La présente mise à disposition est consentie à titre gracieux.

La VILLE DE SAINT-VICTORET acquittera toutes les contributions et taxes frappant le sol et les ouvrages réalisés ainsi que les taxes afférentes à la gestion et à l'exploitation de ces ouvrages à compter de la mise à disposition des terrains par la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

ARTICLE 7 – CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut d'exécution de l'une quelconque des clauses et conditions de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, si bon semble à la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ou à la VILLE DE SAINT-VICTORET sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire.

* * *

Fait à Marseille,

Fait à Marseille,

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

Pour la Ville de Saint-Victoret

La Présidente
Martine VASSAL

Le Maire
Claude PICCIRILLO

Département
BOUCHES DU RHONE

Commune
SAINT-VICTORET

Section : A1
Feuille : 000 A1 01

Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 02/09/2019
(heure de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC44
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

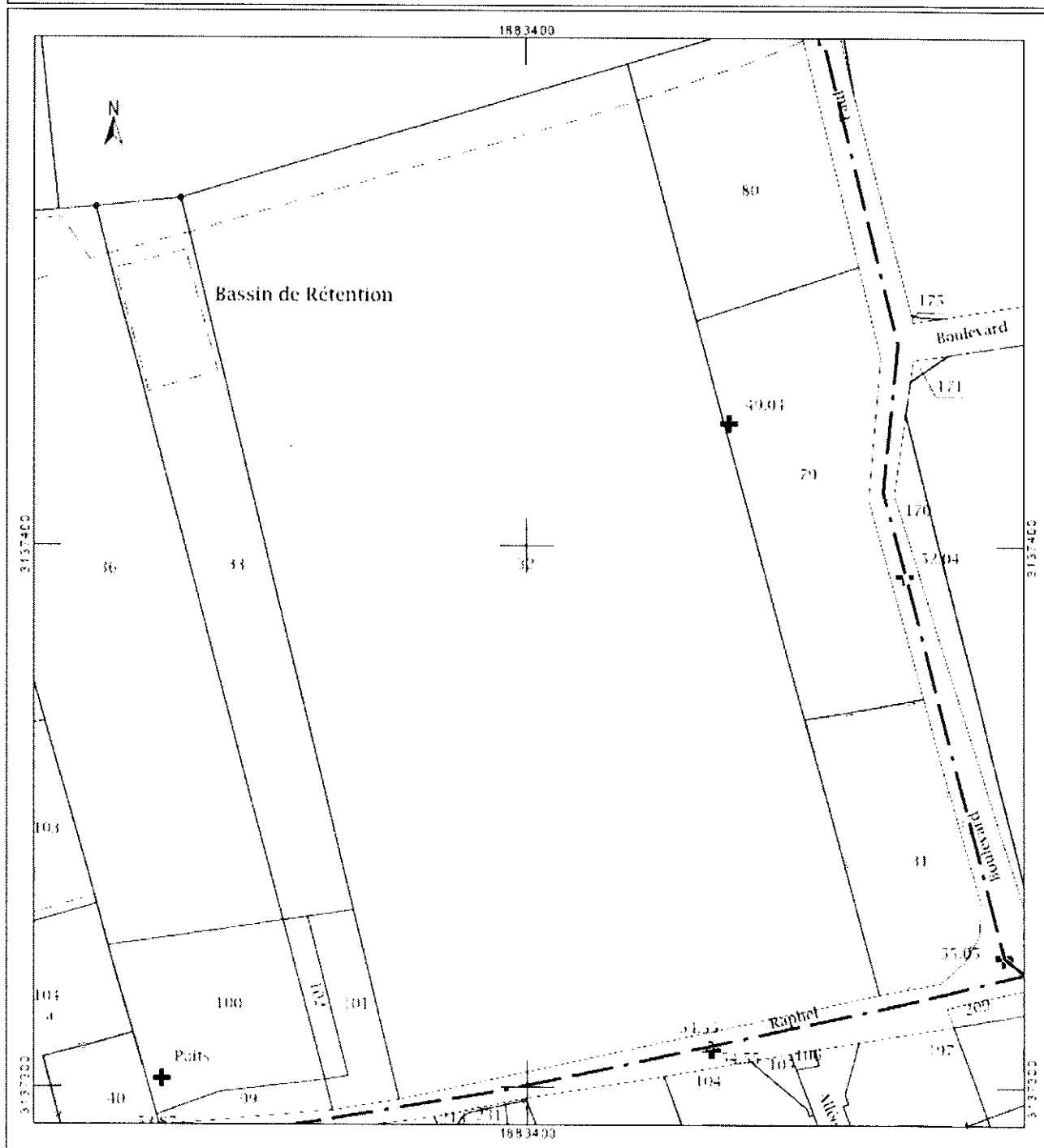
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le Centre des impôts foncier suivant
CENTRE DES IMPÔTS FONCIER D'AIX
10, Avenue de la Cible 13626
13626 AIX-EN-PROVENCE Cedex 1
tel : 04 42 37 54 00 - fax
cdifaix en :
provence@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par

cadastre.gouv.fr





**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL
MUNICIPAL**

Séance du 26 Septembre 2019

L'an Deux mille dix-neuf et vingt-six du mois de septembre à 18 heures 00.

Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Victoret, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sur la convocation qui lui a été adressée par le Maire, conformément à l'Article 48, de la Loi du 5 Avril 1884, sous la Présidence de Monsieur le Maire, Claude PICCIRILLO, Chevalier de la Légion d'Honneur.

Nombre de Membres afférents au Conseil : 29

ayant pris part à la Délibération : 28

Etaient présents à cette assemblée : tous les conseillers municipaux, exceptés : Mesdames Suzanne MONTPELLIER, Sandrine GIANNONE, Virginie COURTIAL, Irène SEZNEC qui étaient excusées et qui avaient donné procuration ; Monsieur Franco DETTORI qui était absent et non excusé.

Délibération n° 55/19 : Acquisition à titre onéreux et mise à disposition anticipée préalable au transfert de propriété du lot A issu de la parcelle AI 0102, du lot C issu de la parcelle AI 0101 et du lot F issu de la parcelle AI N°32, sise boulevard Paul RAPHEL, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans le cadre du permis de construire numéro 013 102 18 F0015 pour la construction de la Crèche « Les P'tits Loups » accueillant trente-et-un berceaux depuis le lundi 2 septembre 2019, les huit places prévues au stationnement sont nettement insuffisantes pour assurer la sécurité des enfants et parents. A cet effet, la commune de SAINT-VICTORET souhaite se porter acquéreuse de 621 m² de terrain ; propriété actuelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'y aménager un parking de vingt places dont une pour les Personnes à Mobilité Réduite. Ce qui aura pour effet d'apporter une sécurité renforcée et efficace pour les personnes fréquentant l'établissement.

La surface du terrain alloué au parking, a été définie comme suit :

- Lot A de 42 m² à détacher de la parcelle AI 0102,
- Lot C de 102 m² à détacher de la parcelle AI 0101,
- Lot F de 477 m² à détacher de la parcelle AI 0032.

Vu le plan de division foncière en date du 7 août 2019,

Le conseil Municipal,
Où l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré, conformément à la Loi,

A l'unanimité,

DECIDE :

- D'approuver la cession de la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la commune de SAINT-VICTORET,
- Que la commune se porte acquéreuse à titre onéreuse, des lots A de 42 m², C de 102 m², et F de 477 m² des parcelles cadastrées respectivement AI 0102, AI 0101, AI 0032 pour un montant total de 55 005 Euros HT, dont la superficie totale est de 621 m² selon le plan de division foncière ci-annexé. Ces éléments mènent donc à bien la signature de l'acte notarié.
- De prendre à charge les frais éventuels induits par cette décision (frais de géomètre et autres) sachant que ces derniers pourront être supportés financièrement sur le budget communal après consultation.

AUTORISE :

- Monsieur Le Maire à signer tous les documents utiles à cette acquisition onéreuse et mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété de la Métropole de Lyon.
- A effectuer toutes les formalités administratives nécessaires à ce dossier.

Envoyé en préfecture le 01/10/2019

Reçu en préfecture le 01/10/2019

Affiché le

ID : 013-211301023-20190926-DL55_19-DE

Reçu
le 01/10/2019

Fait en l'Hôtel de Ville de Saint-Victoret, les jour, mois et an que susdits,
Pour extrait certifié conforme au Registre.



Le Maire,

Claude PICCIRILLO.



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/642/D

Exercice d'un droit de priorité sur la cession par l'Etat d'un terrain de 17 899 m² à détacher de la parcelle cadastrée 851 M 51, située 163 Avenue de Luminy à Marseille 9eme Arrondissement

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 240-1 qui stipule qu'il est créé en faveur des communes et des établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption urbain un droit de priorité sur tout projet de cession d'un immeuble ou de droit sociaux donnant vocation à l'attribution en propriété ou en jouissance d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble situé sur leur territoire et appartenant à l'Etat ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les Missions foncières.

CONSIDÉRANT

- Le droit de priorité enregistré sous le n° IA 013209 19 M0267 reçue en mairie le 10 octobre 2019 portant aliénation d'un terrain nu de 17 899m² à détacher de la parcelle cadastrée 851 M 51 appartenant à l'Etat située Avenue de Luminy Marseille 9eme.

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

- Que le site de Luminy est un site remarquable par son environnement et un pôle d'excellence dans les sciences du vivant qui fédère universités, chercheurs et entreprises de renom international ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de développement économique, soutient depuis sa création la dynamique entrepreneuriale de la filière santé-biotech sur ce site par la production d'une offre immobilière dédiée, le financement de structures d'accompagnement de la création d'entreprises et les projets de R&D. En effet, très tôt, la Métropole a misé sur les biotechnologies en développant sur le Campus Universitaire Scientifique et Technologique de Luminy (CUSTeL) une offre de locaux dédiés dans le cadre du programme du Village d'entreprises de Luminy Biotech. Un soutien qui a notamment permis de développer, sur 3 500 m² la pépinière spécialisée Grand Luminy et d'accueillir sur 4 500 m² les entreprises Haliodx, Biotech Germande, Modul Bio, Syncrosome. Sur le secteur mitoyen situé hors CUSTeL, la Métropole a permis, en réhabilitant une partie du bâtiment BRGM, l'accueil de la plateforme technologique de pré-industrialisation pour le développement de thérapies immunologiques MI-mAbs – démonstrateur industriel, qui réunit notamment Aix-Marseille Université, le CNRS, l'INSERM, l'Institut Paoli-Calmette, la société Sanofi et la société Innate Pharma qui va encore étendre ses locaux sur un terrain voisin ;
- Qu'aujourd'hui, la volonté est de permettre l'implantation, sur la parcelle voisine dénommée Luminy Biotech IV, de la société Haliodx en forte croissance et de l'Institut NeuroChlore IBEN, fondation privée consacrée à la valorisation de la recherche pour les thérapies innovantes dédiées notamment à l'autisme ;
- Que le développement des sociétés de renommée internationale Haliodx et Neurochlore/IBEN contribuera à favoriser les synergies et à renforcer l'attractivité et le rayonnement du Technopole MI-Biopark (MI pour Marseille Immunopole) ;
- Que par délibération N°004-123/12/CC du 13 février 2012, le Conseil de Territoire Marseille Provence a approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative aux acquisitions foncières, études et travaux pour la réalisation de cette opération ;
- Considérant que l'exercice du droit de priorité répond ainsi aux objectifs de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain et de soutien de la filière santé, enjeu majeur pour l'économie régionale et métropolitaine.

DECIDE

Article 1 :

D'exercer au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence son droit de priorité pour l'acquisition du bien ci-dessous désigné situé dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Marseille.

Cadastre : 851 M 51,

Superficie cédée : 17 899 m²

Situation : Avenue de Luminy

Propriété : Etat

Prix de vente : 1 000 000 euros

Objet du droit de priorité : Implantation de deux entreprises de biotechnologie de renommée internationale, après division de la parcelle par la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue de sa cession en deux lots sur lesquels seront édifiés deux bâtiments de bureaux /laboratoires pour une superficie de plancher de 10 000 m².

La Métropole Aix-Marseille-Provence accepte les conditions suivantes qui figureront à l'acte d'acquisition, soit les clauses d'intéressement et de complément de prix dont les modalités sont définies ci-après :

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

Clause d'intéressement

En cas de mutation de tout ou partie de l'immeuble, dans les dix années des présentes, en l'état actuel, c'est-à-dire si l'Acquereur n'effectue pas de travaux sur le site, pour le tout ou pour partie, dans son état physique initial ou dans son état juridique initial, pour un prix ou valeur, hors droits et frais de mutation (Valeur de la Mutation) supérieur au prix stipulé à la présente vente, augmenté des frais et droits afférents à la présente vente versés par l'Acquereur, et des frais financiers supportés par lui pendant la période de détention (Valeur d'Acquisition), l'Acquereur versera à l'Etat un intéressement.

Cet intéressement correspond à 50 % de la plus-value réalisée par l'Acquereur. Cette plus-value sera égale à la différence entre la Valeur de la Mutation et la Valeur d'Acquisition après déduction de l'impôt sur la plus-value afférente à la mutation (la plus-value nette).

Dans l'hypothèse d'un apport en société ou d'un échange de l'immeuble, il sera pris en compte pour la Valeur de la Mutation la valeur déclarée au titre de l'apport dans le contrat d'apport ou au titre de l'échange dans l'acte d'échange. Il est précisé qu'en cas de mutation d'une partie de l'immeuble, la plus-value nette sera déterminée en prenant comme valeur d'acquisition celle calculée au prorata des m² utiles objet de la mutation par rapport à la surface utile totale de l'immeuble telle qu'indiquée aux présentes.

En cas de cession dans les dix années des présentes de la totalité des titres de la société dont l'actif immobilier serait constitué uniquement par l'immeuble resté en son état physique initial ou en son état juridique initial, le montant de la plus-value sera déterminée en fonction de la valorisation de l'immeuble retenue pour la vente des titres de la société, après déduction du montant de l'impôt sur les sociétés applicables à cette plus-value.

L'Acquereur devra communiquer à l'Etat, Direction régionale des Finances publiques de la région PACA et du département des Bouches-du-Rhône, Division des Missions Domaniales, dans les 15 jours calendaires de leur signature :

- Tout acte de mutation ou promesse de mutation,
- Tout acte de cession de parts ou promesse de cession de parts et son annexe sur la méthode de valorisation des parts indiquant la valorisation retenue pour l'immeuble,
- La justification des frais financiers supportés pendant la période de détention.

En cas de Mutation, le notaire du nouvel Acquereur séquestrera sur le prix de vente, les fonds nécessaires au paiement de l'intéressement, de sorte que l'Etat soit garanti du paiement de cette somme. La clause d'intéressement s'appliquera si besoin aux mutations successives dans ledit délai de dix 10 ans et sera due par le nouvel Acquereur qui restera responsable de son paiement vis-à-vis de l'Etat. Cet intéressement fera l'objet d'un acte authentique attestant du paiement des sommes dues par le nouvel Acquereur. Cette clause sera publiée au service de la publicité foncière en même temps que l'acte authentique de vente.

Il est ici précisé :

- que le terme « Mutation » vise toute vente, échange, apport en société portant sur l'immeuble,
- que le terme « Etat physique initial de l'immeuble » : signifie que l'immeuble n'a fait l'objet d'aucun travaux de rénovation, réhabilitation ou de restructuration,
- que le terme « Etat juridique initial de l'immeuble » : signifie que l'immeuble, dans son usage actuel, n'a pas fait l'objet d'un permis de construire ou déclaration de travaux ayant pour effet d'augmenter la surface de plancher actuelle, cette augmentation étant traitée par la clause de complément de prix ci-dessous stipulée.
- que le terme « Frais financiers » : désigne toute commission ou tous intérêts dus aux termes du crédit.

- que le terme « Frais de Mutation » : désigne l'ensemble des frais, droits et taxes entraînés par la signature de l'acte complémentaire constatant le paiement de l'intéressement, soit la taxe de publicité foncière, la contribution de sécurité immobilière, les émoluments et honoraires du notaire, ou d'huissier, les débours avancés par le notaire, à l'exclusion de tous autres frais.

Clause de complément de prix en cas de création de surfaces de plancher supplémentaires

Pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Etat il apparaît nécessaire d'intégrer une clause de complément de prix en cas de création de surface supplémentaire par l'Acquereur ou ses ayants droit.

Ainsi, une clause de complément de prix s'appliquera pour tous mètres carrés de surface de plancher supplémentaires créés par l'Acquereur ou ses ayants droit pendant une durée de 10 ans.

Ainsi, si dans les dix années à compter de ce jour l'Acquereur ou ses ayants droit obtenaient un permis de construire purgé de tous recours portant la surface de plancher totale édifiée sur le terrain à plus de 10 000 m², l'Acquereur reversera à l'état un complément de prix fixé à cent euros par mètre carré de surface créé.

Ladite somme deviendra exigible dans les deux mois de l'expiration des délais de retrait et de recours contre toute autorisation d'urbanisme autorisant une surface de plancher portant à plus de 10 000 m² la surface de plancher effectivement autorisée sur le terrain vendu.

Pendant ladite période de 10 ans, l'Acquereur ou ses ayants droit tiendront informés le vendeur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le mois de la réalisation des événements suivants :

- de tout dépôt de permis de construire sur le terrain vendu accompagné du certificat de dépôt et de l'imprimé CERFA joint à ladite demande.
- de l'obtention de tous permis de construire déposé sur le terrain vendu.
- du caractère définitif de tous permis de construire déposé sur le terrain vendu.

La revalorisation du prix resterait due par l'Acquereur, quel que soit le pétitionnaire du permis de construire ou propriétaire du terrain, sauf à justifier de l'incapacité du pétitionnaire à mettre en œuvre ledit permis de construire.

Les parties conviennent expressément que le prix de vente afférent au bien vendu ne sera pas inférieur à 1 000 000 euros même si le ou les permis de construire obtenus autorisent globalement des constructions inférieures à 10.000 m² de surface de plancher.

La clause stipulée ci-dessus ne peut aboutir qu'à une augmentation du prix de la vente.

Précision étant ici faite que dans l'hypothèse où le ou les permis de construire seraient déposés sur une assiette supérieure au terrain présentement vendu, le calcul de révision du prix en cas de création de surface ne pourra concerner que le surplus de surface afférent à la partie effectivement vendue.

Ladite clause devra être reproduite dans chacune des ventes successives dans ledit délai de 10 ans, l'Acquereur restera responsable du paiement de tout complément de prix vis-à-vis de l'Etat.

Article 2 :

La décision d'acquérir la parcelle de terrain ci-dessus désignée est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Direction Régionale des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône.

Article 3 :

Le propriétaire du bien visé ci-dessus considérera comme définitive la vente de son bien au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La vente sera régularisée par acte notarié et le prix sera payé dans les conditions fixées par le Code de l'Urbanisme.

Article 4 :

Les crédits nécessaires se rapportant à cette acquisition (prix d'acquisition, frais d'actes, ...) sont inscrits au budget Etat Spécial du Territoire Marseille Provence.CT1 Opération 2012100700 - AP n°141031BP - sous-politique B320 - Service 900000 – Chapitre 4581191001 - fonction 515

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 octobre 2019

Martine VASSAL

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550109

N° SIREN du maître d'ouvrage
611620873

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.E.M.I. DE MARTIGUES

17 r du marin blanc
Avenue du CDT. L'herminier
13500 Martigues

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500055
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13056 Martigues

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2019

Opération :
bd Mongin
1 Boulevard Mongin
13500 Martigues

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DÉVT*002-500749/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 7 logements PLUS

- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.E.M.I. DE MARTIGUES (n° SIREN : 611620873).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

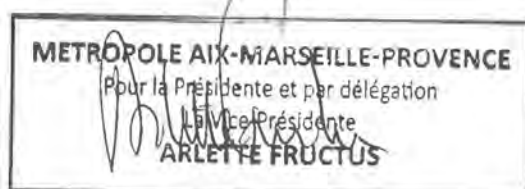
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 21 OCT. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	5,36%
Subvention Département	60 000,00	10,94%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	89 400,00	16,30%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	286 792,00	52,28%
Prêt CDC foncier	78 641,00	14,34%
Autres	35 767,54	6,52%
Sous-total Prêts	401 200,54	73,14%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	57 949,38	10,56%
Sous-total Fonds Propres	57 949,38	10,56%
Total du Financement (I + II + III)	548 549,92	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	0,00	0,00%
1%.	50 000,00	4,42%
Sous-total Subventions	50 000,00	4,42%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	675 843,00	59,70%
Prêt CDC foncier	185 323,00	16,37%
Autres	84 290,46	7,45%
Sous-total Prêts	945 456,46	83,52%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	136 564,62	12,06%
Sous-total Fonds Propres	136 564,62	12,06%
Total du Financement (I + II + III)	1 132 021,08	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	60 000,00	3,57%
1%.	50 000,00	2,98%
Subvention Etat	29 400,00	1,75%
Sous-total Subventions	139 400,00	8,29%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	962 635,00	57,28%
Prêt CDC foncier	263 964,00	15,71%
Autres	120 058,00	7,14%

Sous-total Prêts	1 346 657,00	80,13%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	194 514,00	11,57%
Sous-total Fonds Propres	194 514,00	11,57%
Total du Financement (I + II + III)	1 680 571,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 680 571,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 886 982,83 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	411,23 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	7	411,23 m²
Assiette *	€	622 733,94 €
Taux de subvention	%	0,00 %
SUBVENTION	€	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	174,50 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	174,50 m²
Assiette *	€	264 248,89 €
Taux de subvention	%	11,13 %
SUBVENTION	€	29 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile	585,73 m²
Assiette : 886 982,83 €	SUBVENTION	29 400,00 €
	Taux moyen de subvention	3,31 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION	29 400,00 €
------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	293 891,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 068 825,00 €
Prestations intellectuelles et frais	170 768,00 €
Prix de revient H.T.	1 533 484,00 €
Montant de la TVA	147 087,00 €
Prix de revient TTC	1 680 571,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 869,19 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 6 4 4 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550044

N° SIREN du maître d'ouvrage
782855696

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe
BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500049

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13069 Pélissanne

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :
le Mazet
30 allées Craponne
13330 Pélissanne

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III;

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017;

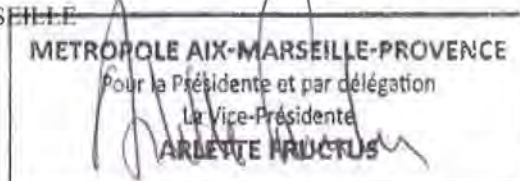
Vu la délibération DEVT-002-5007/19 CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 3 logements PLUS
 - 2 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 19 600,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 21 OCT. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	19 600,00	7,69%
Subvention Département	40 068,13	15,73%
Subvention EPCI	16 000,00	6,28%
Sous-total Subventions	75 668,13	29,70%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	69 209,00	27,17%
Prêt CDC foncier	50 908,00	19,98%
Prêts Autres	22 000,00	8,64%
Sous-total Prêts	142 117,00	55,79%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	36 951,41	14,51%
Sous-total Fonds Propres	36 951,41	14,51%
Total du Financement (I + II + III)	254 736,54	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	71 025,87	19,60%
Subvention EPCI	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	71 025,87	19,60%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	122 683,00	33,85%
Prêt CDC foncier	90 240,00	24,90%
Prêts Autres	13 000,00	3,59%
Sous-total Prêts	225 923,00	62,33%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	65 501,11	18,07%
Sous-total Fonds Propres	65 501,11	18,07%
Total du Financement (I + II + III)	362 449,98	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	111 094,00	18,00%
Subvention Etat	19 600,00	3,18%
Subvention EPCI	16 000,00	2,59%
Sous-total Subventions	146 694,00	23,77%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	191 892,00	31,09%
Prêt CDC foncier	141 148,00	22,87%
Prêts Autres	35 000,00	5,67%

Sous-total Prêts	368 040,00	59,63%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	102 452,52	16,60%
Sous-total Fonds Propres	102 452,52	16,60%
Total du Financement (I + II + III)	617 186,52	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	617 186,52	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 412 141,03 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	178,22 m²
Logements « Individuel »	0	

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	3	178,22 m²
Assiette *	=	263 494,67 €
Taux de subvention	±	0,00 %
SUBVENTION	±	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	100,54 m²
Logements « Individuel »	0	

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	100,54 m²
Assiette *	=	148 646,36 €
Taux de subvention	=	13,19 %
SUBVENTION	=	19 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	278,76 m²
Assiette : 412 141,03 €	SUBVENTION :	19 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,76 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	19 600,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	168 323,60 €
Coût du bâtiment ou des travaux	336 647,19 €
Prestations intellectuelles et frais	56 107,87 €
Prix de revient H.T.	561 078,66 €
Montant de la TVA	56 107,86 €
Prix de revient TTC	617 186,52 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 214,04 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 6 4 5 / 0 -

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550043

N° SIREN du maître d'ouvrage

782855696

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500050

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13069 Pélissanne

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération :

le Mazet_PLS

30 allées Craponne

13330 Pélissanne

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLS

au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

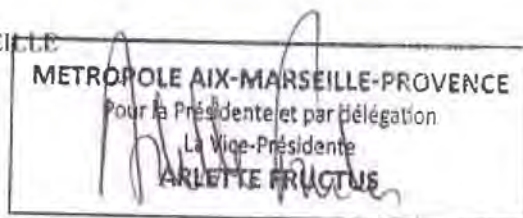
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 21 OCT. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,90	0,00%	
Subvention Département	27 068,00	18,00%	
Sous-total Subventions	27 068,00	18,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	45 728,00	30,41%	1,86%
CDC foncier PLS	36 969,00	24,58%	1,86%
Prêts Autres	7 000,00	4,65%	
Sous-total Prêts	89 697,00	59,65%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	33 612,77	22,35%	
Sous-total Fonds Propres	33 612,77	22,35%	
Total du Financement (I + II + III)	150 377,77	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	150 377,77		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	67,50 m²
Logements « Individuel »	0	

Totaux pour le financement des logements « PLS »	1	67,50 m²
--	---	----------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	67,50 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	41 012,12 €
Coût du bâtiment ou des travaux	82 024,23 €
Prestations intellectuelles et frais	13 670,71 €
Prix de revient H.T.	136 707,06 €
Montant de la TVA	13 670,71 €
Prix de revient TTC	150 377,77 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 227,82 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

21 10 34
21 10 34
21 10 34

19 / 6 4 6 / 0 -

2019
2010
2019
PREF 13

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550011

N° SIREN du maître d'ouvrage
775690944

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis
118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500053

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : MARINABAY- PLS
10 Chemin des Arbouses
13600 La Ciotat

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

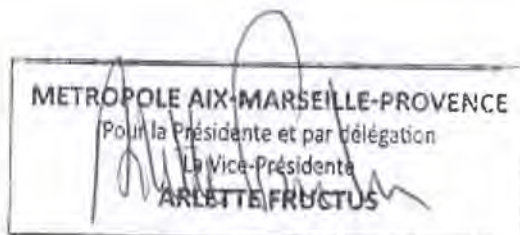
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 4 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE (n° SIREN : 775690944).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257,278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 21 OCT. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	189 427,00	52,03%	1,86%
1%.	80 000,00	21,97%	
Sous-total Prêts	269 427,00	74,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	94 664,00	26,00%	
Sous-total Fonds Propres	94 664,00	26,00%	
Total du Financement (I + II + III)	364 091,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	364 091,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

4

Surface utile

171,32 m²

Totaux pour le financement des logements « PLS »

4

171,32 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Surface utile :

171,32 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	116 104,45 €
Coût du bâtiment ou des travaux	207 531,55 €
Prestations intellectuelles et frais	8 091,00 €
Prix de revient H.T.	331 727,00 €
Montant de la TVA	32 364,00 €
Prix de revient TTC	364 091,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 125,21 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 2019
01.01.20
01.10.20

RECUEIL
23-10-19
13000

DECISION DE CONFIRMATION D'AGREMENT
POUR L'OBTENTION D'UN PRET LOCATION-ACCESSION

Numéro d'opération :
2016130550011_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
690802053

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM

2 r du docteur sanieres

31000 Toulouse

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20181305500007

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Exercice
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
AV JULES FERY
LE MONTEGO BAY
AVENUE JULES FERY
13600 LA CIOTAT

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article R.331-76-5-1,

Vu le Code Général des Impôts et notamment ses articles 257 et 278 sexies,

Vu la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière,

Vu la décision de réservation d'agrément obtenue par le bénéficiaire en date du 20/12/2016,

Vu les documents mentionnés au II de l'article R.331-76-5-1 du code de la construction et de l'habitation et communiqués au représentant de l'Etat,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 6 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale de des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOY/003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 novembre 2015,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte confirmation d'agrément pour l'opération précitée concernant la réalisation de 3 logements en location-accession dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) au bénéficiaire désigné : S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM (n° SIREN : 690802053).

La liste des logements concernés est annexée à la présente décision.

ARTICLE 2. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 21 OCT. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE CONFIRMATION D'AGREMENT

LISTE DES LOGEMENTS CONFIRMES

Opération : 2016-13055-0011 AV JULES FERY

Localisation : La Ciotat

Date	Lot	Type	Type de construction	Surface utile	Identifiant
26/07/2019	A 0	Type 2	Collectif	50,41 m ²	2016 - 0011 - A 0
26/07/2019	F 1	Type 2	Collectif	60,19 m ²	2016 - 0011 - F 1
26/07/2019	H 0	Type 2	Collectif	56,21 m ²	2016 - 0011 - H 0

MARSEILLE
23-10-19
19-10-19

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2010130550016_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
054803770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500048

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13204 Marseille - 4e arrondissement

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS / PLA1 66 BOULEVARD BANON
66, boulevard Banon
13004 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

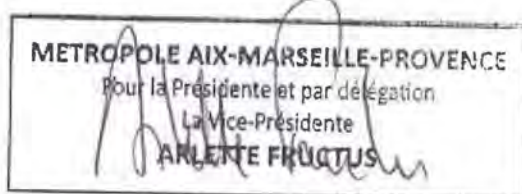
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	27/10/2010	20101305500058
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE		
SEM / ERL		
Code bénéficiaire : 054803770		
Adresse :		
4 r capitaine dessemond		
Ville :	13007 Marseille	
Exercice :	2010	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 28)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	3 197 158,63 €	2 787 099,80 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 146 400,00 €	(B) 146 400,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 105 408,00 €
Solde à verser		(B-C) 40 992,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 21 OCT. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	98 400,00	2,69%
Surcharge foncière	85 588,22	2,34%
I%.	280 000,00	7,66%
GDF	68 436,00	1,87%
Subvention EPCI	96 000,00	2,63%
Sous-total Subventions	628 424,22	17,20%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 347 599,00	64,24%
Prêt CDC foncier	424 441,00	11,61%
Sous-total Prêts	2 772 040,00	75,86%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	253 822,77	6,95%
Sous-total Fonds Propres	253 822,77	6,95%
Total du Financement (I + II + III)	3 654 286,99	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	48 000,00	8,66%
Surcharge foncière	14 511,78	2,62%
I%.	0,00	0,00%
GDF	0,00	0,00%
Subvention EPCI	16 000,00	2,89%
Sous-total Subventions	78 511,78	14,16%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	367 817,00	66,33%
Prêt CDC foncier	65 861,00	11,88%
Sous-total Prêts	433 678,00	78,21%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	42 304,00	7,63%
Sous-total Fonds Propres	42 304,00	7,63%
Total du Financement (I + II + III)	554 493,78	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
GDF	68 436,00	1,63%
I%.	280 000,00	6,65%
Subvention Etat	146 400,00	3,48%
Subvention EPCI	112 000,00	2,66%
Surcharge foncière	100 100,00	2,38%
Sous-total Subventions	706 936,00	16,80%

II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 715 416,00	64,52%
Prêt CDC foncier	490 302,00	11,65%
Sous-total Prêts	3 205 718,00	76,17%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	296 126,77	7,04%
Sous-total Fonds Propres	296 126,77	7,04%
Total de financement (I + II + III)	4 208 780,77	100,00%
Coût de l'opération/ dépassement	4 208 780,77	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 787 099,80 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	24	1 486,91 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	24	1 486,91 m²
Assiette *	:	2 385 420,14 €
Taux de subvention	:	4,13 %
SUBVENTION	:	98 400,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	250,38 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	250,38 m²
Assiette *	:	401 679,66 €
Taux de subvention	:	11,95 %
SUBVENTION	:	48 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 28	Surface utile :	1 737,29 m²
Assiette : 2 787 099,80 €	SUBVENTION :	146 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	5,25 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	1 737,29 m²
Assiette de subvention	:	460 151,95 €
Taux de subvention	:	21,75 %
Montant de subvention	:	100 100,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	246 500,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	687 839,65 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 856 061,12 €
Prestations intellectuelles et frais	456 815,47 €
Prix de Revient H.T.	4 000 716,24 €
Montant de la TVA	208 064,53 €
Prix de revient TTC	4 208 780,77 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 422,61 €/m ²

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	100 100,00	21,75%
Sous-total Subventions	100 100,00	21,75%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	360 051,95	78,25%
Sous-total Prêts	360 051,95	78,25%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	460 151,95	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	460 151,95	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	260 593,50 €
Surface utile totale	1 737,29 m²
Dont SU Collectif	1 737,29
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	687 839,65 €
Assiette de subvention (dépassement)	460 151,95 €
Taux de la subvention	21,75 %

19 / 6 4 9 / D



DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :

2010130550016_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

054803770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500047

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13204 Marseille - 4e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération :

PLUS / PLAI 66 BOULEVARD BANON

66, boulevard Banon

13004 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches-du-Rhône
Date : 27/10/2010
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)
SIE GESTION IMMO DE MARSEILLE
SEM / EPL
Code bénéficiaire : 054803770
Adresse : 4 r capitaine dessemond

N° de décision
20101305500059

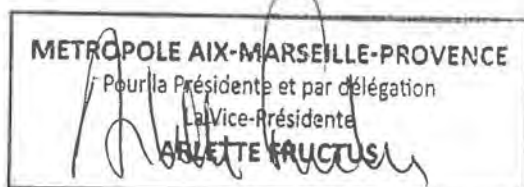
Ville : 13007 Marseille
Exercice : 2010

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 28)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	357 624,50 €	460 151,95 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	100 100,00	100 100,00
Montant des acomptes versés		(C) 80 080,00 €
Solde à verser		(B-C) 20 020,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 21 OCT. 2019



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	100 100,00	21,75%
Sous-total Subventions	100 100,00	21,75%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	360 051,95	78,25%
Sous-total Prêts	360 051,95	78,25%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	460 151,95	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	460 151,95	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	260 593,50 €
Surface utile totale	1 737,29 m²
Dont SU Collectif	1 737,29
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	687 839,65 €
TVA de la charge foncière	32 905,80 €
Charge foncière TTC	720 745,45 €
Assiette de subvention (dépassement)	460 151,95 €
Taux de la subvention	21,75 %

19 / 6 5 0 / D 4

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2011130550042_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
054803770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

Mr capitaine dessemont

13007 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500046

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13204 Marseille - 4e arrondissement

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - BANON 15 PLUS
68 boulevard Banon
13004 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône
Date : 14/12/2011
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE
SEM / EPL
Code bénéficiaire : 054803770
Adresse : 4 r capitaine dessemond

N° de décision
20111305500129

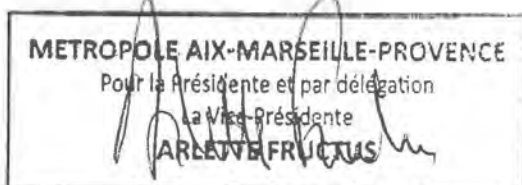
Ville : 13007 Marseille
Exercice : 2011

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 15)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	1 775 116,49 €	1 581 772,14 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 30 000,00 €	(B) 30 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 21 750,00 €
Solde à verser		(B-C) 8 250,00 €

Fait à MARSEILLE

le 21 OCT. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	30 000,00	1,30%
Surcharge foncière	30 000,00	1,30%
Subvention EPCI	60 000,00	2,59%
Sous-total Subventions	120 000,00	5,18%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 485 776,00	64,15%
Prêt CDC foncier	303 362,00	13,10%
1%	210 000,00	9,07%
Sous-total Prêts	1 999 138,00	86,32%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	196 790,41	8,50%
Sous-total Fonds Propres	196 790,41	8,50%
Total du Financement (I + II + III)	2 315 928,41	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 315 928,41	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 581 772,14 €

Aide : **PLUS**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

15

987,85 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

15

987,85 m²

Assiette * : 1 581 772,14 €

Taux de subvention : 1,90 %

SUBVENTION : 30 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15

Surface utile : 987,85 m²

Assiette : 1 581 772,14 €

SUBVENTION : **30 000,00 €**

Taux moyen de subvention : 1,90 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale : 987,85 m²

Assiette de subvention : 242 496,04 €

Taux de subvention : 12,37 %

Montant de subvention : **30 000,00 €**

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

60 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	371 034,47 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 578 340,74 €
Prestations intellectuelles et frais	253 110,83 €
Prix de Revient H.T.	2 202 486,04 €
Montant de la TVA	113 442,37 €
Prix de revient TTC	2 315 928,41 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 344,41 €/m ²
Type d'opération :	Hors opération spécifique

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	30 000,00	12,37%
Sous-total Subventions	30 000,00	12,37%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	212 496,04	87,63%
Sous-total Prêts	212 496,04	87,63%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	242 496,04	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	242 496,04	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	148 177,50 €
Surface utile totale	987,85 m²
Dont SU Collectif	987,85
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	371 034,47 €
Assiette de subvention (dépassement)	242 496,04 €
Taux de la subvention	12,37 %

19 / 6 5 1 / D 7

2019
23-10-19
PARF 13

DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :

2011130550042_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

054803770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500045

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13204 Marseille - 4e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération : PLUS - BANON 15 PLUS

68 boulevard Banon

13004 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône
Date : 14/12/2011
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE
SEM / EPL
Code bénéficiaire : 054803770
Adresse :

N° de décision
20111305500130

4 r capitaine dessemond

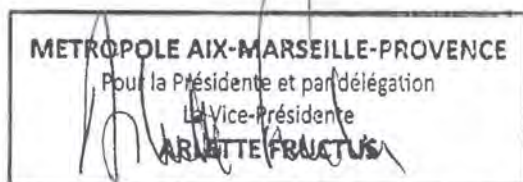
Ville : 13007 Marseille
Exercice : 2011

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 15)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	225 138,00 €	242 496,04 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	30 000,00	30 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 24 000,00 €
Solde à verser		(B-C) 6 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 21 OCT. 2019



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	30 000,00	12,37%
Sous-total Subventions	30 000,00	12,37%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	212 496,04	87,63%
Sous-total Prêts	212 496,04	87,63%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	242 496,04	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	242 496,04	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	148 177,50 €
Surface utile totale	987,85 m²
Dont SU Collectif	987,85
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	371 034,47 €
TVA de la charge foncière	19 639,07 €
Charge foncière TTC	390 673,54 €
Assiette de subvention (dépassement)	242 496,04 €
Taux de la subvention	12,37 %

DECISION DE FINANCEMENT
 CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
 2010130550015_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
 054803770

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
 STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

Mr capitaine dessemond

13007 Marseille

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20191305500044

Nature de l'opération
 Neuf

Commune (Insee)
 13204 Marseille - 4e arrondissement

Exercice
 2019

Nature des logements

Résidence sociale

Type de bénéficiaire

Publics issus de FJT

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS PLAI - Résidence Sociale FJT BANON
 Bld Maréchal Juin
 13004 Marseille 4e

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	03/12/2010	20101305500083
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE		
SEM A EPI		
Code bénéficiaire : 054803770		
Adresse :		
r capitaine dessemond		

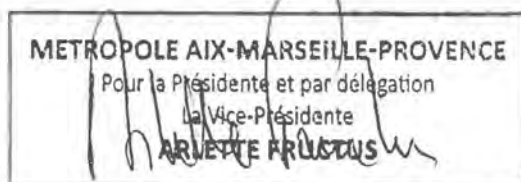
Ville :	13007 Marseille
Exercice :	2010

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 82)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	6 467 537,49 €	6 214 728,16 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 841 800,00 €	(B) 841 800,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 597 678,00 €
Solde à verser		(B-C) 244 122,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 21 OCT. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	73 800,00	8,04%
Surcharge foncière	62 202,99	6,78%
Subvention EPCI	72 006,00	7,85%
Sous-total Subventions	208 002,99	22,67%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	365 460,00	39,84%
Prêt CDC foncier	167 917,00	18,30%
Autres	176 000,00	19,19%
Sous-total Prêts	709 377,00	77,33%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	917 379,99	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	768 000,00	14,92%
Surcharge foncière	212 509,01	4,13%
Subvention EPCI	256 000,00	4,97%
Sous-total Subventions	1 236 509,01	24,02%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 798 880,00	54,37%
Prêt CDC foncier	487 732,00	9,47%
Autres	624 000,00	12,12%
Sous-total Prêts	3 910 612,00	75,96%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	886,21	0,02%
Sous-total Fonds Propres	886,21	0,02%
Total du Financement (I + II + III)	5 148 007,22	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	841 800,00	13,88%
Subvention EPCI	328 000,00	5,41%
Surcharge foncière	274 712,00	4,53%
Sous-total Subventions	1 444 512,00	23,82%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 164 340,00	52,17%
Prêt CDC foncier	655 649,00	10,81%
Autres	800 000,00	13,19%

Sous-total Prêts	4 619 989,00	76,17%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	886,21	0,01%
Sous-total Fonds Propres	886,21	0,01%
Total du Financement (I + II + III)	6 065 387,21	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	6 065 387,21	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPÉRATION

I - Assiette de la subvention : 6 214 728,16 €

Aide : PLUS

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

Nombre de logements

18

Surface utile

479,58 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

18

479,58 m²

Assiette *

1 335 857,92 €

Taux de subvention

5,52 %

SUBVENTION

73 800,00 €

Aide : PLA-I

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

Nombre de logements

64

Surface utile

1 751,54 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

64

1 751,54 m²

Assiette *

4 878 870,24 €

Taux de subvention

15,74 %

SUBVENTION

768 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 82

Surface utile :

2 231,12 m²

Assiette : 6 214 728,16 €

SUBVENTION :

841 800,00 €

Taux moyen de subvention :

13,55 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale

2 231,12 m²

Assiette de subvention

564 156,29 €

Taux de subvention

48,69 %

Montant de subvention

274 712,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

1 116 512,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT

970 670,79 €

Coût du bâtiment ou des travaux

4 142 755,42 €

Prestations intellectuelles et frais

651 904,43 €

Décision No : 20191305500044

Page : 4/6

Prix de Revient H.T.	5 765 330,64 €
Montant de la TVA	300 056,57 €
Prix de revient TTC	6 065 387,21 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 718,54 €/m ²

Type d'opération : Hors opération spécifique



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	274 712,00	48,69%
Sous-total Subventions	274 712,00	48,69%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	289 444,29	51,31%
Sous-total Prêts	289 444,29	51,31%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	564 156,29	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	564 156,29	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	452 784,00 €
Surface utile totale	2 231,12 m²
Dont SU Collectif	2 231,12
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	970 670,79 €
Assiette de subvention (dépassement)	564 156,29 €
Taux de la subvention	48,69 %

19 / 6 5 3 / D.

PROVENCE
27-10-19
1967-13

DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2010130550015_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
054803770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500043

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13204 Marseille - 4e arrondissement

Nature des logements

Résidence sociale

Type de bénéficiaire

Publics issus de FJT

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération : PLUS PLAI - Résidence Sociale FJT BANON
Bld Maréchal Juin
13004 Marseille 4e

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

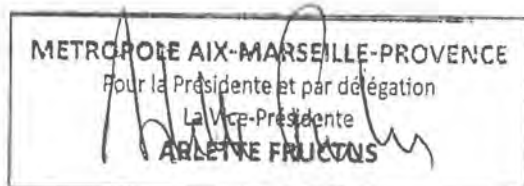
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	03/12/2010	20101305500084
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE		
SEM / EPL		
Code bénéficiaire : 054803770		
Adresse :		
4 r capitaine dessemond		
Ville :	13007 Marseille	
Exercice :	2010	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 82)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	458 083,00 €	564 156,29 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	274 712,00	274 712,00
Montant des acomptes versés		(C) 219 769,60 €
Solde à verser		(B-C) 54 942,40 €

Fait à MARSEILLE

le : 21 OCT. 2019



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	274 712,00	48,69%
Sous-total Subventions	274 712,00	48,69%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	289 444,29	51,31%
Sous-total Prêts	289 444,29	51,31%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	564 156,29	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	564 156,29	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	452 784,00 €
Surface utile totale	2 231,12 m²
Dont SU Collectif	2 231,12
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	970 670,79 €
TVA de la charge foncière	46 269,50 €
Charge foncière TTC	1 016 940,29 €
Assiette de subvention (dépassement)	564 156,29 €
Taux de la subvention	48,69 %

19 / 6 5 4 / D _

2019
2010-19
PRÉF 12

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2013130550080_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

060804770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500035

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13002 Allauch

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération : 10 PLUS/Pavillon Verde/ Allauch/ Logirem
205 Chemin Esprit Julien
13190 Allauch

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

..... Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	23/12/2013	20131305500254
..... Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. LOGIREM		
SA HLM/ESH		
..... Code bénéficiaire: 060804770		
Adresse :		

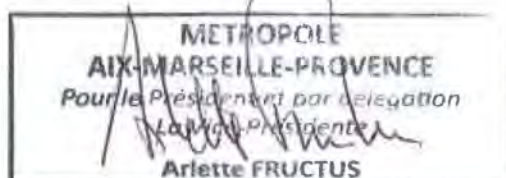
111 bd national
BP 204
Ville : 13003 Marseille
Exercice : 2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 10)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	1 131 505,83 €	1 136 737,42 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 7 000,00 €	(B) 7 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 3 150,00 €
Solde à verser		(B-C) 3 850,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 21 OCT. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	7 000,00	0,49%
Surcharge foncière	17 000,00	1,19%
Subvention PEEC	17 000,00	1,19%
Ville de Marseille	100 000,00	6,99%
l%.	25 000,00	1,75%
Subvention EPCI	30 000,00	2,10%
Sous-total Subventions	196 000,00	13,71%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	990 545,00	69,28%
Prêt CDC logement	40 618,00	2,84%
l%.	35 000,00	2,45%
Sous-total Prêts	1 066 163,00	74,57%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	167 523,20	11,72%
Sous-total Fonds Propres	167 523,20	11,72%
Total du Financement (I + II + III)	1 429 686,20	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 429 686,20	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 136 737,42 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	643,06 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	643,06 m²
Assiette *	:	1 136 737,42 €
Taux de subvention	:	0,62 %
SUBVENTION	:	7 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	643,06 m²
Assiette : 1 136 737,42 €	SUBVENTION :	7 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,62 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	643,06 m²
Assiette de subvention	:	114 280,00 €
Taux de subvention	:	14,88 %

Montant de subvention

17 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION

24 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	201 236,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 117 307,00 €
Prestations intellectuelles et frais	38 623,00 €
Prix de Revient H.T.	1 357 166,00 €
Montant de la TVA	72 520,20 €
Prix de revient TTC	1 429 686,20 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 223,25 €/m ²

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	17 000,00	14,88%
Subvention PEEC	17 000,00	14,88%
Sous-total Subventions	34 000,00	29,75%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	80 280,00	70,25%
Sous-total Prêts	80 280,00	70,25%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	114 280,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	114 280,00	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	96 459,00 €
Surface utile totale	643,06 m²
Dont SU Collectif	643,06
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	201 236,00 €
Assiette de subvention (dépassement)	114 280,00 €
Taux de la subvention	14,88 %

DECISION DE CLOTURE
 POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
 2013130550080_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
 060804770

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national

BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500034

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13002 Allauch

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération : 10 PLUS/Pavillon Verde/ Allauch/ Logirem
 205 Chemin Esprit Julien
 13190 Allauch

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

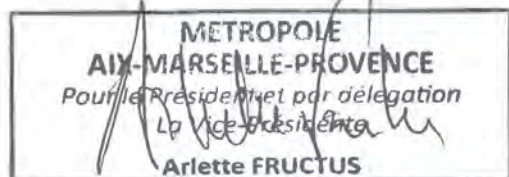
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	23/12/2013	20131305500256
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. LOGIREM		
SA HLM/ ESH		
Code bénéficiaire : 060804770		
Adresse :		
111 bd national		
BP 204		
Ville :	13003 Marseille	
Exercice :	2013	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 10)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	86 404,00 €	114 280,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	17 000,00	17 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 13 600,00 €
Solde à verser		(B-C) 3 400,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 21 OCT. 2019



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	17 000,00	14,88%
Subvention PEEC	17 000,00	14,88%
Sous-total Subventions	34 000,00	29,75%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	80 280,00	70,25%
Sous-total Prêts	80 280,00	70,25%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	114 280,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	114 280,00	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	96 459,00 €
Surface utile totale	643,06 m²
Dont SU Collectif	643,06
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	201 236,00 €
TVA de la charge foncière	9 503,00 €
Charge foncière TTC	210 739,00 €
Assiette de subvention (dépassement)	114 280,00 €
Taux de la subvention	14,88 %

19 / 6 5 6 / D -

2019
23-10-19
13210

DECISION DE CLOTURE
POUR L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS

Numéro d'opération :
2014130550005_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
788058030

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
ADOMA

33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500001

Nature de l'opération
Réhabilitation Palulos

Commune (Insee)
13210 Marseille - 10e arrondissement

Exercice
2019

Nature des logements

Résidence sociale

Type de bénéficiaire

Publics issus de FTM

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PALULOS Résidence sociale BARNIERE 10ème MARSEILLE
17,19 boulevard de la Barnière
13010 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône
Date : 23/07/2014
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)
ADOMA
SEM / EPL
Code bénéficiaire : 788058030
Adresse :

N° de décision
20141305500013

33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE

Ville : 75013 Paris
Exercice : 2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 204)

Assiette de subvention	Initiale	Recalculée
	8 130 625,00 €	7 040 173,34 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	813 000,00 €	(B) 704 017,33 €
Montant des acomptes versés		(C) 461 784,00 €
Solde à verser		(B-C) 242 233,33 €

Fait à MARSEILLE

le : 21 OCT. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION (4171)

A - DESCRIPTIF DES TRAVAUX PREVUS PAR LA PRESENTE DECISION

Nomenclature des travaux	Nombre de logements concernés	Montant H.T. et hors honoraires des Travaux réalisés
10 - Gros oeuvre - maçonnerie	204	1 448 374,94 €
20 - Toitures		210 877,67 €
30 - Isolation thermique	204	
40 - Revêtements extérieurs hors isolation	204	490 296,42 €
50 - Menuiseries intérieures et extérieures	204	832 760,99 €
60 - Plomberie - sanitaire		575 105,52 €
70 - Chauffage - ventilation	204	576 466,28 €
80 - Installation électrique	204	710 233,09 €
90 - Revêtements intérieurs - peinture	204	801 062,27 €
100 - Ascenseurs	204	89 647,89 €
110 - Désamiantage	204	461 867,32 €
120 - Espaces extérieurs	204	75 454,08 €
130 - Autres	204	102 187,91 €
dont : <div> Chauffe-eau solaire Economie d'énergie Travaux d'accessibilité </div>		
Honoraires		665 838,96 €
TOTAL HT		7 040 173,34 €

Subventionnement à l'opération			
Type d'opération : Réhab. logement foyer			
Travaux subventionnés	Montant	Taux	Montant de la subvention
Montant Total subventionné TTC	7 040 173,34 €	10,00 %	704 017,33 €

B - INFORMATIONS FINANCIERES

Aide : PALULOS

Financements	Montants	Quotités	Taux	Durée
I - Partie Subventions				
Subvention Etat	704 017,33	10,00%		
Conseil Régional	415 324,68	5,90%		
Subvention Autres	344 783,11	4,90%		
Sous-total Subventions	1 464 125,12	20,80%		
II - Partie Prêts				
Prêts PEEC	2 830 000,00	40,20%	0,25%	30,00
Prêts Autres	2 072 903,32	29,44%	0,00%	30,00
Sous-total Prêts	4 902 903,32	69,64%		
III - Partie Fonds Propres				
Fonds propres	673 144,90	9,56%		
Sous-total Fonds Propres	673 144,90	9,56%		
Total du Financement (I + II + III)	7 040 173,34	100,00%		
Coût de l'opération / dépassement	7 040 173,34			

Les quotités sont exprimées par rapport au montant total des travaux réalisés

MONTANT TOTAL DES TRAVAUX REALISES : 7 040 173,34 € TTC (dont TVA à taux réduit)

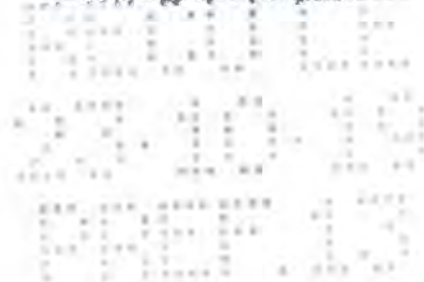
Soit: 25 324,36 €/Logement

MONTANT TOTAL DES TRAVAUX SUBVENTIONNES : 7 040 173,34 € (dont TVA à taux réduit)

Soit: 25 324,36 €/Logement

C - TYPE D'OPERATION

Réhab. logement foyer



DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2009130550077_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

552046484

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500036

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération : PLUS / PLAI ILOT AMIDONNERIE

Rue de l'Amidonnerie

Quartier Saint Mauront

13003 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

22/12/2009

N° de décision

20091305500109

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.

SA HLM/ESH

Code bénéficiaire : 552046484

Adresse :

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

Ville :

75013 Paris

Exercice :

2009

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 38)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

4 706 121,50 €

4 743 383,52 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 231 250,00 €

(B) 231 250,00 €

Montant des acomptes versés

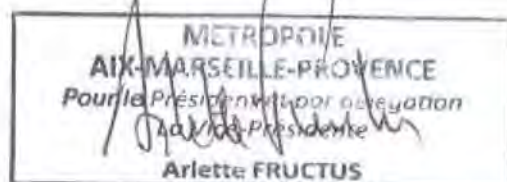
(C) 182 687,50 €

Solde à verser

(B-C) 48 562,50 €

Fait à MARSEILLE

le : 21 OCT. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	101 250,00	3,09%
Conseil Régional	150 000,00	4,58%
Ville de Marseille	148 819,41	4,54%
Subvention EPCI	25 000,00	0,76%
1%.	125 000,00	3,81%
Sous-total Subventions	550 069,41	16,79%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	433 520,00	13,23%
Prêt CDC logement	1 801 220,00	54,97%
Sous-total Prêts	2 234 740,00	68,19%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	492 219,35	15,02%
Sous-total Fonds Propres	492 219,35	15,02%
Total du Financement (I + II + III)	3 277 028,76	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	130 000,00	5,92%
Conseil Régional	78 000,00	3,55%
Ville de Marseille	78 000,00	3,55%
Subvention EPCI	13 000,00	0,59%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	299 000,00	13,61%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	238 598,00	10,86%
Prêt CDC logement	1 403 542,00	63,88%
Sous-total Prêts	1 642 140,00	74,74%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	255 954,07	11,65%
Sous-total Fonds Propres	255 954,07	11,65%
Total du Financement (I + II + III)	2 197 094,07	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Régional	228 000,00	4,17%
Ville de Marseille	226 819,41	4,14%
1%.	125 000,00	2,28%
Subvention Etat	231 250,00	4,22%
Subvention EPCI	38 000,00	0,69%
Sous-total Subventions	849 069,41	15,51%

II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 204 762,00	58,54%
Prêt CDC foncier	672 118,00	12,28%
Sous-total Prêts	3 876 880,00	70,82%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	748 173,42	13,67%
Sous-total Fonds Propres	748 173,42	13,67%
Total du Financement (I + II + III)	5 474 122,83	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	5 474 122,83	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 743 383,52 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	25	1 699,84 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	25	1 699,84 m²
Assiette *	:	3 045 327,97 €
Taux de subvention	:	3,32 %
SUBVENTION	:	101 250,00 €
Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	13	947,82 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	13	947,82 m²
Assiette *	:	1 698 055,55 €
Taux de subvention	:	7,66 %
SUBVENTION	:	130 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 38	Surface utile :	2 647,66 m²
Assiette : 4 743 383,52 €	SUBVENTION :	231 250,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,88 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	231 250,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	705 287,89 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 128 262,46 €
Prestations intellectuelles et frais	413 518,04 €
Prix de Revient H.T.	5 247 068,39 €
Montant de la TVA	227 054,44 €
Prix de revient TTC	5 474 122,83 €

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 067,53 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

RECUE
23-10-19
PRÉF 13

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2016130550070_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

339804858

Famille d'organisme

Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

69 che de vassieux

69300 Caluire-et-Cuire

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500052

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13205 Marseille - 5e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération :

10 rue François Arago

10 rue François Arago

13005 13005 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	20/12/2016	20161305500139
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		
entreprises commerciales		
Code bénéficiaire : 329804858		
Adresse :		
69 che de vassieux		
Ville :	69300 Caluire-et-Cuire	
Exercice :	2016	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	68 735,07 €	69 739,75 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 14 120,00 €	(B) 14 120,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 11 296,00 €
Solde à verser		(B-C) 2 824,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 2 1 OCT. 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation
la Vice-Présidente
ARLETTE FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	14 120,00	13,83%
Conseil Régional	14 000,00	13,71%
Subvention EPCI	3 000,00	2,94%
Ville de Marseille	3 000,00	2,94%
Sous-total Subventions	34 120,00	33,41%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	23 500,00	23,01%
Sous-total Prêts	23 500,00	23,01%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	44 493,60	43,57%
Sous-total Fonds Propres	44 493,60	43,57%
Total du Financement (I + II + III)	102 113,60	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	102 113,60	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 69 739,75 €

Aide : **PLA-I**

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

Surface utile

36,92 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

Assiette *	:	69 739,75 €
Taux de subvention	:	20,25 %
SUBVENTION	:	14 120,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : I	Surface utile :	36,92 m²
Assiette : 69 739,75 €	SUBVENTION :	14 120,00 €
	Taux moyen de subvention :	20,25 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 14 120,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	79 990,77 €
Coût du bâtiment ou des travaux	14 550,00 €
Prestations intellectuelles et frais	6 735,41 €
Prix de Revient H.T.	101 276,18 €

Montant de la TVA	837,42 €
Prix de revient TTC	102 113,60 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 765,81 €/m ²

Type d'opération : Hors opération spécifique

31 10 59
 01 01 02
 01 75 94



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/659/D

**Mission Elu : Monsieur Henri Pons - Vice-Président délégué à l'Urbanisme -
Conseil d'Administration SCOT - 29 octobre 2019 - Paris**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Henri PONS en qualité de 19^{ème} Vice-président délégué aux Stratégie, Aménagement du Territoire, Shéma de Cohérence Territoriale, Schémas d'Urbanisme ;
- L'arrêté n° 18/269/CM1 du 31 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Henri Pons ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux remboursements des frais de missions des membres du Bureau et des Elus métropolitains.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Henri Pons est Vice-Président délégué aux Stratégie, Aménagement du Territoire, Shéma de Cohérence Territoriale, Schémas d'Urbanisme

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Octobre 2019

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Henri Pons se rendra à Paris les 28 et 29 octobre 2019 pour assister au Conseil d'Administration de la Fédération Nationale des SCOT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 octobre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Octobre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/660/D

Convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un terrain appartenant à Habitat Marseille Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la requalification de la rocade du Jarret dans la commune de Marseille ;

La requalification permet de transformer radicalement la rocade en un boulevard urbain au profil à 2 x 2 voies : suppression du terre-plein central, des giratoires percés et du stationnement sur trottoirs qui est reporté sur la chaussée, créant ainsi de larges trottoirs. Les alignements d'arbres existants sont enrichis de nouvelles plantations et une piste cyclable continue est créée sur toute la longueur du nouveau boulevard urbain. Le projet permet ainsi de déployer une stratégie de reconquête des espaces publics, fondée sur le développement de nouveaux usages ;

Depuis le mois de mars 2019, l'opération de requalification de la rocade du Jarret est entrée en phase opérationnelle avec le démarrage des marchés de travaux entre la rue Sainte-Cécile et le boulevard de la Blancarde, Marseille, 4^{ème} et 5^{ème} arrondissements ;

Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019

Dans le but de circuler le long du chantier et/ou de disposer des espaces nécessaires à la réalisation de la clôture du square Saint-Pierre en limite d'emprise, la Métropole s'est rapprochée d'Habitat Marseille Provence, afin de solliciter l'autorisation d'occuper temporairement les surlargeurs de l'emprise de la requalification de la rocade du Jarret, propriété d'Habitat Marseille Provence. Ces surlargeurs sont nécessaires pour la circulation des engins le long du chantier, et également afin de permettre la réalisation de la clôture en limite d'emprise foncière de l'assiette de la requalification de la rocade du Jarret ;

Les conditions d'occupation sont consenties du 18 novembre 2019 jusqu'au 31 janvier 2020 avec possibilité de restitution anticipée. De plus, l'occupation temporaire est consentie à titre gratuit par Habitat Marseille Provence.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux de requalification de la rocade du Jarret, Marseille 4^{ème} et 5^{ème} arrondissements, il est nécessaire de permettre la circulation des engins le long du chantier ;
- Que dans le cadre de la réalisation des travaux de requalification de la rocade du Jarret, Marseille 4^{ème} et 5^{ème} arrondissements, il est nécessaire d'avoir un retrait minimum pour permettre la bonne réalisation de la clôture ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée par Habitat Marseille Provence à occuper temporairement, du 18 novembre 2019 jusqu'au 31 janvier 2020, une emprise de la parcelle cadastrée 819 A 121.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec Habitat Marseille Provence du 18 novembre 2019 jusqu'au 31 janvier 2020.

Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gracieux.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 octobre 2019

Martine VASSAL

<p>CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN TERRAIN APPARTENANT A « HABITAT MARSEILLE PROVENCE AIX- MARSEILLE PROVENCE METROPOLE »</p>

**Requalification de la rocade du Jarret à Marseille
(5^{ème} arrondissement)**

**Réalisation de la clôture du square Saint-Pierre et rénovation des parements de
l'édicule du métro Timone**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

HABITAT MARSEILLE PROVENCE AIX-MARSEILLE PROVENCE METROPOLE,
Etablissement Public local à caractère Industriel et Commercial, Office Public de l'Habitat tel
que défini à l'article L 421-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, dont le siège
social est situé 25 avenue de Frais Vallon 13013 MARSEILLE, immatriculé au Registre du
Commerce et des Sociétés de MARSEILLE sous le n° 390 328 623.

Représenté par son Directeur Général, Monsieur Christian GIL nommé à ladite fonction aux
termes d'une délibération du Conseil d'Administration de l'Office N°2018.021 du 21 juin 2018
régulièrement notifiée à la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Ci-après dénommé « HMP AMPM » ou « le Propriétaire »,

D'une part

ET :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement de coopération intercommunale,
ayant son siège à Marseille (13007) 58 boulevard Charles Livon, identifiée sous le numéro
SIREN 200 054 807 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille.

Représentée par sa Présidente en exercice, ou son représentant, dûment habilitée pour
intervenir en cette qualité au présent, et domiciliée au dit siège.

Ci-après dénommée « la Métropole » ou « l'Occupant »

D'autre part

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le Maître d'Ouvrage de la requalification de la rocade du Jarret dans la commune de MARSEILLE.

La requalification permet de transformer radicalement la rocade en un boulevard urbain au profil à 2 x 2 voies : suppression du terre-plein central, des giratoires percés et du stationnement sur trottoirs qui est reporté sur la chaussée, créant ainsi de larges trottoirs. Les alignements d'arbres existants sont enrichis de nouvelles plantations et une piste cyclable continue est créée sur toute la longueur du nouveau boulevard urbain. Le projet permet ainsi de déployer une stratégie de reconquête des espaces publics, fondée sur le développement de nouveaux usages.

La propriété d'HMP AMPM est impactée par le projet de la rocade du Jarret, notamment pour la réalisation de la clôture du square Saint-Pierre en limite de la propriété du bailleur social (groupe dénommé « SAINT-PIERRE ») et la rénovation des parements de l'édicule de la sortie du Métro Timone.

Afin de permettre leur réalisation, les travaux nécessitent l'intervention des services métropolitains et des entreprises désignées par la Métropole sur des terrains appartenant à HMP AMPM.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille Provence sollicite auprès du propriétaire une Autorisation d'Occupation Temporaire des terrains concernés le temps de la réalisation des travaux.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le Propriétaire autorise par convention la Métropole et les entreprises désignées par cette dernière, qui l'acceptent, d'occuper temporairement les biens dont la désignation suit, afin de procéder à la construction de la clôture du square Saint-Pierre et aux travaux de rénovation des parements de l'édicule de la sortie du Métro Timone, en limite de la propriété d'HMP AMPM, à l'exclusion de toutes autres activités.

L'Occupant s'engage à ne pas modifier la destination du terrain mis à disposition, définie aux termes des présentes.

Il est à noter que la dépose et la repose de trois panneaux de clôture de jardin situés sur la propriété de HMP AMPM à l'arrière du bâtiment E/F/G s'effectueront aux frais exclusifs et sans dédommagement de l'Occupant.

ARTICLE 2 : DESIGNATION

La présente convention concerne la parcelle suivante :

- Parcelle cadastrée 819 A 121, située dans la commune de Marseille - 13005. Elle présente une superficie totale de 8 134 m² et l'Autorisation d'Occupation Temporaire concerne l'emprise d'une superficie approximative de 669 m² telle que délimitée sur le plan ci-joint.

Cette parcelle est connue de l'Occupant qui l'agrée sans réserve, sans recours possible contre le propriétaire.

ARTICLE 3 : DUREE

La présente convention ne sera opposable qu'une fois signée par le Directeur Général d'HMP AMPM et le représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Elle est consentie du 18 novembre 2019 jusqu'au 31 janvier 2020 au plus tard, avec possibilité de restitution anticipée sur proposition expresse de la Métropole Aix-Marseille-Provence par courriel avec accusé de réception ou lettre recommandée avec accusé réception au moins 1 semaine avant.

La zone concernée par la présente Occupation est représentée sur le plan en annexe de la présente convention.

ARTICLE 4: CONDITIONS FINANCIERES

La présente mise à disposition temporaire est consentie à titre gracieux par le Propriétaire.

ARTICLE 5 : CHARGES ET CONDITIONS

CHARGES :

L'Occupant s'engage à occuper les lieux de façon légale.

CONDITIONS :

1. L'Occupant a l'obligation de prendre les parcelles occupées dans l'état où elles se trouvent.
2. L'Occupant fera son affaire de toutes démarches et autorisations à obtenir en vue de l'occupation du terrain telle qu'envisagée dans la présente convention,
3. L'Occupant s'engage à clôturer les emprises occupées, et à les maintenir fermées en dehors des horaires de chantier,
4. L'Occupant s'engage à baliser les clôtures des emprises occupées, comme le prévoit la réglementation liée aux chantiers,
5. L'Occupant fera son affaire personnelle, sans recours contre le propriétaire, de tous dégâts occasionnés aux parcelles mises à disposition ainsi que des troubles de jouissance générées pendant l'occupation,
6. Le Propriétaire ne pourra en aucun cas et à aucun titre être tenu pour responsable des vols, actes délictueux ou criminels dont l'occupant pourrait être victime ni d'accidents pouvant survenir sur les lieux mis à disposition.
7. L'Occupant devra faire son affaire personnelle d'assurer comme il le jugera convenable la garde et la surveillance des matériaux entreposés ou des constructions mobiles que l'occupant pourrait envisager d'aménager,
8. L'Occupant fera son affaire de maintenir une continuité des cheminements piétons nécessaires et de la circulation des véhicules, aux abords des zones concernées,
9. Dans le cadre de l'emprise pour les travaux de l'édicule métro, l'occupant maintiendra une zone de circulation des piétons sécurisée pour l'entrée A du bâtiment adjacent,

10. Pour prémunir HMP AMPM de tout contentieux, l'Occupant fera son affaire de maintenir une continuité des cheminements piétons et de la circulation des véhicules nécessaires aux commerçants,
11. En cas de travaux ou d'intervention d'entreprises de HMP AMPM, quelle qu'en soit la nature et concomitants à ceux de la Métropole, ce sont les travaux de HMP AMPM qui priment. Les entreprises de la Métropole mettront tout en œuvre pour laisser les libres champs à celles de HMP AMPM,
12. Les engins type engins à chenilles supérieurs à 3,5 tonnes sont interdits de circulation,
13. Il est interdit d'entreposer du matériel en-dehors des emprises travaux représentées sur le plan en annexe,
14. Il est interdit de remiser tout engin de chantier en-dehors des emprises travaux représentées sur le plan en annexe,
15. Il est interdit d'occuper les places de stationnement que ce soit à titre privatif ou individuel,
16. L'Occupant prendra toutes les dispositions pour effectuer les travaux durant les jours ouvrés et avant 17H00.
17. Pour chacune des zones de chantier il a été retenu les dates suivantes :
Les travaux concernant la clôture du square partie ouest se dérouleront du 18 au 29 novembre 2019 inclus.
Les travaux concernant la clôture du square partie nord se dérouleront du 2 au 13 décembre inclus.
Les travaux concernant la clôture de la propriété HMP entre le square et le métro se dérouleront du 18 novembre au 13 décembre 2019 inclus.
Les travaux concernant la clôture de la propriété HMP à l'angle Sakakini/Saint-Pierre se dérouleront du 6 au 17 janvier 2020 inclus.
Les travaux concernant l'édicule métro se dérouleront du 6 au 31 janvier 2020 inclus.

ARTICLE 6 : ETAT DES LIEUX D'ENTREE

Un état des lieux contradictoire avec photos sera dressé lors de l'entrée dans les lieux entre les Parties.

L'Occupant prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance tels qu'ils résultent de l'état des lieux, sans pouvoir exiger de travaux de quelque nature que ce soit, ni remise en état de la part d'HMP AMPM.

L'Occupant ne pourra exercer aucun recours contre HMP AMPM pour quelque cause que ce soit et notamment pour mauvais état du sol, ou vices mêmes cachés.

ARTICLE 7 : ETAT DES LIEUX DE SORTIE

A l'expiration de la présente autorisation, le site sera rendu dans l'état où il se trouvait au moment de l'entrée en jouissance. L'Occupant s'engage à faire son affaire personnelle des dommages qui pourraient être causés à la propriété du fait de ses travaux.

Après achèvement des travaux, un constat d'état des lieux contradictoire avec photos sera alors effectué par les parties, valant remise du terrain à Habitat Marseille Provence, et expiration de la convention.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE devra, pendant toute la durée de la convention, être assurée contre les risques dont elle doit répondre en sa qualité d'Occupant notamment l'incendie, les dégâts des eaux, les risques liés à l'occupation et le recours des voisins et des tiers. Elle devra justifier de cette assurance à HMP AMPM ou bien lui préciser si elle pratique l'auto-assurance. Elle sera seule responsable des dégâts de toute nature pouvant survenir du fait, ou à l'occasion, de l'exécution de la présente convention. Elle devra prendre toutes dispositions utiles pour n'apporter aucun trouble de quelque nature que ce soit aux propriétés voisines. En cas de troubles, elle sera seule responsable sans qu'HMP AMPM ne puisse en être inquiétée.

La METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes se trouvant sur le terrain mis à disposition. Elle veillera à ce que l'utilisation des lieux se fasse en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur, notamment en termes de voirie, sécurité, police, salubrité et, de manière générale, conformément à toutes les prescriptions relatives à son activité.

En outre, la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE dégage toute responsabilité du propriétaire pour toutes les conséquences d'accidents éventuels qui pourraient intervenir dans la zone effectivement occupée et qui résulteraient des travaux projetés.

Il est également convenu de manière expresse qu'HMP AMPM ne pourra être tenu pour responsable des vols, dégradations ou tout autre acte délictueux commis par un ou plusieurs tiers ou préposés pouvant survenir sur les terrains mis à disposition.

En conséquence, la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE s'engage à faire son affaire personnelle de tous dommages, accidents, dysfonctionnements et détériorations pouvant être causés aux biens ou aux personnes se trouvant sur le terrain mis à disposition pendant la durée de la présente convention.

Les différents intervenants (maître d'œuvre, constructeurs) à l'opération assumeront leur responsabilité et couvriront les dommages qui résulteraient du chantier conformément aux dispositions de droit commun et contractuelles applicables à cette opération.

ARTICLE 9 : RESILIATION

Le non-respect par l'une des parties des termes de la présente convention entraînera après discussion et désaccord persistant entre les Parties la résiliation d'office de celle-ci, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire pour HMP AMPM.

ARTICLE 10 : ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les Parties.

ARTICLE 11 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litige survenant à l'occasion de la présente convention, tant pour ce qui concerne son interprétation que son exécution, et à défaut d'accord amiable entre les Parties, le Tribunal Administratif compétent est celui de Marseille.

ARTICLE 12 : ELECTION DE DOMICILE

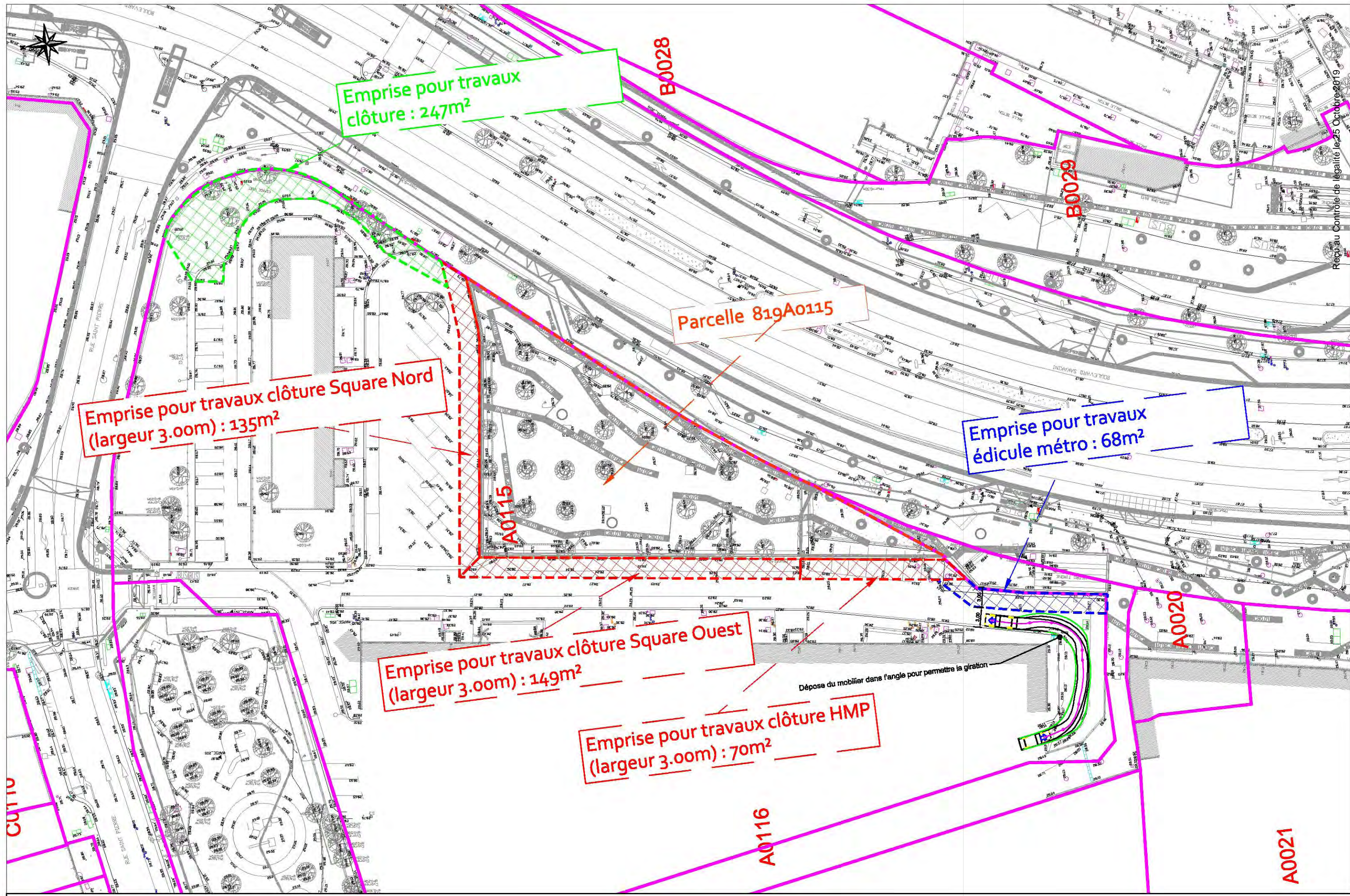
Pour l'exécution des présentes, et notamment la réception de tous actes extrajudiciaires, les parties font élection de domicile à :

- HABITAT MARSEILLE PROVENCE
25 avenue de Frais Vallon
13388 Marseille Cedex 13
- La Métropole Aix-Marseille Provence
TLM 2Bis quai d'Arenc
BP 48014
13567 MARSEILLE Cedex 02

Annexe - Plan de situation de l'emprise mise à disposition

Fait en 2 exemplaires, à Marseille le

<p>Pour HABITAT MARSEILLE PROVENCE Le Directeur Général</p>	<p>Pour la Métropole Aix-Marseille Provence Pour la Présidente et par délégation Le Vice-Président</p>
<p>Monsieur Christian GIL</p>	<p>Monsieur Pascal MONTECOT</p>



Reçu au Contrôle de légalité le 25 Octobre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/661/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AZ numéro 292 et 294p sis 1475 B route départementale 113, appartenant à Monsieur Thomas Schiltz

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles,
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection du Madame Martine Vaasal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières,
- La délibération du 26 juin 2000 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers instituant le droit de préemption sur sa commune,
- La délibération du 23 novembre 2007 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers modifiant le périmètre du droit de préemption,
- La délibération du 24 juin 2010 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers modifiant la délibération du 23 novembre 2007 dans son 3^{ème} visa et 3^{ème} alinéa,
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Fare les Oliviers le 19 septembre 2019 enregistrée sous le n°013 037 19 M 0098 portant aliénation d'un bien immobilier cadastré section AZ numéro 292 et 294p appartenant à Monsieur Thomas Schiltz,

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

- Le courrier de la commune de La Fare les Oliviers du 26 septembre 2019 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de La Fare les Oliviers cadastré section AZ numéro 292 et 294 p, classé en zone 1AUE est grevé d'un emplacement réservé n°18 (aménagement de la RD113) sur la parcelle 294p au Plan Local d'Urbanisme en vigueur, ne présente pas d'intérêt pour la Métropole mais permettrait à la commune de mettre en œuvre ledit aménagement de la RD 113 ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de La Fare les Oliviers.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section AZ numéro 292 et 294 p sis 1475 B route départementale 113 à La Fare les Oliviers, appartenant à Monsieur Thomas Schiltz.

Article 2 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/662/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BA numéro 537p lots n°3-4-6 sis 310 chemin des Guigues n°2, appartenant à Monsieur Thierry Detchique

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection du Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières,
- La délibération du 26 juin 2000 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers instituant le droit de préemption sur sa commune,
- La délibération du 23 novembre 2007 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers modifiant le périmètre du droit de préemption,
- La délibération du 24 juin 2010 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers modifiant la délibération du 23 novembre 2007 dans son 3^{ème} visa et 3^{ème} alinéa,

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Fare les Oliviers le 25 septembre 2019 enregistrée sous le n°013 037 19M0100 portant aliénation d'un bien immobilier cadastré section BA sous le n°537p lots 3-4-6 appartenant à Monsieur Thierry Detchique,
- Le courrier de la commune de La Fare les Oliviers du 26 septembre 2019 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de La Fare les Oliviers cadastré section BA numéro 537p lots 3-4-6 classé en zone UC et grevé d'un emplacement réservé n° 62 (aménagement du carrefour entre le chemin des Guigues, lotissement la Chabence) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur, ne présente pas d'intérêt pour la Métropole mais permettrait à la commune de mettre en œuvre ledit aménagement du carrefour ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de La Fare les Oliviers.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BA numéro 537p lots 3-4-6 sis 310 chemin des Guigues n°2 à La Fare les Oliviers, appartenant à Monsieur Thierry Detchique.

Article 2 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/663/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BA numéro 537p lots 1-2-5 sis 310 chemin des Guigues n°2, appartenant à Monsieur Thierry Detchique

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles,
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection du Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- la délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières,
- La délibération du 26 juin 2000 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers instituant le droit de préemption sur sa commune,
- La délibération du 23 novembre 2007 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers modifiant le périmètre du droit de préemption,
- La délibération du 24 juin 2010 du Conseil Municipal de la commune de La Fare les Oliviers modifiant la délibération du 23 novembre 2007 dans son 3^{ème} visa et 3^{ème} alinéa,
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Fare les Oliviers le 25 septembre 2019 enregistrée sous le n°013 037 19M0101 portant aliénation d'un bien immobilier cadastré section BA sous le n°537p lots n° 1-2-5 appartenant à Monsieur Thierry Detchique,

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

- Le courrier de la commune de La Fare les Oliviers du 26 septembre 2019 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption,
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de La Fare les Oliviers cadastré section BA numéro 537p lots 1-2-5 classé en zone UC et grevé d'un emplacement réservé n° 62 (aménagement du carrefour entre le Chemin des Guigues, lotissement la Chabence) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur, ne présente pas d'intérêt pour la Métropole mais permettrait à la commune de mettre en œuvre ledit aménagement du carrefour,
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de La Fare les Oliviers.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de La Fare les Oliviers pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BA numéro 537p lots 1-2-5 sis 310 chemin des Guigues n°2 à La Fare les Oliviers, appartenant à Monsieur Thierry Detchique.

Article 2 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/664/D

Convention d'occupation temporaire à titre précaire et revocable - lot 203 Hôtel Technoptic - Rue Marc Donadille 13013 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment 3 rue Marc Donadille Hôtel Technoptic 13013 Marseille ;
- Que Madame Laura Domenech, micro entrepreneur a sollicité la Métropole pour la location d'un bureau lot 203, d'une surface de 16 m² ;
- Que la signature d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable est nécessaire ;
- Que la convention prendra effet le 1^{er} novembre 2019 ;
- Qu'il est proposé un loyer de 130 euros/HT/HC/an/m², soit 2080 euros HT et HC par an ;
- Qu'il est proposé une provision de charges 640 euros par an.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Novembre 2019

DECIDE

Article 1 :

De signer une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable pour une durée d'un an à compter du 1^{er} novembre 2019, pour un montant annuel total de 2720 euros décomposé comme suit : Loyer 2080 euros HT et charges : 640 euros.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 novembre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/665/D

Avenants de résiliation et nouveaux baux relatifs à la location de bureaux dans les bâtiments A1 et A2 du Décisium sis rue Mahatma Gandhi à Aix-en-Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence loue des bureaux pour le fonctionnement de ses services sur le territoire du Pays d'Aix situés dans les bâtiments A1 et A2 du Decisium, rue Mahatma Gandhi à Aix-en-Provence ;
- Que la majorité des baux arrivant à échéance et pour optimiser leur gestion, il convient de résilier les 7 baux actuels (Baux n° 44488 et 50050 pour le bâtiment A1 et baux n° 50054 – 50055 -51070 – 50046 - 50043 pour le bâtiment A2) et de rédiger un bail par bâtiment ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la résiliation des 7 baux concernant la location des bureaux du Decisium (2 baux du bâtiment A1 ainsi que 5 baux du bâtiment A2) ;

Article 2 :

Est approuvée la conclusion d'un bail civil unique de 9 ans entre la Société Crédit Mutuel Pierre 1 et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le Décisium A1 moyennant un loyer annuel de 191.094 euros HT ;

Article 3 :

Est approuvée la conclusion d'un bail civil unique de 9 ans, entre la Société Eurofoncière 2 et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le Décisium A2 pour un loyer annuel de 189.961 euros HT ;

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire, chapitre 011, nature 6132 (loyers) et 614 (charges) ;

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/666/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de Marseille Habitat pour un immeuble situé au 2 rue Baussenque Marseille 2ème arrondissement cadastré 809 A 323 appartenant à la SCI du Vieux Panier.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- Le procès-verbal n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Novembre 2019

- La concession d'Eradication de l'Habitat Indigne Lot 1 n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat à Marseille 1^{er}, 2^{ème} quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4^{ème} quartiers Blancarde et Cinq Avenues, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, et 12^{ème} arrondissements ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 202 19 M0327 reçue en mairie de Marseille le 27 septembre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée 809 A 323 sise au 2 rue Baussenque Marseille 2ème arrondissement appartenant à la SCI du Vieux Panier.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien rentre dans le périmètre d'intervention de l'opération d'Eradication de l'Habitat Indigne confié au concessionnaire Marseille Habitat pour le lot 1, de compétence métropolitaine, cette opération visant le renouvellement urbain notamment en traitant des situations d'habitat dégradé par maîtrise foncière sur des immeubles en mauvais état structurel et présentant des conditions médiocres d'habitabilité pour leurs occupants ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la requalification du tissu urbain dégradé et la lutte contre l'habitat indigne.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à Marseille Habitat pour l'acquisition de la parcelle cadastrée 809 A 323 d'une contenance de 96m² située 2 rue Baussenque Marseille 2ème arrondissement appartenant à la SCI du Vieux Panier.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision,

Fait à Marseille, le 05 novembre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/667/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de Marseille Habitat des lots 1 à 4 pour un immeuble en copropriété, situé au 64 Rue d'Aubagne Marseille 1er arrondissement cadastré 803 B 340 appartenant à la SCI Ferrum.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n°URB 024-2782/14/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Novembre 2019

- La concession d'Eradication de l'Habitat Indigne Lot 1 n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat à Marseille 1er, 2ième quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4ième quartiers Blancarde et Cinq Avenues, 5ième, 6ième, 7ième, 8ième, 9ième, 10ième, 11ième, et 12ième arrondissements ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0478 reçue en mairie de Marseille le 20 septembre 2019 portant aliénation des lots 1 à 4 de l'immeuble en copropriété cadastré 803 B 340 sis au 64 rue d'Aubagne Marseille 1er arrondissement appartenant à la SCI Ferrum.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien rentre dans le périmètre d'intervention de l'opération d'Eradication de l'Habitat Indigne confié au concessionnaire Marseille Habitat pour le lot 1, de compétence métropolitaine, cette opération visant le renouvellement urbain notamment en traitant des situations d'habitat dégradé par maîtrise foncière sur des immeubles en mauvais état structurel et présentant des conditions médiocres d'habitabilité pour leurs occupants ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la requalification du tissu urbain dégradé et la lutte contre l'habitat indigne.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à Marseille Habitat pour l'acquisition des lots 1 à 4 de l'immeuble en copropriété cadastré 803 B 340 d'une contenance de 71m² située 64 rue d'Aubagne Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à la SCI Ferrum.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 novembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Novembre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/668/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Bouc-Bel-Air pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée BY n° 53 sise 1751 Avenue de la Croix d'Or 13320 Bouc-Bel-Air

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°16.06.10 du Conseil Municipal de Bouc-Bel-Air du 13 juillet 2016 actualisant le périmètre du droit de préemption urbain sur la commune de Bouc-Bel-Air ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°IA01301519M0177 reçue en mairie de Bouc-Bel-Air le 18 octobre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée BY n° 53 sise 1751 Avenue de la Croix d'Or 13320 Bouc-Bel-Air.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille Provence.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Bouc-Bel-Air pour l'acquisition de la parcelle cadastrée BY n° 53 sise 1751 Avenue de la Croix d'Or 13320 Bouc-Bel-Air ;

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/669/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur et Madame Caroline et Jean-Luc Teocchi Negrel - Negrel

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1908728 présentée par Madame Caroline Teocchi Negrel et Monsieur Jean-Luc Negrel, tendant à l'annulation de la décision du 3 septembre 2019, rejetant le recours hiérarchique des requérants et confirmant leur obligation de paiement d'une somme de 3965 euros, au titre de la participation pour le financement de l'assainissement collectif assortie de pénalités de retard.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Seban et Associés - 282 Boulevard Saint Germain 75007 PARIS.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/670/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Annie Boito épouse Vioget

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- L'appel que la Métropole souhaite interjeter à l'encontre du jugement n° RG 18/00123 de la juridiction d'expropriation des Bouches-du-Rhône en date du 26 juillet 2019 qui fixe le montant des indemnités dues à Madame Anne Boito épouse Vioget dans le cadre de l'exercice de son droit de délaissement concernant les parcelles cadastrées BE n°401 , 407 et 410 situées sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée 71 boulevard Saint-Michel 75005 PARIS.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/671/D

Décision d'ester en justice - Désignation de Sophie Semeriva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Pierre Rochard

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1904448-9 déposée le 20 mai 2019, par Monsieur Pierre Rochard, agent de la Métropole , au Tribunal Administratif de Marseille, demandant l'annulation de la décision de la Métropole notifiée le 18 avril 2019, rejetant sa demande d'inscription sur le tableau d'avancement des ingénieurs principaux.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Sophie Semeriva, domiciliée 2 place de la Corderie 13007 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/672/D

Décision d'ester en justice - Désignation du Cabinet Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole dans l'affaire qui l'oppose à la Société Bronzo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les requêtes n°1905974;n°1905972;n°1903641 déposées par la Société Bronzo devant le Tribunal Administratif de Marseille, en opposition à des titres exécutoires relatifs à des pénalités appliquées dans le cadre du marché T170026 MA de collecte de déchets ménagers et assimilés.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée par le Cabinet Seban et Associés, domicilié 282 Boulevard Saint Germain, 75007 Paris.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/673/D

Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Sophie Semeriva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Michael Scognamiglio

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- La requête n°19MA04103 déposée le 29 août 2018 à la Cour Administrative d'Appel de Marseille par Monsieur Michael Scognamiglio interjetant appel du jugement du Tribunal Administratif du 25 juin 2019 qui a rejeté sa demande d'annulation de la décision de la Métropole du 27 janvier 2014 le radiant des cadres.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Sophie Semeriva, domiciliée 2 place de la Corderie 13007 MARSEILLE.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Semeriva pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/674/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la Selas Adamas Affaires Publiques pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au syndicat UNSA Territoriaux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1905326-9 déposée le 17 juin 2019 au Tribunal Administratif de Marseille, par le syndicat UNSA Territoriaux demandant l'annulation de l'arrêté du 7 décembre 2018 portant liste d'aptitude au grade de rédacteur territorial et les nominations individuelles en résultant.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la Selas Adamas Affaires Publiques domiciliée, 55 boulevard des Brotteaux 69455 Lyon Cedex 06.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

Article 2 :

Les honoraires dus à la Sela Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/675/D

Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Christian Baillon-Passe pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux occupants illicites de la maison sise 2 boulevard Barral prolongé à Marseille (8e)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de constat établi le 1er octobre 2019 par Monsieur Fabien Segura, huissier de justice, constatant l'occupation illicite de la maison d'habitation appartenant à la Métropole, sise 2 boulevard Barral Prolongé à Marseille (8ème) .

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal d'Instance de Marseille afin de lancer une procédure d'expulsion et d'être représentée dans cette affaire par Maître Christian Baillon-Passe domicilié, 49 rue de la paix Marcel Paul 13001 MARSEILLE.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Christian Baillon-Passe pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/676/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Bonna Travaux Pression

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé n°1908700-3 déposée le 12 octobre 2019 au Tribunal Administratif de Marseille par la société Bonna Travaux Pression contre la décision de la Métropole du 1er octobre 2019 rejetant son offre dans le cadre de la consultation n°71190131 Accord-cadre de travaux – travaux sans tranchée de renouvellement des canalisations non visitables des réseaux d'assainissement eaux usées et pluviales de la Métropole Lot 1 du Territoire Marseille Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Seban et Associés domiciliée, 282 Boulevard Saint-Germain 75007 PARIS.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Novembre 2019

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP d'avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 novembre 2019

Martine VASSAL